Conseil d'Etat - Raad van State
- WETGEVING -
17 JUIN 1964
Coordination

ML. L. 8702/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 16 janvier 1964, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "créant des tribunaux administratifs provinciaux", a donné le 15 avril 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e januari 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot invoering van provinciale administratieve rechtbanken", heeft de 15e april 1964 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
17-6-64

OBSERVATIONS GENERALES.

La proposition de loi (doc. Chambre, session 1963-1964, n° 652/1) que le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique soumet à l'avis de la section de législation tend à créer des tribunaux administratifs provinciaux.

Ces tribunaux seraient investis de compétences diverses. Ils se verraient notamment attribuer toutes les compétences juridictionnelles des députations permanentes, ainsi que le contentieux des traitements, pensions et autres allocations pécuniaires "des agents des services publics administratifs" soumis à un statut. Ils connaîtraient, au contentieux de l'excès de pouvoir, des recours de ces mêmes agents "contre les actes administratifs individuels qui les concernent", ainsi que des recours formés contre les actes des autorités provinciales et communales et des autorités subordonnées aux autorités provinciales et communales, et contre les actes des autorités qui exercent la tutelle sur ces actes.

La compétence du Conseil d'Etat serait modifiée assez profondément, en ce sens qu'il cesserait de connaître directement, à l'excès de pouvoir, des actes susceptibles d'être déférés aux tribunaux administratifs, mais qu'il en connaîtrait néanmoins en degré d'appel. Plus généralement, le Conseil d'Etat connaîtrait en appel de tous les jugements des tribunaux administratifs. La réforme serait donc importante.

En prévoyant un recrutement au concours sous le contrôle du Conseil d'Etat et en garantissant l'indépendance, grâce à la nomination à vie et l'éméritat, la proposition tend à assurer la haute qualité de ces tribunaux. Un aspect original de la proposition est qu'elle ne prévoit pas d'organe analogue à l'auditorat du Conseil d'Etat.

.../...

La proposition est sommaire quant à la procédure. Elle se borne à décréter la publicité des audiences, la motivation et la publicité des jugements.

Certaines dispositions proposées sont susceptibles d'interprétations divergeantes. Le Conseil d'Etat estime qu'il peut, dans ce cas, proposer au législateur les solutions qui paraissent s'accorder au mieux avec l'esprit de nos institutions et avec le but poursuivi par l'auteur de la proposition.

Deux idées fondamentales de la proposition ont servi à en interpréter les dispositions. D'une part, les jugements des tribunaux administratifs ne seront jamais en dernier ressort, puisqu'ils seront susceptibles d'appel au Conseil d'Etat (article 4, dernier alinéa). D'autre part, la proposition "abroge ... implicitement toutes les dispositions légales ou réglementaires qui régissent la procédure devant les juridictions administratives auxquelles les tribunaux vont se substituer" (développements, page 3).

La Chambre des Représentants est déjà saisie, par le même auteur, d'une proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif, sur laquelle le Conseil d'Etat a émis un avis détaillé (doc. Chambre, session 1962-1963, n^{os} 479-1 et 479-2). Dans les développements de sa nouvelle proposition, l'auteur se réfère à la première : "La présente proposition complète et achève la réforme projetée". La première proposition a, dès lors, guidé le Conseil d'Etat dans l'interprétation de la seconde.

Une coordination des deux propositions se recommanderait. Une coordination s'imposera d'ailleurs entre les dispositions éparses dans les nombreuses lois qui règlent la procédure administrative contentieuse.

.../...

La loi du 13 juin 1961 permet d'ailleurs au Roi de coordonner et de codifier les lois.

En même temps qu'il est invité à donner un avis sur la présente proposition, le Conseil d'Etat est saisi du projet de Code judiciaire. L'attention du législateur doit être attirée sur les divergences qui apparaissent entre les deux textes. Le vote de la proposition entraînerait l'attribution aux tribunaux administratifs provinciaux de certaines compétences que le projet de Code judiciaire tend à soustraire à la juridiction administrative pour les confier aux tribunaux de l'ordre judiciaire; il en est ainsi notamment en ce qui concerne le contentieux des pensions de réparation, des allocations aux estropiés et mutilés et du reclassement social des handicapés.

L'opportunité respective des deux systèmes relève de l'appréciation du législateur.

\+

\+ +

Quant au plan, la proposition part des imperfections de la procédure actuelle et propose en premier lieu d'y porter remède. Ce n'est qu'après avoir énoncé qui jugera et comment on jugera qu'elle détermine ce qui sera jugé. Il paraît préférable de fixer d'abord la compétence attribuée aux nouveaux tribunaux et de déterminer ensuite en fonction de cette compétence leur organisation et la procédure qu'ils suivront. Tel sera l'ordre du texte proposé par le Conseil d'Etat, ainsi que du présent avis.

.../...

On étudiera donc respectivement, après un article liminaire créant les tribunaux administratifs provinciaux :

La compétence - Titre Ier.

L'organisation - Titre II.

La procédure - Titre III.

On observera en outre que l'article 7 de la proposition dispose :

"Le Roi met le texte des lois en vigueur en concordance avec les dispositions de la présente loi".

"Il peut modifier ces lois pour instituer la procédure de la décision administrative préalable et motivée".

L'analyse des répercussions de la proposition sur la législation en vigueur a conduit le Conseil d'Etat à étudier les modifications que le vote de la proposition rendrait nécessaires et à constater que certaines adaptations risquent d'excéder les pouvoirs que l'article 7 de la proposition entend conférer au Roi. Dans le but d'éviter toute difficulté, autant que de permettre au législateur de se prononcer lui-même sur toutes les questions importantes, le Conseil d'Etat a proposé d'insérer dans la loi toutes les modifications qui ne peuvent être considérées comme de pure procédure (titre IV).

Le texte proposé veille à ne plus laisser subsister de dispositions de pure procédure autres que celles qui paraissent s'imposer en raison de la matière : il en est ainsi des délais en matière électorale. Dans certains

.../...

cas, le Conseil d'Etat a proposé des dispositions spéciales adaptant la procédure actuellement en vigueur à la situation résultant de la création de tribunaux administratifs. Il conviendra au législateur de reprendre ou d'omettre ces dispositions suivant qu'il les estimera utiles ou superflues : tel sera le cas des dispositions prévoyant une composition spéciale des tribunaux pour le jugement de certaines affaires où la loi aménage actuellement la composition en fonction soit des impératifs techniques de la matière (pensions de réparation), soit du souci d'une représentation des intérêts en cause (estropiés et mutilés). Le texte proposé réserve cependant la fonction de juger aux membres des tribunaux administratifs, qui seront des magistrats de carrière; il ne prévoit le recours à des techniciens ou à des représentants des intéressés qu'à titre consultatif, ainsi que la loi en dispose déjà pour certaines contestations soumises aux tribunaux de l'ordre judiciaire (discipline des avocats, accidents du travail).

L'attention du législateur sera attirée sur l'utilité de maintenir, en certaines matières, des règles de procédure spéciales (1).

Article 1er.

Il est proposé de reprendre l'article 1er, alinéa 1er, de la proposition et d'y ajouter un alinéa 2 relatif au siège de chaque tribunal.

.../...

(1) Ainsi qu'il l'a fait dans son avis sur la proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif (page 2, note 1), le Conseil d'Etat attire l'attention du législateur sur l'important rapport sur la réforme du contentieux administratif du premier degré que l'Institut belge des sciences administratives a remis récemment au Gouvernement.

TITRE Ier. - LA COMPETENCE.

La compétence est réglée par l'article 6 de la proposition, qui énumère les compétences matérielles et précise un certain nombre de compétences territoriales et personnelles. En outre, le dernier alinéa de l'article 4 dispose, quant au ressort, que "les jugements sont susceptibles d'appel devant le Conseil d'Etat dans les délais que le Roi détermine". Cette disposition sera importante pour l'interprétation de l'article 6, § 3, qui attribue aux tribunaux administratifs les compétences qui sont à présent exercées par des juridictions spécialisées.

Ledit article 6 comporte quatre paragraphes qui traitent respectivement :

- le § 1er, des difficultés de compétence entre certaines autorités administratives;
- le § 2, du recours pour excès de pouvoir;
- le § 3, des compétences spéciales attribuées actuellement à d'autres juridictions;
- le § 4, des contestations relatives aux droits subjectifs des agents sous statut.

Le Conseil d'Etat propose de reprendre la matière de l'article 6 de la proposition en un titre Ier qui réglerait en des chapitres distincts des difficultés de compétence, des attributions de pleine juridiction et des recours pour excès de pouvoir. Un quatrième chapitre comprendrait un certain nombre de règles de compétence territoriale, communes à plusieurs contentieux.

.../...

L'urgence de la solution des contestations déférées aux tribunaux administratifs a conduit le Conseil d'Etat à recommander un procédé de jugement accéléré des déclinatoires de compétence. Ce serait l'objet du chapitre V.

CHAPITRE Ier. - DES DIFFICULTES DE COMPETENCE.

Aux termes de l'article 6, § 1er, de la proposition, "le tribunal tranche par voie de jugements les difficultés relatives à la compétence respective de la province, des communes ou des établissements publics".

La proposition reproduit quasi textuellement l'article 8 de la loi du 23 décembre 1946, qui dispose : "La section d'administration tranche par voie d'arrêts les difficultés relatives à la compétence respective des autorités provinciales et communales, ou des établissements publics". Les développements indiquent (page 3) que l'intention de l'auteur est bien d'abroger l'article 8 de la loi du 23 décembre 1946, le Conseil d'Etat devenant juge d'appel en cette matière.

L'article 8 de la loi du 23 décembre 1946 a suscité de sérieuses divergences d'interprétation(1)

.../...

(1) Voir, outre les notes d'arrêts mentionnées à la note 2, M. SOMERHAUSEN et E. VAN HAESENDONCK, Le Conseil d'Etat, dans Revue communale, 1947, pages 114-158; G. ROMBAUT, La compétence du Conseil d'Etat en matière de conflit d'attribution, dans Recueil de jurisprudence du droit administratif et du Conseil d'Etat, 1954, pages 81-88.

et n'a fait à ce jour l'objet que de trois arrêts du Conseil d'Etat (1). On peut, d'autre part, se demander s'il est judicieux d'organiser un double degré de juridiction en cette matière. La plupart des difficultés de compétence qui pourraient être tranchées sur base de l'article 8 de la loi du 23 décembre 1946 concernent des actes à accomplir, de sorte que leur solution est généralement urgente. Il est, en outre, à prévoir que la partie à qui le tribunal n'aura pas donné satisfaction tentera d'obtenir gain de cause par la voie de l'appel, retardant encore ainsi la solution du problème.

Si néanmoins le législateur estimait opportun de revoir le contentieux des difficultés relatives à la compétence, il aurait encore à décider s'il ne s'indique pas de permettre à tout intéressé et non seulement aux seules autorités administratives de demander la solution de ces difficultés (2).

.../...

(1) Arrêts Oeuvre nationale des invalides de guerre et Oeuvre nationale des anciens combattants, n° 1203, du 13 décembre 1951 (et la note M.-Th. BOURQUIN, dans Recueil de jurisprudence du droit administratif et du Conseil d'Etat, 1952, pages 173-177), Commune de Bismerée c/Commune de Mettet, n° 3063, du 14 janvier 1954 (et la note, dans R.C., 1954, pages 37-40; et la note G. ROMBAUT, dans J.T., 1954, pages 150-152), et Commune de Houdeng-Aimeries, n° 8160, du 20 octobre 1960 (Recueil, pages 796-797).

(2) Déjà en 1935, M. H. VELGE a attiré l'attention sur ce problème en écrivant :
"... dans de nombreux cas, des particuliers ne peuvent obtenir satisfaction auprès des administrations, parce qu'ils se trouvent devant des conflits négatifs de juridiction : de deux services dont l'un doit nécessairement être compétent pour examiner leur cas, ni l'un ni l'autre ne veut accepter cette compétence "
(H. VELGE, Y a-t-il lieu de créer en Belgique une Cour du contentieux administratif ?, page 138, Bruxelles, 1935).

Un autre problème de fond serait celui de l'extension de l'article 6, § 1er, à toutes les difficultés de compétence des autorités administratives, y compris les difficultés entre les autorités de l'Etat et les autres autorités. Si le législateur de 1946 a limité la compétence du Conseil d'Etat en cette matière, ce n'est pas en raison des objections de principe qui avaient été avancées, mais parce qu'il a voulu procéder à une expérience limitée. L'objection tirée des pouvoirs constitutionnels du Roi en sa qualité de chef du pouvoir exécutif, que l'on a opposée à une procédure de règlement des difficultés de compétence qui surgissent au sein des administrations de l'Etat, ne pourrait l'être au règlement des difficultés de compétence entre des administrations et des autorités qui n'appartiennent pas à ces administrations. C'est la loi qui règle les compétences respectives des autorités centrales et des autorités décehtralisées, de sorte qu'il n'y a aucune objection à ce que la loi décide comment seront réglées les difficultés que son application peut provoquer.

\+
\+ \+

Quant à la forme, le texte de la proposition peut être amélioré en ce qui concerne la qualification des autorités dont la compétence est susceptible d'être réglée par le tribunal. L'intention du législateur de 1946 a été de rendre l'article 8 applicable à toutes les autorités autres que celles de l'Etat. Il n'a certainement pas voulu exclure les personnes de droit public qui n'ont pas le statut d'établissement public. Le texte serait, dès lors, plus précis s'il disposait quant "à la compétence respective des autorités administratives", ou, si l'on veut maintenir les autorités de l'Etat en dehors du champ d'application de la disposition, "des autorités administratives autres que les autorités de l'Etat".

.../...

Si le législateur se ralliait à la proposition d'organiser un double degré de juridiction en la matière, la compétence territoriale devrait être déterminée en ordre principal par les circonscriptions territoriales des autorités dont la compétence respective donne lieu à difficulté. Lorsque la difficulté existe entre autorités de la même province, le tribunal compétent devrait être le tribunal de cette province. Il devrait en être de même lorsque la difficulté surgit entre une autorité provinciale ou communale et une autorité dont la compétence territoriale s'étend au-delà de la province. Le tribunal du Brabant devrait connaître des difficultés entre autorités de langues différentes. C'est pourquoi il conviendrait de régler cette question au chapitre IV proposé.

CHAPITRE II. - DE LA COMPETENCE DE PLEINE JURIDICTION.

L'article 6, § 3, abstraction faite du 19° de la proposition, tend à substituer la compétence du tribunal administratif à celle des juridictions administratives créées pour le jugement de certaines matières. Le § 3, 19°, et le § 4 tendent à attribuer au tribunal administratif le jugement de certaines contestations qui sont actuellement du ressort des cours et tribunaux.

Il ressort du dernier alinéa de l'article 4 que tous les jugements rendus par les tribunaux administratifs pourraient faire l'objet d'un appel au Conseil d'Etat. La tradition judiciaire belge est, en effet, dans le sens de l'organisation d'un double degré de juridiction au fond.

.../...

Or, certaines des matières prévues à l'article 6, § 3, connaissent déjà un double degré de juridiction. Pour les unes, toutefois, la proposition pourra être interprétée comme remplaçant complètement les instances existantes par le tribunal administratif, de sorte que le Conseil d'Etat interviendrait naturellement au stade de l'appel : tel est le cas notamment des contestations relatives aux pensions de réparation du temps de paix (§ 3, 17°). En d'autres matières, au contraire, la proposition ouvre devant le tribunal administratif un recours contre une décision qui est déjà juridictionnelle, de sorte que le tribunal exercerait la mission d'un juge d'appel : c'est le cas du contentieux des listes électorales (§ 3, 19°) où le tribunal administratif connaîtrait, à la place de la Cour d'appel, des recours contre des décisions juridictionnelles du collège des bourgmestre et échevins. Ainsi l'appel au Conseil d'Etat contre les jugements rendus en cette matière par le tribunal administratif donnerait ouverture à un troisième degré de juridiction au fond.

Il apparaît ainsi qu'il conviendra de distinguer, parmi les compétences du tribunal administratif, celles qu'il exercera en dernier ressort sauf recours en annulation devant le Conseil d'Etat, et celles qu'il exercera en premier ressort, sauf appel au Conseil d'Etat. Quant à ces dernières, l'attention du législateur doit être attirée sur ce que le Conseil d'Etat, tel qu'il est actuellement organisé, n'est pas en mesure de faire face à une compétence d'appel en de nombreuses matières et spécialement en des matières où le contentieux est abondant. Il en est ainsi notamment pour la milice et

.../...

les pensions de réparation. Il se recommanderait, dès lors, soit de modifier les cadres du Conseil d'Etat, soit de limiter l'appel au Conseil d'Etat aux matières où une autre solution se concevrait difficilement : par exemple, en matière d'élections communales (1).

Aux termes de l'article 6, § 3, 1°, "le tribunal se prononce par voie de jugements sur les recours en premier ressort prévus aux titres V et VI de la loi électorale communale" (L.E.C.). La proposition vise ainsi :

1° les contestations relatives aux incompatibilités (L.E.C., article 73);

2° les réclamations contre l'élection (L.E.C., article 74);

3° les contestations relatives à la démission des conseillers communaux et des échevins (L.E.C., article 80);

4° les contestations sur le fait du désistement d'un candidat élu mais non encore installé (L.E.C.,article 81);

5° les contestations relatives à la déchéance des conseillers communaux pour perte d'une condition d'éligibilité (L.E.C., article 82);

6° les contestations relatives à l'installation des suppléants en cas de vacance d'un siège (L.E.C., article 84).

.../...

(1) Ne pouvant préjuger la décision du législateur, le Conseil d'Etat a établi, pour certaines matières, des textes tenant compte des deux branches de l'alternative.

Ces contestations sont actuellement de la compétence de la députation permanente, qui agit en qualité de juridiction. En outre, la députation permanente exerce en matière d'élections communales les attributions suivantes :

1° si le collège des bourgmestre et échevins s'abstient de mettre un élu non encore installé ou un conseiller en fonctions frappé d'une cause d'incompatibilité en demeure d'opter entre le mandat de conseiller communal et la fonction incompatible ou le traitement ou le subside de la commune, la députation permanente procède elle-même à cette mise en demeure (L.E.C., article 73, dernier alinéa);

2° elle statue sur la validité des élections et sur les pouvoirs des élus (L.E.C., article 75, alinéa 1er).

Dans le cas de la mise en demeure, la députation permanente n'est pas une juridiction, mais une autorité de tutelle dont l'action se substitue à celle d'une autorité communale défaillante. C'est, dès lors, à juste titre que la proposition ne transfère pas cette attribution au tribunal administratif.

En ce qui concerne le maintien à la députation permanente du pouvoir de statuer sur la validité des élections et sur les pouvoirs des élus, dans les cas où cette validité n'est pas contestée, l'auteur de la proposition s'explique en ces termes : "Dans un but de simplification des procédures administratives et de réduction des recours contentieux inutiles, nous proposons de généraliser le procédé de l'acte administratif préalable et motivé chaque fois qu'il s'avère possible ... Dans le même ordre d'idées, la députation permanente peut garder son pouvoir de valider les élections communales ... Si un conflit naît, le tribunal sera saisi

.../...

et tranchera la controverse". Cette justification semble fondée sur l'opinion que la décision de la députation permanente qui statue, en l'absence de réclamation, sur la validité de l'élection, est un acte administratif et non une décision juridictionnelle.

S'il est généralement admis que la fonction juridictionnelle ne s'exerce que là où il y a des contestations à trancher, et s'il est vrai que le juge ne peut normalement connaître d'une affaire que si celle-ci fait l'objet d'une contestation qui lui est déférée, rien n'empêche le législateur d'attribuer d'office à un juge la connaissance de certaines affaires. Une tradition constante, affirmée par la jurisprudence aussi bien que par la doctrine, considère les validations d'élections comme des décisions juridictionnelles, alors même que les élections ne sont pas contestées. Il en est ainsi aussi bien des décisions par lesquelles les Chambres législatives valident les pouvoirs de leurs élus, que des décisions des députations permanentes sur la validité des élections communales. En matière communale, l'article 75, alinéa 2, de la loi électorale communale, qui impose à la députation permanente les règles de procédure propres aux juridictions, ne distingue pas suivant qu'il y a ou qu'il n'y a pas de contestation.

Le fait que l'élection est sujette à validation même si elle n'est pas contestée, n'empêche pas la décision du pouvoir vérificateur d'être une décision contentieuse. Il en résulte seulement que la contestation peut n'être qu'implicite. Le juge de l'élection est, en effet, contraint, par la loi, d'examiner les contestations qui pourraient être élevées, et sa décision pourra rompre la paix résultant de l'absence de contestations effectivement élevées. Le caractère contentieux de ces décisions

.../...

se révèle d'ailleurs dans la décision qui refuse de valider la situation soumise au juge. C'est pourquoi le Conseil d'Etat , dans tous les cas où il est saisi en dernier ressort sur base de l'article 10, 1°, de la loi du 23 décembre 1946, d'un des recours prévus aux titres V et VI de la loi électorale communale, considère toujours la députation permanente comme une juridiction (1).

Dans cette conception de la mission de la députation permanente validant l'élection en l'absence de réclamation, le système de la proposition risque d'entraîner des complications et des retards dont s'accomoderait mal l'urgence des affaires (2). Dès lors que la députation permanente modifie, soit en les annulant,

.../...

(1) Jamais il ne la considère comme partie adverse, jamais il ne lui renvoie l'affaire après annulation, mais il statue toujours comme juge d'appel en réformation (voir, par exemple, l'arrêt Elections communales de Huissignies, n° 6856, du 12 février 1959, Recueil, pages 93-95).
De même, le Conseil d'Etat considère comme revêtues de l'autorité de la chose jugée les décisions du directeur provincial des dommages de guerre aux biens privés sur les demandes d'intervention de l'Etat (arrêts Etat belge (Ministre des Travaux publics) c/ Bastien, n° 9138, du 25 janvier 1962, Recueil, pages 82-83 , et Verwilt et Eestermans, n° 9971, du 2 avril 1963, Recueil, pages 293-296), et les décisions du Ministre de l'Intérieur sur les demandes d'indemnités de milice (arrêt Etat belge (Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique) c/ Brutout, n° 10.216, du 17 octobre 1963, Recueil, pages 720-722).

(2) Cette urgence est telle qu'elle a incité le Roi à prescrire une procédure accélérée devant le Conseil d'Etat (arrêté royal du 15 juillet 1956).

soit en les réformant, les décisions du bureau principal, elle prend une décision dont, dans l'état actuel de la législation, il peut être appelé au Conseil d'Etat (L.E.C., article 76, alinéa 7). Même la validation pure et simple en l'absence de réclamation n'est définitive que sauf recours du gouverneur. Le Conseil d'Etat pourrait donc être saisi d'appels portant contre des décisions du tribunal administratif ou de la députation permanente, suivant que l'élection aurait donné lieu ou non à des réclamations. D'autre part, comme il peut s'écouler treize jours après l'élection avant que la réclamation ne parvienne à la juridiction chargée de l'examiner (L.E.C., article 74, alinéa 1er), il est à craindre que les députations permanentes ne commencent plus à instruire, avant l'expiration de ce délai, des affaires dont elles pourraient être dessaisies. Enfin la réclamation peut n'être que partielle, avec cette conséquence que la même élection pourrait être soumise à des procédures de validation devant deux juridictions différentes.

On peut certes faire valoir, contre l'attribution au tribunal administratif du pouvoir de valider les élections même en l'absence de réclamation, que ce serait lui imposer tous les six ans une tâche matérielle considérable, à laquelle le cadre de son personnel permanent ne saurait être proportionné. Mais on peut concevoir que le tribunal administratif se fasse assister, dans l'exercice de cette compétence, par le personnel des bureaux provinciaux. A cette fin, et d'une manière générale, l'article 53 du texte proposé par le Conseil d'Etat donne au Roi le pouvoir de déterminer les cas dans lesquels les agents du gouvernement provincial peuvent être mis à la disposition des magistrats instructeurs du tribunal administratif.

.../...

Un autre problème à régler à propos de la même disposition est celui du recours au Conseil d'Etat que le gouverneur peut actuellement exercer (L.E.C., article 76, dernier alinéa). Ce recours se conçoit fort bien contre une décision de la députation permanente : le gouverneur l'exerce en connaissance de cause, de sorte que le délai de huit jours prévu par la loi peut être considéré comme suffisant. En sera-t-il de même en cas de contestation soumise au tribunal administratif ? Le gouverneur sera-t-il astreint à y suivre, en observateur, toutes les affaires ? Le législateur devrait se prononcer sur ce point, car il ne paraît pas que la détermination des personnes qui ont le droit de faire appel puisse être considérée comme une question de procédure que le Roi pourrait régler en vertu de l'article 4, alinéa 1er, de la proposition.

On peut d'ailleurs se demander si le recours du gouverneur demeure utile dans l'hypothèse où le législateur doterait les tribunaux administratifs d'un auditorat dont une des attributions serait d'interjeter appel des jugements contraires à la loi (voir texte proposé, article 38, alinéa 2).

Le Conseil d'Etat recommande dès lors l'attribution au tribunal le pouvoir de se prononcer tant sur la validité des élections que sur les réclamations formées en premier ressort contre celles-ci (article 6, 2°, du texte proposé). L'appel serait ouvert au Conseil d'Etat contre le jugement du tribunal. Aucun problème de compétence territoriale ne se pose en cette matière.

.../...

Aux termes de l'article 6, § 3, 2°, "le tribunal se prononce par voie de jugements sur les recours prévus aux alinéas 4 et 5 de l'article 19 et au premier alinéa de l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, ainsi que sur les différends visés au deuxième alinéa dudit article 33". Cette disposition est la reproduction de l'article 10, 3°, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, avant sa modification par l'article 15 de la loi du 27 juin 1956.

L'article 19 de la loi du 27 novembre 1891 a été abrogé par l'article 13 de la loi du 27 juin 1956. Les mots "aux alinéas 4 et 5 de l'article 19 et" doivent dès lors être omis.

L'article 33, alinéa 1er, de la loi du 27 novembre 1891, modifié par l'article 3 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, dispose que "les différends, en matière de domicile de secours et d'assistance publique, sont décidés entre les communes d'une même province, par la députation permanente du conseil provincial, sauf recours au Conseil d'Etat ... ". L'auteur de la proposition a certainement visé, non pas les recours (au Conseil d'Etat), mais les différends (en premier ressort) visés par cette disposition.

Aux termes de l'article 33, alinéa 2, de la loi du 27 novembre 1891, modifié par l'article 3 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et par l'article 14 de la loi du 27 juin 1956, "les différends dans lesquels l'Etat ou des communes de provinces différentes ont un intérêt sont décidés par le Conseil d'Etat. Celui-ci demande l'avis des députations permanentes des provinces auxquelles les communes intéressées appartiennent ... ". Le vote de la proposition aurait pour effet de supprimer cette compétence du Conseil d'Etat et, par voie de conséquence, de

.../...

supprimer à l'article 10, 3°,de la loi du 23 décembre 1946, modifié par l'article 15 de la loi du 27 juin 1956, les mots "et les différends visés à l'alinéa 2". D'autre part, la proposition ne désigne pas le tribunal qui serait compétent ratione loci.

Il conviendra, dès lors, en ce qui concerne l'article 33, alinéa 2, de la loi du 27 novembre 1891, ou que le législateur s'en tienne au système actuel, ou qu'il résolve le problème de la compétence territoriale s'il institue le tribunal administratif comme juge de premier ressort; dans ce dernier cas,l'article 10, 3°, de la loi du 23 décembre 1946 devrait être modifié de manière à faire apparaître la transformation de la compétence de premier et dernier ressort du Conseil d'Etat en une compétence d'appel.

Il convient, par ailleurs, de ne pas perdre de vue que l'article 33, alinéa 2, de la loi du 27 novembre 1891 prévoit l'avis des députations permanentes. Cet avis, actuellement utile, se justifierait d'ailleurs moins dans un système où la députation permanente perdrait sa compétence juridictionnelle.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat tient compte de l'opportunité d'organiser deux degrés de juridiction. Il apporte aux articles 34, 35, 36 et 38 de la loi du 27 novembre 1891 les adaptations rendues nécessaires par la modification de l'article 33. La compétence territoriale sera réglée au chapitre IV.

Aux termes de l'article 6, § 3, 3°, de la proposition, "le tribunal se prononce par voie de jugements "sur les résolutions, recours, conflits et difficultés visés au dernier alinéa de l'article 46, aux articles 20, 22 et 88 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique".

.../...

Ici encore, la proposition se borne à reproduire l'article 10, 4°, de la loi du 23 décembre 1946, avec une erreur de plume qu'il convient de rectifier en lisant :"article 19" au lieu de"article 46".

L'effet du vote de la proposition serait la substitution du tribunal administratif au Conseil d'Etat, dans les compétences que celui-ci exerce en vertu de l'article 10, 4°, de la loi du 23 décembre 1946. Ces compétences sont diverses : elles doivent être étudiées séparément.

A. L'article 19, dernier alinéa, de la loi du 10 mars 1925.

Dans son texte actuel, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, l'article 19, dernier alinéa (= alinéa 8), dispose :

"Le même recours est ouvert au gouverneur sans limitation de délai".

Il s'agit du recours au Conseil d'Etat contre la décision de la députation permanente qui statue sur la nomination des membres de la commission d'assistance publique.

Manifestement, l'auteur de la proposition a eu en vue le dernier alinéa de l'article 19 avant que celui-ci ne fût modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948. Cet alinéa ouvrait un recours au Roi contre

.../...

les décisions de la députation permanente (1).

La proposition peut, à première vue, s'interpréter de deux manières.

.../...

(1) Article 19 ancien.

Les résolutions portant nomination des membres des commissions communales ou intercommunales d'assistance et de leurs suppléants sont adressées en expédition à la députation permanente.

La députation permanente annule, soit sur réclamation, soit d'office, les nominations faites en violation des prescriptions de la présente loi.

Elle doit statuer dans le mois de la réception des pièces.

Après expiration de ce délai, ou en cas de recours contre la décision de la députation permanente, il est statué par le Roi. Ce recours n'est plus recevable, s'il est introduit plus de quinze jours après la notification de la décision.

Article 19 nouveau.

Les résolutions portant nomination des membres des commissions communales ou intercommunales d'assistance et de leurs suppléants sont adressées en expédition à la députation permanente.

La députation permanente annule, soit sur réclamation, soit d'office, les nominations faites en violation des prescriptions de la présente loi.

Elle doit statuer dans le mois de la réception des pièces. (arrêté du Régent du 23 août 1948, article 4). Le gouverneur notifie aussitôt la décision de la députation permanente au conseil communal; il la notifie également, par lettre recommandée à la poste, aux membres de la commission et aux suppléants dont la nomination est annulée ainsi qu'aux réclamants.

Un recours au Conseil d'Etat leur est ouvert, ainsi qu'au gouverneur, dans les quinze jours de la notification.

Si la députation permanente n'a pas statué dans les trente jours de la réception des pièces, le gouverneur notifie l'expiration de ce délai aux réclamants.

Un recours au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les quinze jours de la notification.

Le même recours est ouvert au gouverneur sans limitation de délai.

Dans son sens littéral, elle laisse subsister la compétence de premier ressort de la députation permanente, compétence qui est de nature juridictionnelle (1). Le tribunal administratif serait substitué au Conseil d'Etat comme juge d'appel. Mais, en vertu de l'article 4, dernier alinéa, de la proposition, le Conseil d'Etat serait le troisième degré de juridiction au fond. Cette interprétation se heurte à une double objection. L'auteur de la proposition déclare vouloir mettre fin aux compétences juridictionnelles de la députation permanente. De plus, il ne s'indique pas d'organiser un système juridictionnel avec trois degrés de juridiction au fond. Si l'interprétation littérale devait être retenue, il conviendrait tout au moins de transformer en une compétence d'annulation l'intervention du Conseil d'Etat.

Mais une autre interprétation qui paraît plus conforme au but poursuivi par l'auteur de la proposition est que celui-ci a voulu remplacer la députation permanente par le tribunal administratif, tout au moins dans les cas où l'élection des membres de la commission d'assistance publique donne lieu à réclamation, ainsi qu'il l'a proposé pour la matière des élections communales. C'est cette interprétation qui sera retenue dans la suite de l'avis.

Pour les raisons que le Conseil d'Etat a fait valoir au sujet des élections communales, il ne convient pas de démembrer le contentieux de la validation des élections des commissions d'assistance publique suivant qu'elles donnent ou ne donnent pas lieu à réclamation.

.../...

(1) Arrêt Election des membres effectifs et suppléants de la C.A.P. d'Ypres, n° 3024, du 4 janvier 1954 (Recueil, pages 11-14).

Il est, dès lors, proposé d'en confier la validation dans tous les cas au tribunal administratif. Les difficultés pratiques seront résolues de la même manière que pour la validation des élections communales.

Dans la rédaction des textes modificatifs de la loi électorale communale, comme en toute autre matière, le Conseil d'Etat n'a touché aux textes en vigueur que dans la mesure strictement nécessaire. L'article 19 de la loi du 10 mars 1925 étant d'une rédaction défectueuse en plusieurs points, il paraît toutefois opportun de le refondre entièrement.

L'article 19 de la loi parle de nomination des membres de la commission d'assistance publique. Cette nomination est en réalité une élection; la loi emploie d'ailleurs ce terme à plusieurs reprises.

L'article 19, alinéa 2, dispose que "la députation permanente annule ... les nominations faites en violation des prescriptions de la présente loi". La jurisprudence constante du Conseil d'Etat décide que l'article 19 doit être interprété comme permettant à la députation permanente de recourir à d'autres moyens que l'annulation pour assurer la régularité de l'élection. Elle peut notamment redresser les erreurs commises par le conseil communal et trancher les contestations qui pourraient s'élever quant à l'inéligibilité et quant à l'incompatibilité (1). Elle a donc en cette matière les mêmes pouvoirs qu'en matière d'élections communales.

.../...

(1) Arrêts Election des membres de la C.A.P. de Falisolle, n° 3400, du 19 mai 1954 (Recueil, pages 473-475), Election des membres de la C.A.P. Oleye, n° 3420, du 28 mai 1954 (Recueil pages 501-502), Collège des bourgmestre et échevins de la ville de Saint-Trond et consorts, n° 3432, du 2 juin 1954 (Recueil, pages 514-516), De Rijcke, n° 3515, du 26 juin 1954 (Recueil, pages 612-613), Van de Wiele, n° 3553, du 7 juillet 1954 (Recueil, pages 665-667), et Van den Broeck, n° 3753, du 26 octobre 1954 (Recueil, pages 888-890).

La loi ne fixe pas le délai dans lequel les réclamations peuvent être adressées à la députation permanente. Le Conseil d'Etat en a déduit que la réclamation peut être formée jusqu'à la décision sur la validation (1). La lacune que présente la loi doit être comblée; la contradiction des débats devra, en effet, être assurée devant un tribunal administratif. A cet effet, l'article 74 de la loi électorale communale pourrait être rendu applicable aux réclamations contre l'élection de la commission d'assistance publique.

Il est souhaitable de préciser que tout intéressé peut introduire une réclamation. En outre, il convient d'accorder un recours au gouverneur de la province, si on continue à lui reconnaître cette faculté en matière d'élections communales.

Le dernier alinéa de l'article 19 actuellement en vigueur dispose que le recours au Conseil d'Etat est ouvert au gouverneur sans limitation de délai dans le cas où l'élection est validée par l'expiration du délai dans lequel la députation permanente doit statuer. Cette disposition est de nature à laisser incertaine pendant six ans la validité d'une élection. Il est proposé de l'omettre.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat (article 97) pour l'article 19 nouveau de la loi du 10 mars 1925 n'a pas repris la disposition qui prévoit que certaines notifications de la députation permanente se font par lettre recommandée à la poste. Il s'agit-là d'une disposition de procédure qui sera certainement généralisée dans le règlement à arrêter par le Roi.

.../...

---

(1) Arrêt Election des membres de la C.A.P.Vaulx-lez-Tournai, n° 3421, du 28 mai 1954 (Recueil, pages 502-503).

Le texte proposé n'indique pas non plus à qui incombent les notifications. Il est vraisemblable que ce sera la tâche du greffier du tribunal.

Le texte proposé précise que l'appel est, en cette matière, suspensif. Cette dérogation au droit commun de l'appel administratif s'explique par la nature du contentieux électoral(1).

B. L'article 20 de la loi du 10 mars 1925.

L'article 20 de la loi du 10 mars 1925, modifié par l'article 5 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, dispose :

"Les membres qui perdent l'une ou l'autre des qualités requises pour pouvoir siéger dans les commissions d'assistance cessent d'en faire partie.

(Arrêté du Régent du 23 août 1948, article 5). Les intéressés peuvent exercer un recours auprès du Conseil d'Etat dans les quinze jours de la notification de la décision intervenue à ce sujet".

L'article 6, § 3, 3°, de la proposition, pris littéralement, tend à substituer le tribunal administratif au Conseil d'Etat dans le jugement des recours prévus à l'article 20, alinéa 2 (2). Or, il résulte des développements de la proposition que c'est à la députation .../...

(1) Voir l'avis du Conseil d'Etat sur la proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif(Doc. Chambre, session 1962-1963, n° 479-2, pages 16-18).

(2) L'alinéa 2 a été ajouté par l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

permanente que le tribunal administratif doit être substitué.

On observera que la députation permanente n'est pas mentionnée dans le texte actuel de l'article 20. Mais il ne fait pas de doute qu'elle doit se prononcer en premier ressort sur la déchéance (1).

Le Conseil d'Etat propose pour l'article 20, alinéa 2, un texte nouveau organisant une procédure qui s'inspire de l'article 82 de la loi électorale communale.

Ce texte prévoit que la déchéance pourra être demandée notamment par le collège des bourgmestre et échevins ou par la députation permanente, suivant qu'il s'agit d'une commission communale ou d'une commission intercommunale. Ces collèges ont, en effet, dans leurs attributions, la surveillance et le contrôle respectivement de la commission communale et des commissions intercommunales, en vertu de l'article 92 de la loi du 10 mars 1925.

Le texte proposé prévoit en outre, comme pour l'article 19 de la même loi, que l'appel est suspensif.

C. L'article 22 de la loi du 10 mars 1925.

L'article 22, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, dispose :

.../...

(1) L'arrêt PRAET, n° 9258, du 20 mars 1962, sans trancher une contestation sur ce point, constate "que l'article 20, dernier alinéa, ... dispose qu'un recours contre l'arrêté de la députation permanente constatant la déchéance du mandat de membre effectif de la commission d'assistance publique, peut être formé devant le Conseil d'Etat ... "(Recueil, pages 229-230).
Les arrêts VASE, n° 543, et FLABAT, n° 544, du 27 octobre 1950 ont de même statué sur des appels formés contre des décisions prises par la députation permanente sur base de l'article 20 (Recueil, pages 462-465).

"Les membres des commissions d'assistance peuvent, en cas de négligence grave ou d'inconduite notoire, être révoqués par la députation permanente sur la proposition de la commission ou du conseil communal ou même d'office".

(Ainsi modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, article 6).

"L'intéressé et la commission d'assistance sont préalablement entendus.

(Arrêté du Régent du 23 août 1948, article 6). La décision de la députation permanente est notifiée au membre de la commission d'assistance publique, à la commission d'assistance publique et au conseil communal intéressés.

Un recours au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les quinze jours de la notification".

Le texte proposé par le Conseil d'Etat prévoit que "le tribunal administratif peut déclarer son jugement exécutoire nonobstant appel". On admet que, dans le système de la loi actuellement en vigueur, le recours prévu à l'article 20 a un caractère suspensif. Mais pour décourager les appels purement dilatoires, il conviendrait de permettre au tribunal qui a prononcé la déchéance de décider des dérogations au principe du caractère suspensif de l'appel.

D. L'article 88 de la loi du 10 mars 1925.

L'article 88, modifié par l'article 7 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, dispose :

.../...

"Tout conflit au sujet de l'application de la présente loi entre les communes, entre celles-ci et les commissions d'assistance, et entre ces dernières, est soumis à la députation permanente, sauf recours au Conseil d'Etat, si les communes et les commissions d'assistance sont situées dans la même province; il est statué par le Conseil d'Etat s'il en est autrement ou si le conflit se produit entre députations permanentes".

La proposition appelle sur ce point les mêmes observations que l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 examiné sous l'article 6, § 3, 2°, de la proposition.

Aux termes de l'article 6, § 3, 4°, "le tribunal se prononce par voie de jugements sur les recours relatifs à la reddition des comptes de fin de gestion des receveurs régionaux, communaux, des commissions d'assistance publique, des commissions des bourses d'études, ainsi que des trésoriers des fabriques d'église".

A. <u>La reddition du compte des receveurs, selon le droit en vigueur</u> (voir article 80 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

1° <u>Les comptes des receveurs communaux.</u>

Les comptes annuels sont arrêtés par la députation permanente du conseil provincial, sauf le recours au Roi formé par le gouverneur de la province ou par la commune (loi communale, articles 141 et 77). Le receveur n'a d'autre recours que le recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

.../...

La jurisprudence de la Cour de cassation (1) et du Conseil d'Etat (2), et la quasi unanimité de la doctrine (3) admettent que la députation permanente a compétence pour statuer sur le compte de fin de gestion du receveur communal. Ceux qui admettent cette compétence la considèrent comme de nature juridictionnelle. Le Conseil d'Etat admet implicitement que cette compétence est en dernier ressort puisqu'il se reconnaît compétent pour connaître des recours formés contre les décisions de la députation permanente.

La procédure de reddition du compte de fin de gestion est réglée par les articles 209 à 218 de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale.

2° Les comptes des receveurs régionaux.

Si la loi communale ne se prononce pas expressément au sujet des comptes du receveur régional, il résulte de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 que le Gouvernement, en instituant les receveurs régionaux, a entendu que leurs comptes fussent arrêtés comme les comptes des receveurs communaux. On ne peut, dès lors, que se référer sur ce point à ce qui a été dit ci-dessus, 1°.

3° Les comptes des receveurs de commissions d'assistance publique (voir article 100 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Les comptes annuels des receveurs de commissions communales d'assistance publique sont arrêtés par la commission, sauf approbation du conseil communal et de la députation permanente; les comptes des commissions intercommunales sont arrêtés par la commission et soumis

.../...

(1) Cass., 30 novembre 1899 Pas. 1900, I, p.50).
(2) Arrêts Pottiez, n°3916, du 16 décembre 1954, et la note E.DEBRA (R.J.D.A., 1955, p.98-101), et De Geest, n°5506, du 19 février 1957, et la note E.DEBRA (R.J.D.A., 1957, p. 270-273).
(3) A l'exception de M. DEBRA (notes citées à la note précédente), qui expose les principaux éléments de la controverse.

à l'avis des conseils communaux intéressés et à l'approbation de la députation permanente (loi du 10 mars 1925, article 60, alinéa 1er, modifié par la loi du 14 février 1961). En cas de refus d'approbation du compte, les autorités intéressées et le gouverneur de la province, mais non le receveur, peuvent se pourvoir auprès du Roi (loi du 10 mars 1925, article 61, modifié par la loi du 14 février 1961). Le receveur ne dispose que du recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

La loi ne règle pas la reddition du compte de fin de gestion du receveur de la commission d'assistance publique. On applique par analogie les règles applicables aux receveurs communaux (1). Il en sera de même, sans aucun doute, pour les receveurs régionaux des commissions d'assistance publique institués par l'arrêté royal du 27 février 1961 en vertu de l'article 27 de la loi du 10 mars 1925, modifié par l'article 104 de la loi du 14 février 1961 .

4° Les comptes des receveurs des commissions des bourses d'études (voir article 86 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Aux termes de l'article 29 de la loi du 19 décembre 1864, le receveur établit un compte annuel qui est soumis à l'avis de la commission et à l'approbation de la députation permanente et recours éventuel au Roi. On doit admettre que la même procédure est applicable au compte final, dont la loi ne parle pas.

.../...

(1) J. GLINEUR et P. ROCHET, Guide pratique de l'administration des commissions d'assistance publique, pages 117-119, Bruxelles, 1954.

L'article 29 en question dispose :

"Le receveur soumet annuellement, avant le 1er mai, à la commission un compte en double avec toutes les pièces justificatives des recettes et des dépenses.

Chaque fondation fait l'objet d'un chapitre spécial.

Les dépenses communes d'administration, telles notamment que les frais de bureau, sont réparties entre toutes les fondations, en proportion de l'importance de la dotation.

Le compte, avec les pièces à l'appui et l'avis de la commission, sera, avant le 1er juillet de chaque année, soumis à l'approbation de la députation permanente. Un double du compte approuvé sera immédiatement transmis au Ministre compétent, sur la proposition duquel il sera statué par le Roi en cas de réclamation".

5° Les comptes des trésoriers de fabriques d'église (voir articles 89 et 90 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Le receveur doit présenter son compte annuel, qui est soumis à l'avis du conseil communal et arrêté pour partie par l'évêque et pour partie par la députation permanente, sauf recours au Roi formé par l'évêque, par le gouverneur, par les administrations intéressées ou par le trésorier (loi du 4 mars 1870, articles 5 à 9).

.../...

La procédure de reddition des comptes de clerc à maître est réglée par les articles 11 et 12 de la loi du 4 mars 1870, qui disposent :

"Article 11. Chaque fois qu'il y a un nouveau trésorier, il lui est rendu, par son prédécesseur ou les représentants de celui-ci, un compte de clerc à maître, en présence des membres du conseil, qui se réunit, à cette fin, dans le mois du remplacement. Dans cette même séance, on remet au nouveau trésorier le double du budget de l'exercice courant, une copie du tarif diocésain, un état des reprises ou des recettes à faire, le tableau des charges et fournitures non acquittées, ainsi que tous les registres de la comptabilité. Acte de cette reddition de compte et de ces remises est tenu sur le registre aux délibérations. Il en est donné avis au conseil communal, à l'évêque et à la députation permanente.

Article 12. Faute, par le trésorier ou ses représentants, de présenter le compte à l'époque fixée, ou en cas de contestation, le compte est arrêté par la députation permanente.

La décision de la députation est notifiée aux intéressés, qui peuvent prendre leur recours au Roi dans les trente jours de la notification.

Le recouvrement de toute somme due pour reliquat de compte est poursuivi par voie de contrainte décernée par le nouveau trésorier, visée par le président du conseil et munie de l'exécutoire de la députation permanente".

.../...

6° Observations.

Il résulte de l'exposé qui précède que la loi règle de manière relativement complète la question de la reddition des comptes annuels des autorités locales, mais seulement de manière fragmentaire la question de la responsabilité et les comptes finaux des receveurs. Notamment, les receveurs des communes et des commissions d'assistance publique ne disposent pas des mêmes recours administratifs que les autorités auxquelles ils doivent rendre leurs comptes annuels, lesquels constituent nécessairement le point de départ du compte final.

B. Examen de la proposition.

La proposition remédie partiellement aux lacunes de la législation actuelle en ce qu'elle ouvre dans tous les cas aux receveurs la faculté de faire arrêter leurs comptes finaux par le tribunal administratif et, en appel, par le Conseil d'Etat.

Le législateur appréciera toutefois s'il ne s'indique pas de saisir l'occasion de régler dans son ensemble la question des comptes des receveurs des autorités locales. La solution de cette question doit être recherchée dans le système appliqué aux finances de l'Etat, système qui dissocie la procédure d'élaboration des budgets de celle de la reddition des comptes.

L'établissement d'un budget est un acte essentiellement politique qui, sauf en ce qui concerne les dépenses obligatoires, est fonction d'une appréciation

.../...

de l'opportunité. La reddition d'un compte est au contraire un acte essentiellement juridique, tout au moins dans le chef du comptable, mais qui peut revêtir un aspect politique s'il y a lieu de statuer sur les dépassements de crédits. Il va de soi que le tribunal administratif ne saurait être investi que du pouvoir de statuer sur la responsabilité pécuniaire des comptables, et non sur la responsabilité politique des autorités. Mais il devrait pouvoir connaître de toutes les contestations relatives à la responsabilité pécuniaire des comptables locaux.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, d'insérer dans les diverses lois visées par la proposition une disposition consacrant le principe de la compétence du tribunal administratif en premier ressort et du Conseil d'Etat en appel pour connaître de ces contestations. Le législateur aurait alors à apprécier si les divers recours au Roi ouverts par ces lois contre les décisions de la députation permanente présentent encore de l'utilité.

Aux termes de l'article 6, § 3, 5°, "le tribunal se prononce sur les contestations relatives aux impôts directs et indirects des provinces, des communes, dès polders et des wateringues, ainsi que sur les réclamations relatives aux cotisations prélevées en vue du curage des cours d'eau non navigables et de l'entretien et de la réparation des chemins vicinaux".

Le vote de la proposition aurait pour effet ainsi de confier à de nouveaux tribunaux la connaissance des contestations portant sur certaines catégories d'impôts indirects.

.../...

Certes, ainsi que l'expose dans son avis précédant l'arrêt de la Cour de cassation du 21 décembre 1956, M. l'Avocat général W. GANSHOF van der MEERSCH, la matière des impôts indirects ne saurait être considérée comme mettant en cause des droits civils (Pas., 1957, I, page 447). Par conséquent, par application de l'article 93 de la Constitution, il n'est pas interdit au législateur de confier à des tribunaux administratifs la connaissance des litiges soulevés par ces impôts.

Il faut cependant faire observer que de tout temps les contestations relatives à l établissement des impôts indirects ont été soumises aux tribunaux de l ordre judiciaire, tandis que les contestations concernant les impôts directs sont déférées en premier ressort à des juridictions administratives. Les raisons de cette divergence sont purement historiques et ne s'appuient sur aucune justification doctrinale, tirée de la nature même des impositions, pas plus que sur des considérations d'ordre pratique. La question de savoir s'il convient de confier désormais aux tribunaux administratifs une compétence étendue en matière d'impôts indirects établis par les pouvoirs provinciaux et communaux constitue donc une question d'opportunité qui échappe à la compétence du Conseil d'Etat.

D'autre part, le vote de la proposition aurait pour effet de démembrer le contentieux fiscal. La fiscalité d'Etat continuerait à relever, au moins en degré d'appel et en cassation, des juridictions de l'ordre judiciaire.La fiscalité des autorités décentralisées passerait exclusivement à la juridiction administrative.On risquerait ainsi des divergences d'interprétation de notions et de principes communs à toutes les branches du droit fiscal,quel que soit

.../...

l'auteur de la règle juridique. Ce danger est d'autant plus grand que certaines notions, telles que celles d'impôts directs et d'impôts indirects, de taxe et de redevance, controversées depuis longtemps, ne sont toujours pas définies avec précision.

Le Conseil d'Etat estime, en conséquence, pouvoir différer l'examen approfondi des répercussions de la proposition sur la législation en vigueur jusqu'à ce que le législateur se soit prononcé sur la question préalable de l'opportunité de démembrer le contentieux fiscal et, le cas échéant, sur l'ordre de juridiction auquel ce contentieux serait déféré.

En outre, le Conseil d'Etat se doit de rappeler ici l'observation générale qu'il a formulée au début de ce chapitre. L'attribution à la section d'administration d'une compétence d'appel en matière de fiscalité des pouvoirs provinciaux et locaux amènerait devant cette section un nombre élevé de litiges auxquels son organisation actuelle lui permettrait difficilement de donner une solution rapide.

Indépendamment du contentieux fiscal proprement dit, la proposition tend à attribuer aux tribunaux administratifs le contentieux des frais de curage, d'entretien et de réparation des cours d'eau non navigables. Actuellement, les contestations sont portées devant la députation permanente et, en appel, devant le Roi. Le Conseil d'Etat est juge d'annulation.

.../...

Bien que la jurisprudence quant à la nature fiscale de la contribution réclamée par les communes aux riverains ne soit pas définitivement fixée (1), il est permis de soutenir que le contentieux des frais de curage doit suivre le sort du contentieux fiscal proprement dit.

Le sort du contentieux fiscal doit être celui des cotisations établies par les articles 13 à 23 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux.

On observera, quant à cette dernière loi, que les articles 24 et 25 traitent du cas où un chemin vicinal intéresse plusieurs communes. La députation permanente si les communes sont de la même province, sauf recours au Roi, et le Roi si les communes sont de provinces différentes désignent les communes qui devront contribuer aux dépenses de ces chemins et fixent la proportion dans laquelle chacune d'elles devra y contribuer. La proposition ne parle pas de ces contestations qui, normalement, devraient être attribuées au tribunal administratif et, en appel, au Conseil d'Etat, aussi bien que les contestations prévues à l'article 132 de la loi communale (voir ci-dessous l'examen de l'article 6, § 3, 8°, de la proposition).

Aux termes de l'article 6, § 3, 6°, "le tribunal statue par voie de jugements sur les contestations relatives aux redevances minières prévues par l'article 49 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières".

.../...

(1) Arrêt S.N.C.B. c/commune de Forest, n° 10.018, du 10 mai 1963 (Recueil , pp. 369-371).
Arrêt S.N.C.B. c/commune de St-Gillis-Waas , n° 10.320, du 4 décembre 1963.

La redevance ainsi visée est la redevance proportionnelle que les concessionnaires de mines doivent payer aux propriétaires de la surface. Cette redevance est calculée au taux fixé par l'acte de concession, sur le produit net de la mine, suivant des règles fixées par arrêté royal (lois coordonnées, article 48).

Le produit net de la mine est arbitré annuellement par le comité d'évaluation (lois coordonnées, article 49). Celui-ci peut être considéré comme investi d'une mission juridictionnelle. Aux termes de l'article 49, alinéa 3, "le recours des propriétaires de la surface contre l'évaluation du produit net, telle qu'elle a été déterminée par le comité d'évaluation, sera exercé devant la députation permanente". La députation permanente est également une juridiction administrative (1). Elle statue en dernier ressort. En vertu de l'alinéa 4 du même article, inséré par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 :

"Un recours contre la décision de la députation permanente est ouvert auprès du Conseil d'Etat à l'inspecteur général des mines et à tout intéressé. Ce recours est introduit, instruit et jugé, conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté royal réglant la procédure devant le Conseil d'Etat".

.../...

(1) Arrêt Inspecteur général des mines et consorts, n° 2770, du 21 septembre 1953 (Recueil, pages 1081-1087) et S.A. Charbonnage du Bois d'Avroy, n° 3707, du 8 octobre 1954 (Recueil, pages 840-842).

.../...

Cette disposition, qui constitue un rappel de la règle de droit commun établie par l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946, a été insérée pour éviter toute confusion entre la mission attribuée au Conseil d'Etat par l'article 49 et les missions attribuées au Conseil d'Etat par les autres dispositions des lois sur les mines (1).

Selon le système de la proposition, la compétence du Conseil d'Etat serait désormais celle d'un juge d'appel; le Conseil d'Etat serait ainsi le troisième degré de juridiction au fond. Le Conseil d'Etat propose de ne pas modifier la loi actuelle sur ce point et de se borner à substituer le tribunal administratif à la députation permanente.

Aux termes de l'article 6, § 3, 7°, "le tribunal se prononce par voie de jugements sur les contestations relatives au droit d'affouage et sur les droits assimilés" (voir articles 78, 83 et 84 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Le contentieux de l'affouage est réglé par l'article 69 du Code forestier et par l'article 77 de la loi communale.

Code forestier, article 69 :

"Le partage et la distribution des bois d'affouage, de construction et d'agriculture entre les habitants sont réglés par le conseil communal, d'après le nombre de feux, c'est-à-dire des chefs de famille tenant ménage à part et domiciliés, depuis un an au moins, dans la commune ou section de commune propriétaire.

.../...

(1) Voir le rapport au Régent qui précède l'arrêté du 23 août 1948.

En cas de réclamation, il sera statué conformément à l'article 77 de la loi du 30 mars 1836".

Loi communale, article 77, 2° :

"Sont soumises à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial, les délibérations des conseils communaux sur les objets suivants :

...

2° La répartition et le mode de jouissance du pâturage, affouage et fruits communaux et les conditions à imposer aux parties prenantes, lorsqu'il y a eu réclamation contre les délibérations de l'autorité communale.

...

En cas de refus d'approbation, les communes intéressées pourront recourir au Roi".

Le pouvoir de la députation permanente, et celui du Roi, sont de nature juridictionnelle. Il résulte de l'économie de la proposition que celle-ci tend à substituer le tribunal administratif à la députation permanente, et le Conseil d'Etat au Roi. Il convient de remplacer l'alinéa 2 de l'article 69 du Code forestier par une disposition organisant les recours nouveaux et d'abroger l'article 77, 2°, de la loi communale.

Une modification analogue doit être apportée à l'article 97, alinéa 2, du Code forestier, qui est relatif aux droits de pâturage, de glandée et de panage.

.../...

Aux termes de l'article 6, § 3, 8°, "le tribunal se prononce sur les difficultés et conflits prévus par les articles 132 et 151 de la loi communale".

A. L'article 132 de la loi communale (voir article 79 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Cet article, dont l'alinéa 3 a été abrogé par l'article 93 de la loi du 14 février 1961, dispose :

"Lorsqu'une des dépenses obligatoires intéresse plusieurs communes, elles y concourent toutes proportionnellement à l'intérêt qu'elles peuvent y avoir; en cas de refus ou de désaccord sur la proportion de cet intérêt et des charges à supporter, il y est statué par la députation permanente du conseil provincial, sauf recours au Roi.

Si, néanmoins, l'objet se rapportait à des provinces différentes, il serait statué par le Roi".

La députation permanente et le Roi exercent en ce cas un pouvoir juridictionnel (1). GIRON donne comme cas d'application de cet article celui d'une commune qui réclame d'une autre commune la quote-part des avances qu'elle a faites pour la reconstruction d'une église : "l'étendue des charges qu'elles doivent respectivement supporter ne peut être appréciée et établie qu'au point de vue des services publics auxquels elles ont mission de pourvoir (2)".

.../...

(1) A. GIRON déclare : "la répartition des dépenses afférentes à des services publics qui intéressent plusieurs communes échappe donc à la juridiction des tribunaux ordinaires" (Le droit administratif de la Belgique, 2e édition, tome II, page 220, Bruxelles 1885).

(2) Ibidem. GIRON se réfère à Cass. 21 octobre 1875 (Pas., 1875, I, page 383).

La compétence diffère actuellement suivant que la contestation se meut entre communes de la même province ou suivant que l'objet se rapporte à des provinces différentes. Dans le premier cas, la députation permanente statue en premier ressort, et le Roi en appel. Dans le second cas, le Roi statue en premier et dernier ressort.

Le principe du double degré de juridiction doit faire préférer une compétence de premier ressort du tribunal administratif, et une compétence d'appel du Conseil d'Etat. La compétence territoriale sera réglée au chapitre IV.

B. L'article 151 de la loi communale (voir article 81 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Cet article dispose :

"Lorsqu'une fraction de commune aura été érigée en commune, un arrêté royal ordonnera une convocation immédiate des électeurs de la fraction qui se sépare, réglera tout ce qui est relatif à la première élection, et fixera la première sortie périodique en concordance avec les sorties générales prescrites par la présente loi.

Les conseils communaux règlent, de commun accord, le partage des biens communaux entre les habitants des territoires séparés, en prenant pour base le nombre des feux, c'est-à-dire des chefs de famille ayant domicile dans ces territoires. Ils règlent également ce qui concerne les dettes et les archives.

.../...

Les délibérations relatives à ces objets sont soumises à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

En cas de dissentiment entre les conseils communaux, la députation permanente nomme trois commissaires, et les charge de régler les différends sous son approbation et sauf recours au Roi.

S'il s'élève des contestations relatives aux droits résultant de titres ou de la possession, les communes seront renvoyées devant les tribunaux".

L'article 152 prévoit la même procédure, en se référant à l'article 151, pour le cas où une (commune ou) (1) fraction de commune aura été réunie à une autre commune.

Aux termes de l'article 6, § 3, 9°, "le tribunal se prononce sur les contestations relatives à la désignation des collateurs et aux droits à l'obtention d'une bourse d'études prévues aux articles 17 et 42 de la loi du 19 décembre 1864" (voir articles 85, 87 et 88 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

La loi du 19 décembre 1864 est relative aux fondations en faveur de l'enseignement public ou au profit des boursiers. Elle consacre le principe que les fondations en faveur de l'enseignement ne peuvent être faites qu'en faveur de l'enseignement public et précise les règles qui

.../...

---

(1) Dans le cas de réunion de deux communes, il n'y a plus matière à désaccord entre conseils communaux, mais l'article 151 demeure applicable au renouvellement éventuel du conseil communal.

permettront de déterminer la personne publique qui bénéficiera d'une telle libéralité. Elle charge une commission provinciale de l'administration de toutes les bourses d'études fondées dans la province, mais permet aux fondateurs de se réserver le droit de collation ou de réserver ce droit à des proches parents; elle règle en même temps les droits des boursiers. La loi organise en ces matières un contentieux spécial exercé par la députation permanente et par le Roi, dont les décisions sont de nature juridictionnelle.

L'article 17 de la loi du 19 décembre 1864 se trouve dans le chapitre Ier, consacré aux fondations en faveur de l'enseignement public.

Ce chapitre détermine d'abord à quelles personnes publiques profitent les libéralités faites en faveur des diverses catégories d'enseignement, ainsi que le mode d'acceptation des libéralités. Il règle le sort des libéralités mixtes, faites en faveur de deux ou plusieurs branches de l'enseignement, ou en faveur de divers degrés d'enseignement, ou en faveur de diverses natures d'enseignement ressortissant à des autorités différentes : "l'autorité qui autorise l'acceptation détermine, dans le silence de l'acte de fondation, la part qui doit être affectée à chaque branche, ou à chaque degré, ou à chaque nature d'enseignement, les administrations intéressées entendues" (article 12). La loi permet au Roi d'étendre ou de réduire l'objet de la fondation, en cas d'accroissement ou de diminution des ressources. Elle donne au fondateur la faculté de se réserver ou de réserver à des proches parents le droit de concourir à la direction des établissements créés par la fondation. Enfin, l'article 17 dispose :

.../...

"En cas de conflits entre les tiers intervenants et les administrateurs légaux, il sera statué, sur le recours de la partie la plus diligente, par le Roi, s'il s'agit d'une fondation acceptée par la province ou par l'Etat, et par la députation permanente, s'il s'agit d'une fondation acceptée par toute autre administration, sauf recours au Roi".

L'article 42 se trouve dans le chapitre II, qui est consacré aux Fondations au profit de boursiers.

Ce chapitre dispose que ces fondations "seront, dans chaque province, acceptées, régies et affectées à leur but, par une commission composée de ... membres nommés par la députation permanente du conseil provincial" (article 18). Il règle la composition de ces commissions , la mission du secrétaire et du receveur, la tutelle, les actions judiciaires, le mode de division des libéralités créant plusieurs bourses distinctes et la manière de résoudre certaines difficultés (bourses à affectation alternative, bourses à applications facultatives, bourses en faveur d'habitants de plusieurs provinces). Il permet au Roi de diminuer ou d'augmenter le nombre des bourses suivant l'évolution des revenus de la dotation. Il permet aux fondateurs de "se réserver soit à eux, soit à un, deux ou trois de leurs plus proches parents mâles, le droit de collation" des bourses (article 36).

Quant au contentieux, l'article 42 dispose :

"Les parties intéressées pourront toujours se pourvoir devant la députation permanente contre les décisions des commissions provinciales ou des collateurs qui leur portent préjudice.

.../...

La députation permanente statue dans un délai de quarante jours.

Dans un délai de dix jours, à dater de la notification qui leur en sera faite, les parties pourront se pourvoir auprès du Roi.

Le recours contre les décisions des bureaux des séminaires sera porté directement devant le Roi".

En outre, l'article 48 dispose :

"Les décisions prises par l'autorité administrative, dans les cas des articles 17 et 42, ne portent pas préjudice au droit des intéressés de se pourvoir en justice réglée".

Les controverses sur la nature des droits consacrés par cette loi ont été tranchées par la Cour de cassation (1). La Cour admet que le droit à une bourse d'études est un droit politique subjectif au sens de l'article 93 de la Constitution. Elle considère la députation permanente et le Roi, lorsque ces autorités statuent sur recours contre les décisions des commissions provinciales, comme des juridictions administratives instituées par la loi en vertu de l'article 93 de la Constitution.

Si le législateur a, en outre, prévu à l'article 48 une action devant la "justice réglée", c'est-à-dire devant les tribunaux ordinaires, c'est pour donner satisfaction aux opposants qui estimaient qu'un contentieux laissé exclusivement à l'administration active ne garantissait pas suffisamment les "droits acquis".

.../...

(1) Cass 13 décembre 1894 et les conclusions du Procureur général MESDACH de ter KIELE, Pas., 1895, I, 33-66.

Mais en substituant le tribunal administratif et le Conseil d'Etat, à la députation permanente et au Roi, la proposition donne aux droits consacrés par la loi du 19 décembre 1864 la garantie de juridictions organisées de manière à assurer la contradiction des débats. On ne concevrait pas le jugement du tribunal administratif ou l'arrêt du Conseil d'Etat comme des décisions provisoires dont l'autorité de chose jugée pourrait être remise en question devant d'autres juridictions. Le Conseil d'Etat propose, dès lors, d'abroger l'article 48 de la loi du 19 décembre 1864.

La compétence territoriale sera réglée au chapitre IV.

Aux termes de l'article 6, § 3, 10°, "le tribunal se prononce sur les difficultés prévues par l'article 16 des lois coordonnées sur le régime des aliénés" (Conseil d'Etat, article 82).

L'article 16 de la loi du 18 juin 1850 dispose :

"Si, avant l'expiration du délai fixé par le § 2 de l'article 13, il était fait opposition à la sortie, il y sera statué par la députation permanente du conseil de la province dans laquelle l'établissement est situé".

L'article 13, modifié par la loi du 28 décembre 1873, auquel l'article 16 se réfère, dispose de son côté :

"Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale, le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui

.../...

sur la demande duquel l'aliéné a été admis au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté".

C'est donc par erreur que l'article 16 se réfère au § 2 de l'article 13; la référence doit se faire à l'alinéa 2.

La compétence du tribunal administratif, en vertu de la proposition, sera en premier ressort. L'appel sera donc ouvert au Conseil d'Etat.

Aux termes de l'article 6, § 3, 11°, "le tribunal se prononce sur les demandes prévues par l'article 25 des lois coordonnées sur la milice et les obligations de service" (Conseil d'Etat, articles 143 à 153).

Le contentieux de la milice est actuellement exercé par deux ordres de juridiction. Les demandes de sursis, les demandes de dispense et les exclusions sont décidées par le conseil de milice de la province (lois coordonnées du 30 avril 1962, article 25), sauf appel au conseil supérieur de milice (L.C., article 30) et pourvoi en cassation (L.C., article 50). Le conseil de revision connaît de son côté, sauf pourvoi en cassation (article 50), des demandes d'exemption ou d'ajournement, pour cause physique, ainsi que de divers examens médicaux (article 39).

.../...

La proposition ne touche pas au contentieux relevant des conseils de revision. Interprétée à la lettre, elle substituerait le tribunal administratif au conseil de milice de la province. Ce n'est que par déduction tirée de l'article 4, dernier alinéa, que l'on peut affirmer qu'elle substituerait le Conseil d'Etat au Conseil supérieur de milice.

La proposition doit être mise en relation avec la proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif. Selon cette proposition, le Conseil d'Etat serait désormais le seul juge de cassation des "sentences des juridictions administratives du dernier degré" (article 2, alinéa 1er), sauf dans les cas où le Roi l'aurait désigné comme juge d'appel (article 3). Dans son avis relatif à cette proposition, le Conseil d'Etat a astimé que, pour obtenir l'effet recherché, il fallait modifier les lois qui prévoient actuellement un pourvoi devant la Cour de cassation en substituant à ce pourvoi un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. Le texte nouveau que le Conseil d'Etat a suggéré dans cet avis (article 22) propose en conséquence une revision des articles 50 à 53 des lois coordonnées sur la milice, de manière à attribuer au Conseil d'Etat la connaissance des recours en annulation des décisions du Conseil supérieur de milice et des conseils de revision.

Selon la proposition actuellement examinée due à l'initiative du même auteur, le Conseil d'Etat deviendrait un juge d'appel des matières qui relèvent aujourd'hui des conseils de milice.

.../...

Le Conseil d'Etat rappelle l'observation faite au début de ce chapitre. On peut, en effet, se demander s'il s'indique de faire du Conseil d'Etat un juge d'appel en matière de milice où le contentieux comporte déjà deux degrés de juridiction dans les matières qui relèvent des conseils de milice, et s'il ne serait pas préférable de maintenir les conseils de milice en instituant le tribunal administratif comme juge d'appel des décisions de ces conseils. La compétence du Conseil d'Etat serait alors une compétence d'annulation.

Dans les développements de sa proposition, l'auteur estime qu'il n'est pas nécessaire qu'une juridiction accorde les sursis : "cette tâche serait mieux accomplie par l'administration active, le juge n'intervenant que si la contestation surgit". Mais il faut prendre garde que le contentieux de la milice touche à un domaine particulièrement important où les citoyens sont attentifs autant au respect de l'égalité entre les conscrits qu'à la sauvegarde de tous leurs droits. Or, la décision sur une demande de sursis n'est pas une décision qui intervient automatiquement lorsque sont réunies les conditions dont la vérification ne requiert aucune appréciation. Elle implique au contraire des appréciations parfois délicates. Par exemple, la personne dont le milicien orphelin ou abandonné, se prétend l'indispensable soutien parce qu'elle serait assimilée à son père ou à sa mère, a-t-elle eu le milicien à sa charge et l'a-t-elle eu à sa charge pendant quatre ans (L.C., article 10, § 1er, 1°, alinéa 2) ? L'appoint des ressources du milicien est-il indispensable pour assurer l'entretien de sa famille (ibidem, alinéa 3) ? Le milicien est-il indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale (L.C., article 10, § 1er, 7°) ?

.../...

La suppression du conseil supérieur de milice nécessiterait la modification d'un certain nombre de dispositions des lois coordonnées, et notamment l'abrogation des articles 29 et 35 de ces lois. En outre, les lois sur la milice instituent une procédure spéciale pour le jugement des appels. Le législateur appréciera, parmi les dispositions des articles 32, 33, 34 et 37, celles qu'il importe de laiser dans ces lois et celles qui doivent être abrogées pour que la matière en soit abandonnée au pouvoir réglementaire du Roi.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat n'a repris parmi ces dispositions, que celles qui se justifient par la nature particulière du contentieux de la milice.

Aux termes de l'article 6, § 3, 12°, "le tribunal se prononce par voie de jugements sur les réclamations relatives aux indemnités de milice prévues par la loi du 9 juillet 1951" (Conseil d'Etat, articles 133 et 134).

Cette loi prévoit que l'indemnité de milice fait l'objet d'une demande (article 19), qui donne lieu à une décision (article 35) du Ministre de l'Intérieur ou de son délégué (arrêté royal du 17 janvier 1964, article 31). Cette décision est de nature juridictionnelle (1). Elle peut faire l'objet d'un recours, qui est un appel (2), auprès d'une commission des indemnités de milice, dont la décision peut être déférée au Conseil d'Etat statuant au contentieux de l'annulation.

.../...

(1) et (2) Arrêt Etat belge (Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique) c/ BRUTOUT, n° 10.216, du 17 octobre 1963 (Recueil, pages 720-722).

Il résulte de cette analyse que la loi a déjà organisé un double degré de juridiction. La proposition tend à remplacer les commissions par les tribunaux administratifs, l'appel du Conseil d'Etat étant ensuite ouvert en vertu du dernier alinéa de l'article 4 : on aboutirait ainsi à créer un triple degré de juridiction au fond.

Le Conseil d'Etat propose de substituer le tribunal administratif à la commission des indemnités de milice pour connaître des appels formés contre les décisions ministérielles. La compétence du Conseil d'Etat demeurerait une compétence d'annulation.

Aux termes de l'article 6, § 3, 13°, "le tribunal se prononce sur les réclamations prévues par l'article 10 de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance; le domicile du demandeur détermine la compétence territoriale" (Conseil d'Etat, articles 136 et 137).

La loi du 27 juin 1956 a "créé un Fonds spécial d'assistance appelé à prendre en charge (certaines) catégories de frais d'assistance" (article 1er.). Les demandes d'intervention du Fonds sont instruites par une commission consultative provinciale dont la compétence est déterminée par le lieu où l'assistance est devenue nécessaire (articles 6 et 4). Le Ministre de la Santé publique et de la Famille statue sur les propositions des commissions consultatives (article 8), sauf recours (qui est un appel) à la commission d'appel du Fonds spécial d'assistance (article 10). Les recours en annulation des décisions de la commission d'appel sont portés devant le Conseil d'Etat, juge d'annulation de droit commun des décisions contentieuses administratives.

.../...

La proposition entend substituer les tribunaux administratifs à la Commission d'appel. Les tribunaux seraient donc juges d'appel, de sorte qu'il n'y a plus lieu de prévoir un second appel devant le Conseil d'Etat (voir 12° ci-dessus).

En ce qui concerne la compétence territoriale, il ne serait pas rationnel de la déterminer suivant un critère différent de celui qui a servi à déterminer celle de la commission consultative chargée d'instruire la demande.

Aux termes de l'article 6, § 3, 14°, "le tribunal se prononce sur les recours prévus par l'article 12, 2°, de la loi du 24 décembre 1958 permettant d'instituer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie; le domicile du demandeur détermine la compétence territoriale" (Conseil d'Etat, articles 138 à 141).

Aux termes de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1958, "toute personne désireuse d'exercer une profession réglementée conformément aux articles précédents, doit justifier qu'il est satisfait aux conditions requises, soit par elle-même, soit par un de ses préposés". La décision est prise par le bureau de la Chambre des métiers et négoces (article 11, § 2), sauf appel devant le Conseil d'établissement (article 11, § 3).

.../...

La décision du bureau de la Chambre des métiers et négoces est de nature juridictionnelle. Cela résulte des termes de la loi selon lesquels le Conseil d'établissement statue en degré d'appel. Le tribunal administratif sera, dès lors, un juge d'appel, de sorte que le Conseil d'Etat ne devra intervenir qu'au contentieux de l'annulation.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat fait ressortir qu'il appartient à la juridiction d'appel aussi bien qu'au bureau de la Chambre des métiers et négoces de délivrer l'attestation prescrite par l'article 11 de la loi.

Aux termes de l'article 6 , § 3, 15°, "le tribunal se prononce sur les contestations prévues par l'article 26 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés : le domicile de l'handicapé détermine la compétence territoriale" (Conseil d'Etat, articles 154 et 155).

Aux termes de cette disposition, "Les contestations relatives aux décisions prises par le Fonds national de reclassement social des handicapés et concernant l'enregistrement ou l'octroi de prestations en espèces et en nature aux handicapés sont soumises à une commission d'appel dont la composition et le mode de fonctionnement sont déterminés par le Roi".

Le Fonds comme tel n'est pas une juridiction. En substituant le tribunal administratif à la commission d'appel, la proposition attribue au tribunal une compétence de premier ressort. Le Conseil d'Etat serait donc juge d'appel.

.../...

Aux termes de l'article 6, § 3, 16°, "le tribunal se prononce sur les recours prévus par l'article 14 des lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées le 3 février 1961; le domicile du demandeur détermine la compétence territoriale" (Conseil d'Etat, article 142).

Aux termes de l'article 6, alinéa 1er, des lois coordonnées du 3 février 1961, "le Ministre ayant dans ses attributions la Prévoyance sociale ainsi que les fonctionnaires désignés par lui sont chargés de statuer sur les demandes d'allocations". En vertu de l'article 14, alinéa 1er, "le demandeur en allocations peut prendre auprès de la commission d'appel son recours contre la décision du Ministre".

La décision du Ministre est juridictionnelle comme celle du Ministre qui statue sur une demande d'indemnité de milice et pour les mêmes motifs. La commission d'appel est une juridiction (1) d'appel, de sorte que le Conseil d'Etat doit, en cette matière, demeurer le juge d'annulation.

La disposition relative à la compétence territoriale trouve naturellement sa place dans les lois coordonnées du 3 février 1961.

.../...

(1) Lorsqu'il annule cette décision, le Conseil d'Etat prononce le renvoi (arrêts Etat belge (Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale) c/ BRACONNIER, n° 5937, du 20 décembre 1957 (Recueil, pages 708-709) et c/BAETSELEER, n° 10.226, du 25 octobre 1963 (Recueil, pages 731-733), et GORREBEECK, n° 10.228, du 29 octobre 1963 (Recueil, pages 735-737).

L'article 14 de ces lois coordonnées prévoit que la commission d'appel comporte trois représentants des estropiés et trois docteurs en médecine. Ces membres sont nommés par le Roi. En outre, le même article permet à la commission d'appel d'entendre, si elle le juge utile, l'inspecteur-médecin du service des estropiés et mutilés. Il appartiendra au législateur de décider s'il s'indique encore d'associer les médecins et les représentants des intéressés à l'oeuvre juridictionnelle, alors que celle-ci sera désormais accomplie par un tribunal dont la composition et la procédure pourront donner toutes les garanties aux parties. Dans l'affirmative, il conviendrait de ne prévoir cette intervention qu'à titre consultatif, ainsi qu'il se fait en matière disciplinaire des avocats et en matière d'accidents de travail.

En ce qui concerne plus spécialement l'audition du médecin-inspecteur du service des estropiés, le texte proposé n'y fait pas allusion. Cette audition pourra, en effet, toujours être prescrite par le tribunal sur base d'une disposition du titre "De la procédure", qui permet au tribunal d'ordonner la comparution des témoins et des fonctionnaires.

Aux termes de l'article 6, § 3, 17°, "le tribunal se prononce sur les contestations relatives aux pensions de réparation allouées en temps de paix; le domicile du demandeur détermine la compétence territoriale" (Conseil d'Etat, article 135).

Par pensions allouées en temps de paix, l'auteur de la proposition n'a pu viser que les pensions aux militaires du temps de paix, ou, pour reprendre les termes de l'article 1er de la loi du 9 mars 1953, aux "invalides militaires dont l'invalidité est imputable à un fait dommageable survenu en temps de paix".

.../...

Le contentieux de ces pensions est actuellement le même que celui des pensions de réparation accordées en vertu des lois coordonnées du 5 octobre 1948. Il comporte un double degré de juridiction au fond : des commissions provinciales et une commission d'appel. Ces commissions, présidées par un magistrat, comprennent des officiers, des invalides ou prisonniers politiques; elles peuvent s'adjoindre un médecin (article 47). Elles ne statuent que sur le vu d'un rapport d'expertise de l'Office médico-légal (article 45).

Pour les raisons qui ont été exposées dans les observations générales, il serait souhaitable de n'attribuer en cette matière qu'une compétence d'annulation au Conseil d'Etat. Il y aurait lieu, dans cette éventualité, de laisser subsister les commissions de première instance, dont les décisions pourraient être portées en appel devant les tribunaux administratifs.

La proposition ne touche pas au contentieux actuel dans la mesure où il s'applique aux pensions allouées en vertu des lois coordonnées. Il résulte des développements de la proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif que l'auteur n'entend pas modifier l'organisation du contentieux né de la guerre, ce contentieux étant appelé à disparaître.

Aux termes de l'article 6, § 3, 18°, "le tribunal se prononce sur les difficultés prévues par les articles 14, 15, 16 et 17 de l'arrêté royal du 16 novembre 1939 portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers. Le domicile ou la résidence de l'étranger détermine la compétence territoriale" (Conseil d'Etat, articles 128 et 129).

.../...

L'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 62 du 16 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947, dispose :

"L'étranger dont le métier, la profession ou l'activité de caractère lucratif ne tombe pas sous l'application des arrêtés royaux n° 285 du 31 mars 1936, complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère, et du 29 décembre 1936 (1) portant coordination de la réglementation du commerce ambulant, doit en outre être titulaire d'une carte professionnelle".

La carte professionnelle est délivrée par le Ministre des Classes moyennes. Dans certains cas (article 5, § 1er), le Ministre ne peut l'accorder que de l'avis favorable du Conseil d'enquête économique pour étrangers. La décision du Ministre "spécifie de façon précise le métier, la profession ou l'activité de caractère lucratif exercé ou à exercer par le titulaire et, éventuellement, les conditions auxquelles cet exercice est soumis" (article 2, § 1er). La même procédure est applicable à l'étranger "qui a l'intention de changer de métier ou de profession ou d'apporter une modification aux conditions spécifiées par sa carte professionnelle" (article 6).

.../...

(1) Actuellement, l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939.

D'autre part, l'étranger qui s'estime lésé par la décision du Ministre "peut introduire un recours devant le Conseil d'enquête économique". Sur ce recours, le Conseil prononce des sentences (article 12). Il peut "réviser sa sentence dans des cas exceptionnels et si les éléments nouveaux invoqués ne pouvaient être connus de l'étranger intéressé au moment de la première sentence" (article 12, alinéa 2). Hormis cette faculté de revision, "les sentences... ne sont susceptibles d'aucun recours" (1).

Le Conseil d'enquête économique a encore des attributions dites répressives qui sont déterminées par les articles 14 à 17 de l'arrêté royal nº 62.

"Article 14. L'étranger soumis à l'obligation de la "carte professionnelle" qui exerce, sur le territoire du Royaume, un métier, une profession ou une activité quelconque de caractère lucratif sans être titulaire de la "carte professionnelle", sera traduit devant le Conseil d'enquête économique qui se prononcera sur la réalité des faits imputés à l'étranger.

Article 15. L'étranger titulaire d'une "carte professionnelle

1º qui l'a obtenue ou gardée grâce à des manoeuvres frauduleuses;

2º qui l'a prêtée ou cédée;

.../...

(1) Lire : d'aucun appel, car le Conseil d'Etat connaît des recours en annulation formés contre ces sentences (voir infra).

3° qui a fait appel dans le Royaume aux services d'un ou de plusieurs étrangers non porteurs de la "carte professionnelle", de la "carte de commerçant ambulant" ou du "permis de travail";

4° qui exerce un métier, une profession ou une activité quelconque de caractère lucratif différent de ce qui est spécifié sur sa "carte professionnelle" ou qui ne se conforme pas aux conditions auxquelles aurait été subordonnée la délivrance de cette carte,

sera traduit devant le Conseil d'enquête économique.

Si le Conseil rend une sentence constatant la réalité des faits imputés à l'étranger, il prononce le retrait de sa "carte professionnelle".

Article 16. Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes peut traduire devant le Conseil d'enquête économique l'étranger titulaire d'une "carte professionnelle" :

1° qui contrevient aux usages ou aux prescriptions légales et réglementaires qui régissent l'activité commerciale et industrielle des nationaux;

2° qui a été déclaré en faillite;

3° qui a encouru une condamnation pénale ou fiscale en rapport ou non avec l'exercice de son métier ou de sa profession.

Cette disposition ne vise que les faits postérieurs à la mise en application du présent arrêté.

Le Conseil prononce, s'il échet, le retrait de la "carte professionnelle".

.../...

Article 17. Dans les cas prévus aux articles 14, 15 et 16, le Conseil peut enjoindre à l'étranger de quitter le pays dans les vingt jours qui suivent la signification de la sentence ou sa publication au Moniteur belge".

Les sentences du Conseil d'enquête économique pour étrangers sont des décisions juridictionnelles, aussi bien les sentences prononcées sur les recours prévus à l'article 10 que les senterces prononcées en vertu des articles 14 à 17 (1). Dès lors, le tribunal administratif devrait pouvoir connaître des recours prévus à l'article 10 aussi bien que des difficultés prévues aux articles 14 à 17.

Le Conseil d'enquête économique pour étrangers est actuellement une juridiction de premier et de dernier ressort. Le vote de la proposition aurait pour effet de faire du Conseil d'Etat un juge d'appel en la matière. Pour les motifs exposés en tête du présent chapitre, il s'indiquerait de maintenir le Conseil d'enquête économique comme juge de premier ressort et de rendre le tribunal administratif juge d'appel des sentences du Conseil d'enquête économique.

.../...

---

(1) Quelle que soit la sentence qu'il annule, le Conseil d'Etat renvoie au Conseil d'enquête économique pour étrangers : voir, pour la sentence prononcée sur le recours prévu à l'article 10, l'arrêt DELGRANGE, n° 2628, du 3 juillet 1953 (Recueil, pages 919-921); pour une sentence prononcée sur base de l'article 14, l'arrêt LAANE, n° 4967, du 14 février 1956 (Recueil, pages 127-129; et la note M. GROMMEN, dans T.B.W., 1956, pages 138-139). L'arrêt HABER et INTRATOR, n° 208, du 23 décembre 1949 (Recueil, pages 288-290) n'avait pas prononcé le renvoi, mais il est antérieur aux autres. L'arrêt VITALIS, n° 1610, du 30 mai 1952 (Recueil, pages 507-508), ne prononce pas non plus le renvoi, mais l'annulation pour excès de pouvoir eût pu se faire sans renvoi. Dans l'arrêt VAN AMELSFORT, n° 8418, du 7 février 1961 (Recueil, pages 148-149), le Conseil d'Etat déclare : "le Conseil d'enquête économique pour étrangers est une juridiction administrative".

Le législateur devrait se prononcer sur le caractère suspensif éventuel de l'appel, ou disposer que le tribunal administratif peut surseoir à l'exécution de la sentence. Dans le silence de la loi, l'appel ne serait pas suspensif (1). Le texte proposé donne au tribunal la faculté d'ordonner le sursis à exécution, de manière à éviter des appels dilatoires.

Aux termes de l'article 6, § 3, 19°, "le tribunal se prononce sur les recours relatifs aux listes électorales prévus par le titre II, chapitre II, du Code électoral" (Conseil d'Etat, articles 102 à 115).

La proposition vise ainsi le contentieux des listes électorales.

Le Code électoral organise une procédure de revision des listes. Juridictionnellement, la première étape de cette procédure commence avec l'arrêt provisoire des listes par le collège des bourgmestre et échevins (artcile 27). L'article 28 dispose en effet :

"Le dépôt des listes provisoires prescrit par l'article 27 est porté à la connaissance des citoyens par un avis, publié dans la forme ordinaire, qui les invite à adresser au collège des bourgmestre et échevins, le 20 novembre au plus tard, et séparément pour chaque électeur, toutes réclamations auxquelles les listes pourraient donner lieu.

.../...

(1) Voir l'avis de la section de législation sur la proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif (Doc. Ch., session 1962-1963, n° 479-2, pages 16-19).

L'avis mentionne qu'aucune réclamation tendant à l'inscription d'un électeur ne sera recevable devant la Cour d'appel, si elle n'a pas été préalablement soumise au collège avec toutes les pièces justificatives".

L'article 46 ouvre l'appel à la Cour d'appel contre les décisions du collège des bourgmestre et échevins qui statuent sur les réclamations tendant à l'inscription d'un électeur. Mais hors le cas des réclamations ayant précisément cet objet, la loi ouvre certains recours directs à la Cour d'appel :

- l'article 46 ouvre ce recours à "tout individu indûment inscrit", ou à tout individu inscrit sur la liste provisoire et rayé à la suite de la revision supplémentaire, ou à tout individu indûment rayé qui prouve n'avoir pas reçu, avant le 3 novembre, avis de sa radiation des listes provisoires;
- l'article 47 ouvre le même recours dans les mêmes conditions, contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs ou contre toutes indications inexactes dans les nom , prénoms, professions ou demeures, à tout individu jouissant des droits civils et politiques dans l'arrondissement électoral où il a sa résidence habituelle.

La Cour d'appel est ainsi appelée à statuer tantôt en degré d'appel, tantôt en premier et dernier ressort.

.../...

La proposition ne vise que "les recours ... prévus par le titre II, chapitre II, du Code électoral", c'est-à-dire les recours prévus aux articles 46 et 47. Elle substitue le tribunal administratif à la Cour d'appel pour le jugement de ces recours. Le Conseil d'Etat, juge d'appel des jugements des tribunaux administratifs, serait ainsi, suivant le cas, juge de troisième degré ou juge de deuxième degré au fond. Comme il a déjà été proposé pour d'autres matières, la compétence du Conseil d'Etat devrait être une compétence d'annulation plutôt qu'une compétence d'appel au troisième degré. Mais il ne conviendrait pas d'ériger le Conseil d'Etat en juge d'annulation pour certains litiges relatifs à l'établissement des listes électorales et en juge d'appel pour d'autres litiges relatifs à ces listes, d'autant plus que la connexité n'est pas exclue en la matière. Afin d'éviter cet inconvénient et eu égard à l'urgence que présente la matière, il est proposé de limiter l'intervention du Conseil d'Etat à une compétence d'annulation. C'est compte tenu de cette observation qu'a été rédigé le texte proposé.

Celui-ci appelle en outre certains commentaires.

Le Code électoral ne prévoit pas de notifications. Le texte proposé prévoit la notification des jugements; les parties bénéficieront ainsi des facilités de la procédure inquisitoire.

.../...

L'article 67, alinéa 3, du Code permet à la Cour d'appel ou au magistrat qui procède à l'enquête d'appliquer les peines contre les témoins défaillants. Cette disposition ne se conçoit plus si le tribunal administratif est substitué à la Cour d'appel. Le texte proposé abroge dès lors l'alinéa 3.

La procédure devant le Conseil d'Etat, telle qu'elle apparaît dans le texte proposé, s'inspire tout particulièrement de celle qui est prescrite pour les élections communales par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, moyennant les adaptations requises pour respecter le droit de recours organisé par l'article 71, alinéa 2, actuel du Code électoral. Ce droit n'est pleinement garanti que si l'on permet la reprise d'instance à celui qui eût pu exercer le recours, mais sans qu'il puisse en résulter un retard dans le jugement de l'affaire.

Il est prévu que le recours sera adressé ou déposé au greffe du tribunal, plutôt qu'au greffe du Conseil d'Etat. De cette manière, le greffier du tribunal pourra prendre toutes dispositions pour faciliter la consultation du dossier. Cette consultation se fera en effet au greffe du tribunal, tout comme, en matière d'élections communales, la consultation se fait actuellement au gouvernement provincial. On évitera ainsi des déplacements inutiles aux parties.

.../...

Le texte proposé abroge, au chapitre IV du titre II du Code électoral, un certain nombre de dispositions de procédure. Il appartiendra au Roi de fixer éventuellement des règles spéciales de procédure devant le tribunal administratif ou devant le Conseil d'Etat en s'inspirant des principes qui sont à la base des dispositions abrogées et des nécessités du fonctionnement des juridictions administratives.

La proposition ne touche pas à la compétence attribuée aux cours d'appel par les articles 125 et suivants du Code électoral. Ces dispositions organisent une procédure de vérification de l'éligibilité des candidats préalablement à l'élection. Il appartiendra au législateur d'apprécier l'opportunité de maintenir la compétence de la Cour d'appel en la matière, alors que tout le contentieux électoral, à l'exception de celui qui relève des Chambres législatives, serait attribué à la juridiction administrative.

Pour le cas où le législateur déciderait de modifier les articles 125 et suivants du Code électoral, le Conseil d'Etat attire l'attention sur les difficultés que la mise en oeuvre de la procédure prévue par ces dispositions peut susciter, spécialement lorsque le bureau principal rejette une candidature, alors que la condition d'éligibilité qui ne serait pas remplie ne doit l'être qu'au jour de l'élection : tel est le cas de la condition d'être domicilié dans la commune pour les candidats au conseil communal (1).

.../...

(1) Voir les arrêts Elections communales de Gijzenzele, n° 2332, du 30 mars 1953 (Recueil, pages 408-411), et Elections communales de Tohogne, n° 2495, du 22 mai 1953 (Recueil, pages 696-698).

Aux termes de l'article 6, § 3, 20°, "le tribunal se prononce sur les recours prévus par les articles 56 et 57 de la loi du 28 mars 1960 sur la pension de retraite des travailleurs indépendants; le domicile du demandeur fixe la compétence" (Conseil d'Etat, articles 156 et 157).

La loi du 28 mars 1960 a été abrogée par l'article 75 de la loi du 31 août 1963. L'article 56 disposait que les cotisations seraient recouvrées "au besoin par la voie judiciaire". L'article 57, § 1er, attribuait au juge de paix le contentieux du paiement des cotisations et des rentes. L'article 57, § 2, attribuait à des commissions de réclamation régionales, sauf appel à la commission supérieure des pensions pour travailleurs indépendants, le contentieux des "prestations à la charge de l'Office national des pensions pour travailleurs indépendants". Un recours en annulation devant le Conseil d'Etat était ouvert contre des décisions d'appel. Mais l'institution des juridictions visées à l'article 57 "ne (portait) pas préjudice à la compétence des cours et tribunaux telle qu'elle est déterminée par les articles 92 et 93 de la Constitution" sous réserve de certains aménagements qui ne sont d'ailleurs pas repris dans la loi du 31 août 1963.

L'intention de l'auteur de la proposition est manifestement d'attribuer à la juridiction administrative tout le contentieux qui était organisé par la loi du 28 mars 1960, y compris le contentieux des cotisations et des rentes. C'est en partant de cette intention qu'il convient d'étudier la loi du 31 août 1963, et notamment les articles 52 et 54, qui disposent :

.../...

"Article 52. Les contestations relatives au paiement des cotisations et des rentes, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, sont de la compétence du juge de paix. Il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 2.000 francs.

Les jugements qui sont rendus en cette matière sont exécutoires par provision, nonobstant appel ou opposition.

La compétence territoriale est déterminée par la localité où l'assujetti a son domicile ou, s'il n'a pas de domicile en Belgique, sa résidence.

Si l'assujetti n'a plus de domicile ou de résidence en Belgique, la compétence territoriale est déterminée par le dernier domicile ou la dernière résidence connue en Belgique.

En ce qui concerne les mandataires de sociétés qui résident exclusivement ou principalement à l'étranger, la compétence territoriale est déterminée par le lieu où est établi le principal établissement de la société en Belgique.

Article 54. § 1er. Les contestations relatives à l'octroi des prestations à charge de l'Office national sont portées devant les commissions de réclamation régionales et, en degré d'appel, devant la Commission supérieure des pensions pour travailleurs indépendants, instituées en vertu de la loi du 28 mars 1960.

Le Roi détermine la composition, la compétence territoriale et les règles de fonctionnement de ces commissions.

.../...

L'arrêté royal, pris en exécution du présent article, prévoit notamment la procédure contradictoire et l'obligation pour les juridictions de motiver leurs décisions.

§ 2. Les décisions rendues par la Commission supérieure des pensions pour travailleurs indépendants peuvent faire l'objet du recours en annulation prévu par l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

En cas d'annulation, la cause est renvoyée devant la Commission supérieure autrement composée. Cette juridiction se conforme à l'arrêt du Conseil d'Etat sur les points de droit jugés par celui-ci.

§ 3. Le Roi détermine dans quels cas le recours introduit dans un autre régime de pension suspend les délais de recours qui seront fixés en exécution du § 1er du présent article".

Il résulte de l'économie générale de la proposition que le juge de paix, à l'article 52, et les deux degrés de juridiction prévus à l'article 54 seraient remplacés par un double degré de juridiction administrative, étant le tribunal administratif et le Conseil d'Etat. C'est la première fois, semble-t-il, que la loi attribuerait à une juridiction administrative une compétence en matière de cotisations sociales. On peut renouveler sur ce point les observations qui ont été faites à propos de la juridiction administrative du contentieux des impôts indirects des autorités locales.

.../...

Il échet de constater l'importance quantitative du contentieux et la nécessité pratique d'organiser, sous le contrôle d'annulation du Conseil d'Etat, un double degré de juridiction au fond. C'est en fonction de cet impératif qu'a été rédigé le texte proposé, qui substitue la commission de réclamation régionale au juge de paix et les tribunaux administratifs à la Commission supérieure des pensions pour travailleurs indépendants.

Le texte proposé supprime la disposition de l'article 52, alinéa 1er, qui prévoit que le juge de paix "statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 2.000 francs". Un double degré de juridiction dans tous les cas ne sera pas inutile, au moins pendant un certain temps, pour permettre aux juridictions administratives de s'adapter au nouveau contentieux.

Aux termes de l'article 6, § 4, "le tribunal statue par voie de jugements sur les contestations portant sur les droits aux traitements, aux pensions et aux autres allocations pécuniaires prévus par les lois et les règlements formant les statuts des agents des services publics administratifs. Le domicile de l'agent ou de ses ayants droit détermine la compétence territoriale" (Conseil d'Etat article 7).

La proposition attribue ainsi aux tribunaux administratifs le contentieux des droits subjectifs pécuniaires des agents et fonctionnaires publics soumis à un régime statutaire.

.../...

Une jurisprudence ancienne de la Cour de cassation (1) et de nombreux arrêts du Conseil d'Etat (2) ont admis le caractère civil du droit aux traitements échus et du droit à la pension des agents des services publics.

Par contre dans des matières qui concernent également des droits de créance, droits qui sont fondés sur une idée de solidarité sociale, des lois récentes attribuent à des juridictions administratives la connaissance des contestations relatives à ces droits, qui sont ainsi implicitement qualifiés de droits politiques.

Un arrêt de la Cour de cassation du 21 décembre 1956 reconnaît ce caractère de droit politique aux droits à l'allocation de chômage (3).

Quoiqu'il en soit, la nature des droits pécuniaires aux traitements échus et des droits à la pension des agents des services publics reste discutée par la doctrine récente.

.../...

(1) Cette jurisprudence est rappelée par Ch. GOOSSENS, Recherches sur les critères de distinction des droits individuels : droits civils, droits politiques, droits administratifs, dans Annales de la Faculté de droit de Liège, 1960, page 188, note 42.

(2) Voir notamment, pour la jurisprudence récente, les arrêts SOMVILLE, n° 9327, du 19 avril 1962 (Recueil, page 346), et WILLEMS, n° 9770, du 4 décembre 1962 (Recueil, page 1048).

(3) A rapprocher l'arrêt tout récent du Conseil d'Etat, DAUCHOT, n° 10.365, du 10 janvier 1964; le Conseil d'Etat s'y déclare incompétent pour connaître d'un licenciement prononcé "conformément aux règles du droit civil". Pour la doctrine récente, voir spécialement Ch. GOOSSENS, op.cit., pages 149-286; C. CAMBIER, Principes du contentieux administratif, t. 1er, Bruxelles, 1961.

En votant la proposition le législateur décidera implicitement que ces droits ne sont pas des droits civils.

La compétence territoriale est réglée au chapitre IV du texte proposé.

CONCLUSION DU CHAPITRE II.

Il résulte de l'examen des diverses compétences attribuées aux tribunaux administratifs que ceux-ci exerceront la compétence tantôt en premier ressort, sauf appel au Conseil d'Etat, tantôt comme juridiction d'appel sauf recours en annulation devant le Conseil d'Etat. Le texte proposé a procédé à cette répartition.

Une première section, intitulée La compétence de premier ressort, reprend de la proposition l'article 6, § 3, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 8°, 9°, 10°, 15°, ainsi que l'article 6, § 4.

Une deuxième section, intitulée La compétence d'appel, reprend de la proposition l'article 6, § 3, 6°, 11°, 12°, 13°, 14°, 16°, 17°, 18°, 19° et 20°

L'article 6, § 3, 5°, de la proposition n'a pas été repris dans le texte proposé.

La présentation du texte proposé s'inspire du souci de faciliter le transfert de toute compétence de la section 1ère à la section 2, ou vice-versa, suivant l'opportunité à apprécier par le législateur. Elle permet d'autre part de compléter facilement la loi proposée dans l'hypothèse où le législateur voudrait attribuer des compétences nouvelles aux tribunaux administratifs.

.../...

CHAPITRE III. L'EXCES DE POUVOIR (Conseil d'Etat, articles 9 et 10).

Le contentieux de l'excès de pouvoir que la proposition entend conférer aux tribunaux administratifs fait l'objet de l'article 6, § 2.

Aux termes du 1° de ce paragraphe : "le tribunal statue ... sur les recours pour excès de pouvoir formés par les agents des services publics se trouvant dans une situation légale ou réglementaire contre les actes administratifs individuels qui les concernent".

Selon le 2° : "le tribunal statue ... sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes de la province, des communes et des autorités subordonnées, ainsi que les actes de tutelle qui les concernent ... ".

Dans le cas visé au 1°, la compétence territoriale se détermine suivant le domicile de l'agent; dans l'hypothèse envisagée au 2°, elle se détermine suivant le siège de l'autorité locale.

En usant d'un double critère pour déterminer la compétence territoriale sans se prononcer sur celui qui doit prévaloir, la proposition risque de susciter des difficultés, dont la nature apparaîtra à l'examen de quelques exemples. Ces difficultés seraient d'autant plus graves qu'elles concerneraient à la fois la compétence territoriale des tribunaux administratifs et la répartition des compétences entre les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat.

.../...

1. M. X ..., agent de la ville de Bruxelles et domicilié dans cette commune, attaque un acte de l'autorité communale qui le concerne. Le tribunal compétent sera, en vertu du 1°, le tribunal de son domicile, en vertu du 2°, le tribunal de la province où la commune est située. En l'occurrence, il n'y aura pas de problème de compétence, le tribunal compétent sera le tribunal du Brabant.

2. Le même M. X. ... attaque la décision du conseil communal qui le révoque et l'arrêté royal qui approuve sa révocation. Le tribunal compétent restera le tribunal du Brabant. L'arrêté royal est un acte de tutelle qui, en vertu du 2°, relève du tribunal du siège de l'autorité soumise à la tutelle.

3. M. Y ..., également agent de la ville de Bruxelles, habite à Mons. Le tribunal compétent sera, selon le 1°, celui du Hainaut et, selon le 2°, celui du Brabant.

4. M. X ..., agent de la ville de Bruxelles et y domicilié, veut attaquer le règlement communal sur l'avancement de grade. Selon le 1°, c'est devant le Conseil d'Etat qu'il doit porter son recours, puisqu'il ne s'agit pas d'un acte individuel. Selon le 2°, qui ne distingue pas entre actes individuels et règlements, il doit s'adresser au tribunal du Brabant en raison du siège de l'autorité locale dont le règlement émane.

5. La ville de Bruxelles veut recruter des agents de police et organise un concours à cette fin. Les candidats A... et B... , domiciliés respectivement à Mons et à Anvers, échouent au concours et en poursuivent l'annulation. Lequel sera compétent, des tribunaux du Hainaut

.../...

ou d'Anvers, en raison du domicile des candidats ou du Brabant, en raison de la situation de la ville de Bruxelles ?

Ces quelques exemples démontrent les inconvénients qui peuvent s'attacher à l'adoption d'un double critère de compétence territoriale.

Pour éviter ces inconvénients il semble que le siège de l'autorité devrait prévaloir sur le domicile du requérant, au moins lorsque l'acte émane d'une autorité locale. Cette solution est de nature à éviter des divergences d'interprétations d'un même règlement par des tribunaux de provinces différentes et réduira ainsi le nombre des règlements de juges.

Il est raisonnable de faire exception à la compétence en fonction du siège de l'auteur de l'acte attaqué, dans le cas où la compétence territoriale de l'autorité administrative s'étend à plusieurs provinces. La plupart des autorités dont la compétence est telle sont établies dans l'agglomération bruxelloise et elles emploient un personnel très nombreux. L'exception se justifie dès lors par le souci de ne pas attribuer au tribunal du Brabant la grande majorité des litiges de la fonction publique. Mais l'exception ne devrait s'étendre qu'aux services centraux, à l'exclusion des services extérieurs - provinciaux, régionaux ou locaux - où rien n'empêche de faire application de la règle générale.

.../...

Dans un but de simplification il serait préférable de ne pas soustraire aux tribunaux administratifs qui auront une compétence générale quant à l'ensemble des règlements des autorités provinciales, régionales et locales, la connaissance des recours formés contre des règlements de ces mêmes autorités fixant le statut de leurs agents.

Pour les mêmes raisons, il conviendrait de déférer aux tribunaux administratifs la connaissance de tous les recours formés contre les actes individuels et non seulement des recours contre les actes individuels concernant les agents des services publics. C'est en partant de ces considérations que le Conseil d'Etat a rédigé l'article 9 du texte proposé.

Certains recours dont connaît actuellement le Conseil d'Etat en vertu de la loi du 23 décembre 1946 ne peuvent être tranchés que par l'assemblée générale de la section d'administration (détournement de pouvoir, revision). Il appartiendra au législateur d'apprécier l'opportunité d'imposer la même règle aux tribunaux administratifs.

La rédaction de l'article 9 du texte proposé s'inspire de celle de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946. On a préféré ne pas user, comme le fait la proposition, des mots "recours pour excès de pouvoir", qui, eu égard à la loi actuelle, pourraient faire douter de la compétence des tribunaux administratifs pour connaître des moyens tirés de la "violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité" et du détournement de pouvoir.

.../...

CHAPITRE IV. LA COMPETENCE TERRITORIALE.

La proposition règle, en certaines matières, la compétence territoriale. En d'autres matières, cette compétence s'impose presque naturellement : une élection communale sera validée par le tribunal de la province où la commune est située. Dans certains cas, la compétence territoriale ne saurait être fixée que par une disposition précise de la loi : tel est le cas du différend en matière de domicile de secours entre deux commissions d'assistance publique de provinces différentes. Il s'impose que la proposition, dans toute la mesure du possible, fixe des règles générales et précises, quitte à prévoir la possibilité de dérogations par des lois particulières.

La proposition énonce les règles suivantes quant à la compétence territoriale :

- en matière de fonction publique, la compétence est déterminée par le domicile de l'agent (article 6, § 2, 1°, et § 4);
- dans le contentieux de l'excès de pouvoir des actes des autorités ayant une compétence qui ne s'étend pas au-delà de la province, et sans doute sous réserve de la disposition précédente, le siège de l'autorité "locale" détermine la compétence (article 6, § 2, 2°);

.../...

- dans les difficultés relatives à la compétence des autorités administratives, "le siège de l'autorité demanderesse fixe la compétence territoriale" (article 6, § 1er);
- s'il s'agit des réclamations prévues par l'article 10 de la loi du 27 juin 1956, relative au Fonds spécial d'assistance, "le domicile du demandeur détermine la compétence territoriale" (article 6, § 3, 13°);
- la même solution vaudrait pour les cas prévus au 14°, 15°, 16°, 17°, 18° et 20° de l'article 6, § 3.

Le texte proposé s'inspire des principes suivants (Conseil d'Etat, articles 11 à 15).

En principe, les affaires localisées dans une province relèvent du tribunal de cette province; pour des raisons pratiques, cette règle n'a pas été étendue au cas où aucune des autorités en cause n'a son siège dans la province (article 11). Il a fallu toutefois prévoir le cas de contestations impliquant des autorités de langues différentes (articles 12 et 13), et tenir compte des facilités qui sont prévues en faveur des minorités de certaines communes (article 15).

.../...

Dans les autres cas, le tribunal sera celui du domicile ou du siège du demandeur (article 14). Cette règle a été préférée à celle du domicile du défendeur pour rapprocher la juridiction des particuliers en conflit avec l'administration, et parce que de nombreux litiges peuvent intéresser plusieurs défendeurs de provinces différentes (voir par exemple en matière d'assistance publique).

CHAPITRE V. LE DECLINATOIRE DE COMPETENCE (Conseil d'Etat, articles 16 à 19).

Ce chapitre ne trouve pas de base dans la proposition. Il paraît toutefois très utile d'organiser un règlement accéléré des difficultés de compétence qui peuvent s'élever entre tribunaux administratifs.

Sans doute, la proposition relative à la réforme du contentieux administratif attribue-t-elle au Conseil d'Etat le pouvoir de prévenir et de résoudre les contrariétés de décisions entre les juridictions administratives de son ressort. Mais puisque la présente proposition tend à créer des tribunaux administratifs, il est expédient d'y régler la question en ce qui concerne ces tribunaux. Le Gouvernement trouvera ainsi dans la proposition complétée un modèle dont il pourra s'inspirer pour l'organisation d'une procédure applicable à toutes les juridictions administratives.

.../...

TITRE II. - L'ORGANISATION.

La proposition consacre à l'organisation des tribunaux administratifs les dispositions de l'article 1er, alinéa 2, et des articles 2, 3 et 5, alinéas 1er et 2.

A. La création d'un auditorat provincial.

La proposition prévoit qu'il y aura dans les tribunaux des juges et des greffiers, mais elle n'institue pas d'organe analogue à l'auditorat du Conseil d'Etat. Cette omission s'explique vraisemblablement par la circonstance que les tribunaux administratifs sont considérés comme les successeurs des députations permanentes et d'autres juridictions administratives qui instruisent elles-mêmes leurs affaires et qui ne sont pas dotées d'un organe de la loi.

Or, l'instruction des affaires portées devant la députation permanente ou devant les juridictions administratives est actuellement confiée soit aux bureaux des gouvernements provinciaux, soit aux services de l'Etat dont les juridictions relèvent. Parfois même l'instruction est dirigée par des commissaires de l'Etat qui disparaîtront avec la juridiction à laquelle ils sont attachés et dont la compétence sera dévolue au tribunal administratif.

Un système juridictionnel où l'instruction n'est l'oeuvre que de juges peut certes se concevoir. La Cour de justice des communautés européennes a été organisée de cette manière : les avocats généraux n'y assurent que la fonction d'avis. Mais au point de vue pratique, un tel système pourrait manquer d'efficacité lorsqu'il s'agit de juridictions où le contentieux sera abondant.

.../...

Or, il n'y aura entre la mission du Conseil d'Etat et celle des tribunaux administratifs qu'une différence de degré dans l'exercice des mêmes compétences. Il serait normal que l'organisation des tribunaux administratifs et la procédure des tribunaux s'inspirassent de celles du Conseil d'Etat.

La procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat tire son caractère original du rôle confié aux membres de l'auditorat. Ceux-ci participent à l'instruction. Ils peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la section. Ils donnent leur avis en audience publique à la fin des débats (1). A ces missions définies par la loi, le règlement de procédure du 23 août 1948 a ajouté la surveillance des mesures préalables à l'instruction et la rédaction d'un rapport sur l'affaire, dont le dépôt a pour effet de saisir la section d'administration (2).

Il ne fait pas de doute que les devoirs accomplis par le membre de l'auditorat rapporteur avant le dépôt du rapport relèvent de la fonction d'instruction : il en est ainsi notamment des demandes de renseignements nécessaires à la rédaction du rapport. De la même fonction relèvent

.../...

---

(1) Loi du 23 décembre 1946, article 36.
(2) Articles 5 et 12.

les devoirs d'instruction dont la chambre saisie par le rapport peut charger le membre de l'auditorat lorsqu'elle s'estime insuffisamment éclairée (1) : en fait, la chambre, qui peut faire procéder à ces devoirs par un de ses membres, en charge généralement le rapporteur de l'auditorat. La fonction d'instruction cesse avec le dépôt du rapport, en tout cas avec l'ordonnance de la chambre qui déclare l'affaire en état (2).

Le rapport doit être une étude exhaustive des questions posées au juge. Il doit non seulement exposer mais encore élucider les faits dont la connaissance est nécessaire à la compréhension des moyens. Il doit, en droit, non seulement analyser les moyens et en préciser la portée, mais encore les confronter avec la loi et avec la jurisprudence. Aux termes de l'arrêté royal du 15 juillet 1956, ce rapport est notifié aux parties qui ont la faculté de le discuter dans le dernier mémoire et à l'audience. A la fin des débats, le membre de l'auditorat est entendu dans son avis sur l'affaire.

Si l'on admet que la procédure doit être inquisitoire, et qu'un examen préalable et impartial du litige par un organe indépendant du siège est utile à l'administration d'une bonne justice, on conclura naturellement à la nécessité de doter les tribunaux administratifs d'un auditorat dont la mission s'inspirera de celle de l'auditorat du Conseil d'Etat.

En outre, il peut être opportun d'attribuer à l'auditorat provincial, en cas de violation de la loi, la faculté d'interjeter appel des jugements rendus en premier ressort et de se pourvoir en annulation contre les jugements rendus en dernier ressort.

.../...

(1) Règlement de procédure, articles 13 et 14.
(2) Elle peut renaître en vertu d'un arrêt de réouverture des débats.

Déjà, dans un certain nombre de matières où le jugement appartient à la députation permanente, et notamment dans le contentieux électoral, la loi ouvre au gouverneur un recours contre la décision de cette juridiction. Et il résulte de la jurisprudence du Conseil d'Etat (1), qu'en d'autres matières, l'Etat se voit reconnaître le droit d'exercer un recours devant le Conseil d'Etat dans des cas où son seul intérêt est d'assurer le respect de la loi.

.../...

---

(1) Selon l'arrêt Etat belge, Ministre de la Reconstruction, c/Chainiaux et consorts, n° 538, du 20 octobre 1950 (Recueil ,pp.454-456) , l'intérêt de l'Etat à attaquer une décision de la commission d'appel des dommages de guerre aux biens privés "ne disparaît pas du fait que le requérant ne conclut pas à la réduction du montant total des indemnités allouées aux consorts Chainiaux et Martin, mais se borne à critiquer la répartition, faite par la commission, des indemnités et du montant maximum du crédit de restauration entre la veuve du sinistré et ses enfants; que le requérant a intérêt à ce que ces indemnités et crédits soient exactement alloués à ceux qui ont une qualité pour les recevoir".

L'arrêt Quintart, n° 757, du 24 février 1951 (Recueil pp. 80-82), constate "que l'arrêté du Régent du 27 mars 1948 n'apporte aucune restriction au droit d'appel de l'Etat" contre une décision de la commission d'agréation des prisonniers politiques et de leurs ayants droit. Le Conseil d'Etat rejette, dès lors, le moyen selon lequel l'Etat était sans intérêt à interjeter appel devant la commission d'appel d'agréation de la décision de premier ressort qui avait fait droit aux conclusions du commissaire de l'Etat.

(suite à la note de bas de page de la page précédente)

L'arrêt Etat belge (Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction) c/Consorts Precz, n°4020, du 29 janvier 1955 (Recueil ,p p. 92-95), précise, en la même matière ,"que le commissaire de l'Etat rapporteur agit en vue de la sauvegarde de l'intérêt général et poursuit l'application de la loi; que le Ministre, qui représente l'Etat devant les commissions compétentes, peut, dans un but d'intérêt général, intenter un recours au Conseil d'Etat lorsqu'il donne une autre interprétation aux dispositions légales en vigueur".

L'arrêt Etat belge (Ministre de la Reconstruction) c/Arpigny, n°1025, du 28 juillet 1951 (Recueil ,pp. 359-361) décide que l'Etat "a intérêt à ce que les commissions de contrôle (pour résistants civils) exercent leur mission dans les limites de l'arrêté-loi" du 24 décembre 1946. L'intérêt de cette déclaration de principe est, toutefois, atténué par le fait que l'Etat attaquait la reconnaissance d'un résistant civil et par le considérant "que l'Etat supporte les charges résultant de l'application des articles 12 et suivants de l'arrêté-loi aux personnes qui se sont vu reconnaître, par les commissions, la qualité de résistant civil".

Enfin, l'arrêt Etat belge (Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction) contre Prignon et consorts, n° 4006, du 21 janvier 1955 (Recueil, pp. 74-76) déclare nettement que le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction est chargé de veiller à l'exacte application de la loi sur la réparation des dommages de guerre, comme il ressort notamment de l'article 29, de l'article 36, § 1er, et, d'une façon générale, de toute la législation sur la matière; que son intérêt se confond avec celui du respect de la loi".

.../...

B. Analyse du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat reprend la plupart des dispositions de la proposition compte tenu de la nécessité de prévoir un auditorat. Il y ajoute un certain nombre de dispositions qui paraissent suffisamment importantes pour relever du législateur. Les différences les plus notables que l'on trouvera entre ce texte et la proposition proviennent du souci d'organiser les tribunaux administratifs autant que possible sur le modèle du Conseil d'Etat.

Par ailleurs, le texte proposé tend à créer une certaine interpénétration entre les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat. La carrière des magistrats de l'ordre administratif doit pouvoir se faire dans les deux degrés de juridiction. Les tribunaux administratifs auront, en effet, un intérêt certain à comprendre des magistrats qui ont commencé leur carrière et acquis leur formation au sein de la juridiction appelée à les contrôler; et le Conseil d'Etat aura un égal intérêt à ouvrir ses rangs à des magistrats qui, pour être essentiellement les juges du fond, seront toujours très proches des réalités administratives. Le texte proposé, demeurant dans le cadre de la proposition, règle le passage du Conseil d'Etat aux tribunaux administratifs. Il appartiendrait au législateur de le compléter, sous la forme de modifications à apporter à la loi du 23 décembre 1946, par des dispositions relatives au passage des tribunaux administratifs au Conseil d'Etat.

Le texte proposé pour le titre II comporte trois chapitres :

.../...

- le premier analyse les fonctions;
- le deuxième organise les chambres;
- le troisième concerne l'organisation de l'assemblée générale.

En principe, tout ce qui concerne la procédure est réservé pour le titre III, qui traitera notamment des compétences respectives des diverses chambres.

Au début du chapitre Ier du titre II figurent quelques dispositions générales (section première).

Les articles 20 et 21 s'abstiennent de fixer avec précision le nombre des juges et des substituts.

Comme les juges siégeront en principe à trois - c'est le voeu de l'auteur de la proposition -, il importe que le tribunal comporte au moins cinq membres, y compris le président, de manière qu'il soit toujours possible de pourvoir au remplacement des membres absents ou empêchés.

Le nombre de cinq ne devrait normalement pas être dépassé au début du fonctionnement des tribunaux, sauf dans la province de Brabant où il faudra au strict minimum six membres pour constituer les trois (1) chambres prévues par la proposition, plus un juge de chaque rôle linguistique "en réserve".

.../...

(1) Les juges de la chambre bilingue peuvent, en effet, siéger dans les chambres unilingues.

Le texte proposé ne détermine pas le nombre des vice-présidents. Il serait logique de fixer ce nombre par référence au nombre des chambres.

Il doit y avoir au moins un greffier et un greffier adjoint. Pour le surplus, le nombre des greffiers adjoints devrait, lui aussi, être fixé en fonction du nombre des chambres, compte tenu des multiples notifications et autres devoirs qui incomberont aux greffiers en vertu des lois qui règlent la compétence des tribunaux administratifs (voir par exemple les affaires électorales).

L'article 29 du texte proposé par le Conseil d'Etat concerne le mode de nomination des juges. L'article 2, alinéa 1er, de la proposition prévoit, sauf en ce qui concerne les premières nominations, la nomination au concours; l'article 9 de la proposition permet de faire les premières nominations parmi les candidats présentés par l'assemblée générale du Conseil d'Etat.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat maintient la nomination des juges au concours. Compte tenu de l'institution d'un auditorat provincial et de l'interpénétration entre les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat, il permet toutefois au Roi de porter son choix parmi les membres de l'auditorat des tribunaux administratifs et parmi les docteurs en droit qui ont au moins cinq ans de fonctions effectives au Conseil d'Etat.

L'article 30 du texte proposé par le Conseil d'Etat s'inspire de l'article 100, alinéa 3, de la Constitution.

.../...

L'article 32 du texte proposé par le Conseil d'Etat concerne le traitement des membres des tribunaux administratifs. L'article 3 de la proposition fixe ce traitement par référence à des fonctions de l'ordre judiciaire. Il serait préférable que les références soient faites à des fonctions du Conseil d'Etat.

Il ne convient pas de donner aux vice-présidents le même traitement qu'au président.

D'autre part, il serait logique de donner au président le traitement de conseiller d'Etat, c'est-à-dire le traitement minimum du corps hiérarchiquement supérieur.

Les traitements des vice-présidents et des juges seraient fixés à une fraction du traitement du président. Les mêmes principes régiraient les traitements des membres de l'auditorat et du greffe.

C'est également par référence aux dispositions applicables aux membres du Conseil d'Etat que le texte proposé a établi les règles qui doivent régir les incompatibilités, les cumuls et les pensions.

Les articles 37 et 38 du texte proposé par le Conseil d'Etat définissent les fonctions de l'auditorat provincial en des termes identiques à ceux qui servent dans la loi du 23 décembre 1946, à définir les fonctions de l'auditorat du Conseil d'Etat. L'article 38, alinéa 2, confère en outre au chef de l'auditorat provincial le pouvoir d'interjeter appel ou de se pourvoir en annulation devant le Conseil d'Etat contre les jugements du tribunal administratif.

.../...

La hiérarchie de l'auditorat provincial comprendrait trois degrés : un auditeur près le tribunal administratif, des premiers substituts et des substituts de l'auditeur.

Le mode de nomination de ces magistrats serait le même que celui des membres de l'auditorat du Conseil d'Etat, compte tenu de l'interpénétration entre celui-ci et les auditorats provinciaux.

Un système analogue a été conçu pour les greffiers et greffiers adjoints.

L'article 51 du texte proposé par le Conseil d'Etat traite du rang et de la préséance. Il reprend l'article 1er, alinéa 2, de la proposition. Comme celle-ci prévoit que les arrêtés royaux à prendre en la matière seront soumis à l'assemblée générale du Conseil d'Etat, il n'y aura pas lieu de les soumettre à l'avis de la section de législation.

Le Conseil d'Etat n'a pas proposé de texte pour le régime linguistique du tribunal de la province de Brabant (disposition qui devrait trouver sa place dans un article 55). Le texte de la proposition ne permet pas de déterminer, en effet, si ee tribunal doit comprendre plusieurs présidents ou si, en usant des mots "les présidents", l'article 5, alinéa 2, de la proposition vise un président et des vice-présidents. Le régime linguistique de ce tribunal pourrait s'inspirer de celui de la section d'administration du Conseil d'Etat.

.../...

Les chapitres II et III du texte proposé par le Conseil d'Etat prévoient un minimum de dispositions quant à l'organisation des chambres et de l'assemblée générale. Le surplus peut relever du pouvoir réglementaire du Roi, qui devra arrêter le règlement particulier de chaque tribunal.

L'article 61, alinéa 2, du texte proposé par le Conseil d'Etat permet au président de constituer des chambres à juge unique lorsque le nombre des affaires le requiert, et cela dans le but d'assurer un jugement plus rapide des litiges. Il appartient au législateur de désigner les matières dans lesquelles cette procédure peut être opportune, par référence à certaines dispositions du titre Ier. En principe, les affaires électorales et les affaires dont le tribunal connaîtra en degré d'appel devraient être réservées à des chambres à trois juges.

De toute manière , il conviendra que les présidents n'usent de cette faculté qu'en cas de nécessité et, ainsi que l'auteur de la proposition le précise dans ses développements, lorsque la jurisprudence sera fixée.

TITRE III. - LA PROCEDURE. (Conseil d'Etat, articles 64 à 76).

La proposition prévoit, quant à la procédure :

- la publicité des audiences (article 4, alinéa 2);
- la motivation des jugements, leur prononcé en audience publique et leur notification (article 4, alinéa 3);
- le pouvoir du tribunal d'ordonner la communication des dossiers administratifs (article 4, alinéa 4);

.../...

- certaines dispositions d'ordre linguistique (article 5, alinéas 3 et 4).

Pour le surplus, la proposition s'en rapporte au pouvoir réglementaire du Roi. Il conviendrait néanmoins de compléter la proposition par un certain nombre de dispositions que le Conseil d'Etat a suggérées dans son avis sur la proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif et notamment :

- l'article 2 (preuve par témoins et experts);
- l'article 4 (autorité de la chose jugée des arrêts du Conseil d'Etat);
- l'article 5, alinéa 2 (droits de la défense et respect des principes généraux du droit);
- l'article 5, alinéa 3 (formule exécutoire);
- en outre, une disposition comminant des peines contre les témoins défaillants.

C'est partant de ces considérations qu'a été rédigé le titre III du texte proposé.

\+

\+ \+

PROPOSITION DE LOI CREANT DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS PROVINCIAUX.

rticle 1er, linéa 1er, e la pro- osition)

Article 1er.-

Il est créé dans chaque province un tribunal administratif.

Le siège du tribunal est établi au chef-lieu de la province.

.../...

TITRE Ier. DE LA COMPETENCE.

(article 6 partim)

Article 2.-

Le tribunal administratif statue par voie de jugement.

(article 4, dernier alinéa partim)

Article 3.-

Les jugements prévus aux chapitres Ier, II, section 1ère, et III du présent titre sont rendus en premier ressort. L'appel est porté devant le Conseil d'Etat.

(article nouveau)

Article 4.-

Les jugements prévus au chapitre II, section 2, sont rendus en dernier ressort, sauf recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

CHAPITRE Ier. - DES DIFFICULTES DE COMPETENCE.

(article 6, § 1er)

Article 5.- (1)

Le tribunal administratif tranche, à la requête de toute autorité administrative intéressée (à la requête de tout intéressé), les difficultés relatives à la compétence respective des autorités administratives (autres que les autorités de l'Etat).

.../...

(1) Article à omettre si le législateur, se ralliant à l'observation faite dans l'avis, n'attribue pas aux tribunaux administratifs provinciaux le pouvoir de trancher les difficultés relatives à la compétence des autorités administratives.

CHAPITRE II. - LA PLEINE JURIDICTION.

Section 1ère. La compétence de premier ressort.

cle 6, partim)

Article 6.- (1).

Le tribunal statue (en premier ressort) :

1° (7° de la proposition) sur les réclamations prévues à l'article 69, alinéa 2, et à l'article 97, alinéa 2, du Code forestier;

2° (1° de la proposition) sur la validité des élections communales et sur les pouvoirs des membres élus, titulaires et suppléants, ainsi que sur les réclamations prévues aux titres V et VI de la loi électorale communale;

3° (8° de la proposition, partim) sur les contestations entre communes prévues à l'article 132 de la loi communale;

4° (8° de la proposition, partim) sur les dissentiments entre conseils communaux prévus à l'article 151, alinéa 4, de la loi communale ;

5° (3° de la proposition, partim) sur la validité des élections des commissions d'assistance publique et sur les pouvoirs des membres élus, titulaires et suppléants, sur la révocation des membres effectifs, ainsi que sur les réclamations prévues aux articles 19, 20 et 22 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique;

6° (3° de la proposition, partim) sur les conflits prévus à l'article 88 de la même loi;

7° (2° de la proposition) sur les difficultés prévues à l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique;

.../...

---

(1) Article à compléter éventuellement par la mention des contestations prévues aux articles 24 et 25 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux (voir avis sur l'article 6, § 3, 5°).

8° (9° de la proposition) sur les recours prévus aux articles 17 et 42 de la loi du 19 décembre 1864 relative aux fondations en faveur de l'enseignement public et au profit des boursiers;

9° (4° de la proposition) sur les difficultés et contestations relatives au compte de fin de gestion des receveurs des communes et des commissions d'assistance publique, des receveurs régionaux des communes et des commissions d'assistance publique, des receveurs des commissions des bourses d'études et des trésoriers des fabriques d'église;

10° (10° de la proposition) sur les oppositions prévues à l'article 16 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés;

11° (15° de la proposition) sur les contestations prévues à l'article 26 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés.

(article 6, § 4)

Article 7.-

Le tribunal statue en premier ressort sur les contestations relatives aux droits aux traitements, allocations pécuniaires et pensions, et autres droits politiques organisés par les lois et règlements formant le statut des agents et fonctionnaires publics.

Section 2. La compétence d'appel.

(article 6, § 3 partim)

Article 8.-

Le tribunal statue en dernier ressort :

1° (19° de la proposition) sur les réclamations et recours prévus au titre II, chapitre II, du Code électoral;

.../...

2° (6° de la proposition) sur les recours prévus à l'article 49, alinéa 3, des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 19 septembre 1919;

3° (18° de la proposition) sur l'appel des sentences prononcées par le Conseil d'enquête économique pour étrangers;

4° (12° de la proposition) sur les appels prévus à l'article 35 de la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés;

5° (17° de la proposition) sur les appels prévus à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix (1);

6° (13° de la proposition) sur les appels prévus à l'article 9 de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds d'assistance;

7° (14° de la proposition) sur l'appel des décisions prises par les bureaux des chambres des métiers et négoces en vertu de l'article 11, § 2, de la loi du 24 décembre 1958 permettant d'instituer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie;

8° (16° de la proposition) sur les appels prévus à l'article 14 des lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées par l'arrêté royal du 3 juillet 1961;

.../...

---

(1) Le 5° devrait être renvoyé à l'article 6 si le législateur décidait d'attribuer la connaissance de ces contestations au tribunal administratif en premier ressort et au Conseil d'Etat en appel.

9° (11° de la proposition) sur l'appel des décisions des conseils de milice, sur l'octroi des sursis et des dispenses dans le cas prévu à l'article 28,§ 4 des lois sur la milice, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1962, ainsi que sur les retraits de sursis et de dispenses prévus à l'article 97, alinéa 3, des mêmes lois;

10° (20° de la proposition) sur l'appel des décisions des commissions de réclamation régionales des pensions des travailleurs indépendants.

CHAPITRE III. - L'EXCES DE POUVOIR.

(article 6, § 2, 2°)

Article 9.-

Le tribunal statue sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formés :

1° contre les actes et règlements des diverses autorités administratives dont la compétence ne s'étend pas au-delà de la province;

2° contre les actes administratifs qui autorisent ou refusent d'autoriser, approuvent ou refusent d'approuver, annulent, réforment ou refusent de réformer les actes des autorités administratives mentionnées au 1°;

3° contre les actes individuels des autorités administratives dont la compétence s'étend au-delà d'une province.

.../...

Article 10.- (principe général rappelé à l'article 6, § 2, 2°, de la proposition).

Les recours visés au présent chapitre peuvent être exercés par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

CHAPITRE IV. - LA COMPETENCE TERRITORIALE (article 6 partim de la proposition).

Article 11.-

Chaque tribunal provincial statue :

1° sur les difficultés prévues à l'article 6, lorsqu'elles sont relatives à la compétence respective d'autorités administratives dont la compétence ne dépasse pas le ressort du tribunal (1);

2° dans les affaires où toutes les autorités administratives intéressées sont des autorités dont la compétence ne dépasse pas le ressort du tribunal;

3° sur les contestations entre des autorités dont la compétence dépasse le ressort du tribunal et des autorités dont la compétence ne dépasse pas ce ressort;

4° sur les appels formés contre les décisions rendues par les juridictions qui ont leur siège dans la province.

.../...

(1) Sous réserve des observations faites dans l'avis concernant l'attribution de cette compétence aux tribunaux administratifs.

Article 12.-

Si, parmi les autorités intéressées, les unes utilisent la langue française, et les autres la langue néerlandaise, la cause est portée devant le tribunal administratif du Brabant.

Article 13.-

Si, parmi les autorités intéressées, les unes utilisent la langue française ou la langue néerlandaise et les autres la langue allemande, la cause est portée devant le tribunal administratif de la province de Liège.

Article 14.-

Hors les cas prévus aux articles 11, 12 et 13, le tribunal administratif compétent est celui du domicile ou du siège du demandeur.

Article 15.-

Les particuliers résidant dans l'arrondissement administratif de Mouscron ou dans une des communes de Flobecq, d'Enghien, de Marcq ou de Petit-Enghien (1) peuvent, par une requête formulée en langue néerlandaise, porter devant le tribunal du Brabant les recours qui seraient de la compétence du tribunal du Hainaut en vertu des articles 11 et 14. S'ils sont attraits devant le tribunal du Hainaut, ils peuvent demander le renvoi de l'affaire devant le tribunal du Brabant.

.../...

(1) Cfr. la loi du 28 juin 1932, article 6, § 4, modifié par la loi du 8 novembre 1962.

Les particuliers résidant dans une des communes d'Espierres, d'Helchin, de Messines, de Renaix, de Fouron-le-Comte, de Fouron-Saint-Martin, de Fouron-Saint-Pierre, de Herstappe, de Mouland, de Remersdaal et de Teuven (1) peuvent, par une requête formulée en langue française, porter devant le tribunal du Brabant les recours qui, suivant le cas, seraient de la compétence du tribunal de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale ou du Limbourg en vertu des articles 11 et 14. S'ils sont attraits devant un de ces tribunaux, ils peuvent demander le renvoi de l'affaire au tribunal du Brabant.

Les demandes prévues aux alinéas 1er et 2 doivent, à peine de déchéance, être formulées dans la requête introductive d'instance devant le tribunal du Brabant ou dans le délai fixé pour le mémoire en réponse devant l'autre tribunal.

Le tribunal saisi de la demande de renvoi la fixe à l'audience et statue dans le mois sur cette demande. Il est procédé, pour le surplus, conformément aux articles 16, alinéas 2 et 3, 17 et 18, alinéa 1er.

CHAPITRE V. - LE DECLINATOIRE DE COMPETENCE.

Article 16.-

Si une partie, dans le délai fixé pour répondre au recours, ou l'auditeur administratif provincial, en tout état de cause, décline la compétence du tribunal, celui-ci fixe l'affaire à l'audience dans le mois et statue sur sa compétence.

.../...

- -

(1) Cfr. la loi du 28 juin 1932, article 6, § 4, modifié par la loi du 8 novembre 1962.

Le tribunal qui se déclare incompétent pour le motif que l'affaire relève d'une autre juridiction administrative renvoie l'affaire à la juridiction compétente.

Tout jugement sur la compétence est réputé contradictoire.

Article 17.-

L'appel au Conseil d'Etat contre le jugement sur la compétence est formé par l'auditeur administratif provincial ou par les parties dans les huit jours de la notification.

L'acte d'appel est, à peine de déchéance, déposé au greffe du tribunal contre récépissé daté ou adressé au greffier du tribunal sous pli recommandé à la poste.

Le greffier du tribunal transmet immédiatement l'acte d'appel avec le dossier au greffier du Conseil d'Etat.

Article 18.-

Si appel n'est pas interjeté du jugement de renvoi, le greffier transmet une expédition du jugement et le dossier au greffier de la juridiction de renvoi.

La juridiction de renvoi fixe l'affaire à l'audience dans le mois et statue sur sa compétence. Toutefois, elle peut joindre l'incident au fond.

.../...

Article 19.-

Si la juridiction de renvoi se déclare à son tour incompétente, la compétence est réglée par le Conseil d'Etat à la requête de la partie la plus diligente ou de l'auditeur administratif provincial.

TITRE II. - L'ORGANISATION.

CHAPITRE Ier. - LES FONCTIONS.

Section 1ère - Dispositions générales.

Article 20.-

Chaque tribunal administratif provincial est composé d'un président, d'un ou de plusieurs vice-présidents et de juges dont le nombre est fixé au tableau annexé à la présente loi.

Article 21.-

Il y a auprès de chaque tribunal administratif un auditorat composé comme suit :

a) un auditeur provincial,

b) des premiers substituts dans la proportion de un pour deux substituts,

c) au moins deux substituts de l'auditeur provincial.

Article 22.-

Le greffe du tribunal administratif comprend un greffier et des greffiers adjoints.

.../...

icle 2, néa 5, xième ase)

Article 23.-

Les membres du tribunal administratif et de l'auditorat prêtent, entre les mains du premier président du Conseil d'Etat, en personne ou par écrit, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Les membres du greffe et les employés prêtent ce serment entre les mains du président du tribunal administratif.

A peine de déchéance, et hormis le cas de force majeure, la prestation de serment doit avoir lieu dans le mois de l'élection ou de la notification de la nomination.

icle 2, néa 3)

Article 24.-

Les dispositions du chapitre III du titre IV du livre II du Code d'instruction criminelle relatives aux crimes et aux délits commis par les membres des Cours, ainsi que l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 sont applicables aux membres du tribunal administratif et de l'auditorat.

Article 25.- (nouveau)

Le Roi établit le règlement particulier de chaque tribunal, l'assemblée générale du tribunal administratif entendue.

Les arrêtés royaux à prendre en vertu de l'alinéa 1er sont soumis à l'avis de l'assemblée générale du Conseil d'Etat.

.../...

Section 2. Des membres du tribunal administratif.

(article 2, alinéa 1er, première phrase partim)

Article 26.-

Les membres du tribunal administratif sont nommés à vie.

(article 2, alinéa 1er, première phrase partim, et alinéa 5, première phrase)

Article 27.-

Les juges sont nommés par le Roi.

Le président et les vice-présidents sont élus par les membres du tribunal.

(article 2, alinéa 1er, deuxième phrase)

Article 28.-

Nul ne peut être nommé juge s'il n'est âgé de 32 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit et s'il n'a, pendant cinq ans au moins, suivi le barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires ou enseigné le droit dans l'enseignement supérieur.

Article 29.-

Les juges sont nommés sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury.

Le Roi peut, toutefois, nommer les juges sur une liste de trois candidats présentés par le Conseil d'Etat. Pourront être portés sur cette liste les membres des auditorats près les tribunaux administratifs et les docteurs en droit comptant au moins cinq années de fonctions effectives au Conseil d'Etat.

.../..

Article 30.-

Les juges ne peuvent être déplacés que de leur consentement.

(article 2, alinéa 2)

Article 31.-

Tout membre du tribunal qui a manqué à la dignité de ses fonctions ou aux devoirs de son état peut être déclaré déchu ou suspendu de ses fonctions par arrêt rendu en assemblée générale par le Conseil d'Etat, sur réquisitoire de l'auditeur général.

Article 32.-

Le traitement du président est égal à celui du conseiller d'Etat.

Le traitement des vice-présidents est égal à ... dixièmes de celui du président.

Le traitement des juges est égal à celui des auditeurs au Conseil d'Etat.

Les années de fonctions effectives en qualité de docteur en droit au Conseil d'Etat ou dans les tribunaux administratifs sont prises en considération pour fixer l'ancienneté des membres des tribunaux administratifs.

Les articles 4 et 5 de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat sont applicables aux membres des tribunaux administratifs.

.../...

(article 3, alinéa 3)

Article 33.-

Les membres des tribunaux administratifs sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-dix ans.

La loi du 25 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats leur est applicable. Les fonctions attribuées par cette loi aux cours et à leurs présidents, d'une part, et au ministère public, d'autre part, sont exercées respectivement par le Conseil d'Etat, par le premier président et par l'auditeur général.

Article 34.-

L'article 258 du Code pénal relatif au déni de justice est applicable aux membres des tribunaux administratifs.

Article 35.-

Les principes qui régissent la récusation des juges et conseillers de l'ordre judiciaire sont applicables aux membres des tribunaux administratifs.

(article 2, alinéa 4 partim)

Article 36.-

Le régime des incompatibilités de fonctions et des cumuls des membres du Conseil d'Etat, ainsi que l'article 55 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat sont applicables aux membres des tribunaux administratifs.

.../...

Section 3 (nouvelle) - De l'auditorat.

Article 37.-

Les membres de l'auditorat participent à l'instruction des affaires. Ils peuvent être chargés des enquêtes décidées par le tribunal administratif. Ils donnent, au tribunal, leur avis en audience publique à la fin des débats.

Article 38.-

L'auditeur provincial dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux.

Il exerce, en se conformant aux instructions de l'auditeur général près le Conseil d'Etat ou même d'office, les recours prévus par la loi contre tous jugements rendus par le tribunal administratif en contravention à la loi.

Article 39.-

L'auditeur provincial est nommé par le Roi parmi les premiers substituts près les tribunaux administratifs ou parmi les membres de l'auditorat ou du bureau de coordination du Conseil d'Etat qui ont au moins dix ans de fonction en ces qualités.

Article 40.-

Les premiers substituts sont nommés par le Roi parmi les substituts des auditeurs provinciaux ou parmi les substituts de l'auditeur général et les membres du bureau de coordination du Conseil d'Etat, sur une double liste de trois candidats présentée, d'une part, par le Conseil d'Etat et, d'autre part, par l'auditeur général près le Conseil d'Etat.

.../...

Article 41.-

Nul ne peut être nommé substitut s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Article 42.-

Les substituts de l'auditeur provincial sont nommés sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury. Ils peuvent également être nommés parmi les docteurs en droit ayant exercé cinq ans de fonction en cette qualité au Conseil d'Etat ou près les tribunaux administratifs.

Article 43.-

Les membres de l'auditorat sont rappelés à l'ordre par l'auditeur général près le Conseil d'Etat.

Ils sont suspendus et révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat et l'auditeur général entendus.

La procédure disciplinaire est fixée par un arrêté royal pris conformément à l'article 25,alinéa 2.

Article 44.-

Le traitement de l'auditeur provincial est égal à celui de l'auditeur général adjoint près le Conseil d'Etat.

Le traitement des premiers substituts et des substituts est égal à ... dixièmes du traitement des auditeurs et des substituts de l'auditeur général près le Conseil d'Etat.

.../...

L'article 32, alinéas 4 et 5, est applicable aux membres de l'auditorat.

Article 45.-

Les membres de l'auditorat sont soumis au même régime d'incompatibilités, de cumuls, de mise à la retraite et de pensions que les membres de l'auditorat du Conseil d'Etat.

L'article 3, alinéas 6 et 7, de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat leur est applicable (1).

Section 4 (développement de l'article 2, dernier alinéa, de la proposition).

Du greffe.

Article 46.-

Le greffier est nommé par le Roi parmi les greffiers adjoints des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat, le Conseil d'Etat et l'auditeur général entendus.

Article 47.-

Les articles 41 et 42 sont applicables à la nomination des greffiers adjoints.

Article 48.-

L'article 43 est applicable à la discipline du greffier et des greffiers adjoints.

../..

(1) Disposition à omettre en cas de vote du projet de loi portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.

Article 49.-

Le traitement du greffier et celui des greffiers adjoints est égal à ... dixièmes du traitement du greffier et des greffiers adjoints du Conseil d'Etat.

L'article 32, alinéas 4 et 5, est applicable au greffier et aux greffiers adjoints.

Article 50.-

Le greffier et les greffiers adjoints sont soumis au même régime d'incompatibilités, de cumuls, de mise à la retraite et de pensions que le greffier et les greffiers adjoints du Conseil d'Etat.

L'article 3, alinéas 6 et 7, de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat leur est applicable(1).

Section 5 - Du rang et de la préséance.

(article 1er, alinéa 2)

Article 51.-

Le Roi prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les membres du tribunal administratif, de l'auditorat et du greffe.

Il règle la préséance et les honneurs.

L'article 25, alinéa 2, est applicable aux arrêtés royaux à prendre en vertu du présent article.

.../...

(1) Voir la note sous l'article 43.

Section 6 - Du personnel administratif.

Article 52.-

Le Roi fixe le statut du personnel administratif en s'inspirant du statut des agents de l'Etat et des nécessités du fonctionnement des tribunaux administratifs provinciaux.

Article 53.-

Le Roi détermine les cas dans lesquels les agents du Gouvernement provincial peuvent être mis à la disposition des magistrats instructeurs du tribunal administratif.

Section 7 - Du régime linguistique
(article 5, alinéas 1er et 2,de la proposition).

Article 54.-

Les titulaires d'une fonction dans les tribunaux administratifs d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et du Limbourg doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi l'examen de docteur en droit en langue néerlandaise.

Les titulaires d'une fonction dans les tribunaux administratifs du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi l'examen de docteur en droit en langue française.

Article 55.-

(réservé pour le régime linguistique du tribunal du Brabant).

.../...

Article 56.-

Dans les tribunaux administratifs de Liège et du Luxembourg, un membre du tribunal, un membre de l'auditorat et un membre du greffe au moins doivent justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande.

Article 57.-

La justification de la connaissance d'une deuxième langue se fait de la même manière que pour les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

CHAPITRE II. - LES CHAMBRES.

Article 58.-

Le nombre des chambres de chaque tribunal administratif est fixé par le règlement particulier de ce tribunal.

Article 59.-

Au tribunal du Brabant, il y a au moins une chambre de langue française, une chambre de langue néerlandaise et une chambre bilingue.

Article 60.-

Chaque année, le président répartit le service des chambres entre les membres du tribunal administratif.

Il désigne, pour chaque chambre, deux membres suppléants.

.../...

Article 61.-

Les chambres siègent au nombre de trois membres.

Toutefois, lorsque le nombre des affaires le requiert, le président peut constituer une ou plusieurs chambres provisoires à juge unique, pour le jugement des contestations prévues aux articles ...

CHAPITRE III. - L'ASSEMBLEE GENERALE.

Article 62.-

L'assemblée générale se compose des membres du tribunal administratif.

L'auditeur provincial est convoqué à toutes les assemblées générales. Il y est entendu chaque fois qu'il le demande.

Article 63.-

Le Roi détermine, par un arrêté pris conformément à l'article 25, alinéa 2, les affaires qui doivent être jugées par l'assemblée générale du tribunal administratif.

Il fixe le nombre minimum des membres de cette assemblée.

TITRE III. - DE LA PROCEDURE.

(article 4, alinéa 1er, et article 5, alinéa 2 de la première proposition)

Article 64.-

Sans préjudice des dispositions légales particulières relatives à la compétence et aux modes de preuve, le Roi détermine, par arrêté pris conformément à l'article 25, alinéa 1er, la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs, en consacrant les droits de la défense dans le respect des principes généraux du droit. Il arrête la formule exécutoire des jugements.

.../...

(article 4, alinéa 4)

Article 65.-

Le tribunal administratif correspond directement avec les autorités administratives; celles-ci doivent lui soumettre les dossiers administratifs des affaires et lui communiquer tous documents et renseignements demandés.

(article 2 de la première proposition)

Article 66.-

Les témoins entendus à l'audience prêtent le serment suivant : "Je jure de dire la vérité, ainsi m'aide Dieu".

Article 67 (nouveau = article 16 nouveau de la loi du 23 décembre 1946, tel qu'il est proposé dans le document du Sénat, session 1962-1963, n° 128).

Toute personne citée pour être entendue en témoignage par le tribunal administratif sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation. Le refus de comparaître, de prêter serment ou de déposer sera puni d'une amende de vingt-six à cent francs.

Procès-verbal relatif à la non-comparution ou au refus de témoigner sous serment sera dressé et transmis au procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le témoin devait être entendu.

Les dispositions du Code pénal relatives au faux témoignage en matière civile ainsi qu'à la subornation de témoins sont applicables aux enquêtes prescrites par les tribunaux administratifs.

Article 68 (nouveau).

Les experts commis par les tribunaux administratifs prêtent serment comme les experts commis par le Conseil d'Etat.

.../...

(article 4, alinéa 2)

Article 69.-

Les audiences des tribunaux administratifs sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre public et les moeurs; dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

(article 4, alinéa 3, et article 3 de la première proposition)

Article 70.-

Les jugements sont motivés.

Ils sont prononcés en audience publique.

Ils sont notifiés aux parties par les soins du greffier.

(article 4 de la première proposition)

Article 71.-

Le tribunal administratif saisi par renvoi du Conseil d'Etat après annulation se conforme au point de droit jugé par le Conseil d'Etat.

(article 5, alinéa 3 partim)

Article 72.-

Devant les tribunaux administratifs d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et du Limbourg, la procédure est faite en néerlandais.

(article 5, alinéa 3 partim)

Article 73.-

Devant les tribunaux administratifs du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur, la procédure est faite en français.

.../...

(article 5, alinéa 4)

Article 74.-

Les dispositions réglant l'emploi des langues devant la section d'administration du Conseil d'Etat sont applicables à l'emploi des langues devant le tribunal administratif du Brabant.

La chambre bilingue connaît, en outre, des affaires prévues à l'article 15.

Les jugements des chambres françaises sont rédigés et prononcés en français; les jugements des chambres néerlandaises sont rédigés et prononcés en néerlandais.

Article 75.-

Les règles relatives à l'emploi des langues par les parties qui comparaissent devant la section d'administration du Conseil d'Etat sont applicables aux parties qui comparaissent devant les tribunaux administratifs.

Article 76.-

Si, dans les cas prévus à l'article 13, une des autorités intéressées utilise la langue néerlandaise, le juge unilingue le moins ancien de la chambre saisie est remplacé par un juge du tribunal du Brabant qui justifie de la connaissance de la langue néerlandaise par son diplôme de docteur en droit, ainsi que de la connaissance de la langue française.

Ce juge est désigné par le premier président du Conseil d'Etat.

.../...

La désignation est faite pour un an et est renouvelable. Le juge dont le mandat n'est pas renouvelé achève les affaires instruites aux audiences auxquelles il a assisté.

En cas de besoin, des membres de l'auditorat et du greffe du tribunal administratif du Brabant justifiant de la connaissance des deux langues nationales sont désignés respectivement par l'auditeur général près le Conseil d'Etat et par le premier président du Conseil d'Etat pour l'examen des affaires prévues à l'alinéa 1er.

TITRE IV. - DISPOSITIONS DIVERSES (1).

Modifications à la loi provinciale.

Article 77.-

Les quatre derniers alinéas ajoutés à l'article 104 de la loi provinciale par l'article 4 de la loi du 30 décembre 1887, sont abrogés (2).

Modifications à la loi communale.

Article 78.-

L'article 77, 2°, de la loi communale est abrogé.

.../...

(1) L'ordre suivi est l'ordre chronologique des lois modifiées.

(2) Cette abrogation résulte de la suppression du pouvoir de la députation permanente en matière de validation des élections.

Article 79.-

L'article 132 de la loi communale, modifié par l'article 93 de la loi du 14 février 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 132. Lorsqu'une des dépenses obligatoires intéresse plusieurs communes, elles y concourent toutes proportionnellement à l'intérêt qu'elles peuvent y avoir. En cas de refus ou de désaccord sur la proportion de cet intérêt et des charges à supporter, il est statué par le tribunal administratif, sauf appel au Conseil d'Etat".

Article 80.-

L'article 141, alinéa 2, de la loi communale, modifié par l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934, est complété par la disposition suivante :

"Toutefois les contestations relatives à la gestion des receveurs sont portées devant le tribunal administratif, qui statue sauf appel au Conseil d'Etat".

Article 81.-

A l'article 151 de la loi communale sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

"En cas de dissentiment entre les conseils communaux, il est statué par le tribunal administratif, sauf appel au Conseil d'Etat".

2° A l'alinéa 5, les mots "les tribunaux" sont remplacés par les mots "les tribunaux de l'ordre judiciaire".

.../...

Modifications à la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés.

Article 82.-

L'article 16 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16. S'il est fait opposition à la sortie, avant l'expiration du délai fixé par l'article 13, alinéa 2, il est statué par le tribunal administratif de la province du lieu de l'établissement, sauf appel au Conseil d'Etat".

Modifications au Code forestier.

Article 83.-

L'article 69, alinéa 2, du Code forestier est remplacé par la disposition suivante :

"En cas de réclamation, il est statué par le tribunal administratif, sauf appel au Conseil d'Etat".

Article 84.-

A l'article 97, alinéa 2, du même Code, les mots "sauf recours à la députation permanente du conseil provincial et au Roi" sont remplacés par les mots : "sauf réclamation au tribunal administratif et appel au Conseil d'Etat".

.../...

Modifications à la loi du 19 décembre 1864 relative aux fondations en faveur de l'enseignement public et au profit des boursiers.

Article 85.-

L'article 17 de la loi du 19 décembre 1864 relative aux fondations en faveur de l'enseignement public et au profit des boursiers est remplacé par la disposition suivante :

"Article 17. En cas de conflits entre les tiers intervenant et les administrateurs légaux, il est statué, sur le recours de la partie la plus diligente, par le tribunal administratif, sauf appel au Conseil d'Etat".

Article 86.-

L'article 29 de la même loi est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

"Toutefois, les contestations relatives à la gestion du receveur sont portées devant le tribunal administratif, qui statue sauf appel au Conseil d'Etat".

Article 87.-

L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 42. Les parties intéressées peuvent se pourvoir devant le tribunal administratif et, en appel, devant le Conseil d'Etat, contre les décisions des commissions provinciales, des bureaux des séminaires ou des collateurs qui leur portent préjudice".

.../...

Article 88.-

L'article 48 de la même loi est abrogé.

Modifications à la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

Article 89.-

L'article 9 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9.- En cas de réclamation soit de la part de l'évêque ou du gouverneur, soit de la part des administrations intéressées, il est statué par arrêté royal motivé.

Le recours doit être formé dans les trente jours de la date du renvoi des doubles".

Article 90.-

L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 12. Faute, par le trésorier ou son représentant, de présenter le compte à l'époque fixée, ou en cas de contestation, le compte est arrêté par le tribunal administratif, sauf appel au Conseil d'Etat (1).

Le recouvrement de toute somme due pour reliquat du compte est poursuivi par voie de la contrainte décernée par le nouveau trésorier, visée par le président du tribunal et munie de l'exécutoire du tribunal administratif".

.../...

(1) Le délai de trente jours n'a pas été repris, puisque l'intention est d'attribuer au Roi le pouvoir d'établir des délais uniformes.

Modifications à la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

Article 91.-

L'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, modifié par l'article 3 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et par l'article 14 de la loi du 27 juin 1956, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 33. Les différends en matière de domicile de secours et d'assistance publique sont décidés par le tribunal administratif, sauf appel au Conseil d'Etat (1)".

Article 92.-

L'article 34 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 34.(2) Les frais des enquêtes ordonnées par le tribunal administratif ou par le Conseil d'Etat sont joints au principal".

Article 93.-

A l'article 35, alinéa 2, de la même loi, les mots "auprès de l'autorité compétente d'après les distinctions de l'article 33" sont remplacés par les mots "auprès du tribunal administratif".

..../..

(1) Il appartiendra au règlement de procédure de prévoir éventuellement la consultation des députations permanentes.

(2) On peut omettre la disposition selon laquelle "le Gouvernement règle la procédure à suivre pour les enquêtes, ainsi que le taux des indemnités à allouer aux témoins et aux experts". Le Roi aura, en effet, les mêmes pouvoirs en vertu de l'article 64 du texte proposé.

Article 94.-

A l'article 36 de la même loi, remplacé par la loi du 29 décembre 1926, les mots "de l'autorité compétente, suivant les distinctions de l'article 33" sont remplacés par les mots "du tribunal administratif".

Article 95.-

A l'article 38, alinéa 5, de la même loi, les mots "L'autorité compétente décidera en outre que" sont supprimés.

Modifications aux lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

Article 96.-

A l'article 49 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées le 15 septembre 1919, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots "devant la députation permanente de la province" sont remplacés par les mots "devant le tribunal administratif de la province, qui statuera, l'inspecteur général des mines entendu";

2° l'alinéa 4, inséré par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Un recours en annulation devant le Conseil d'Etat est ouvert (à l'inspecteur général des mines et à tout intéressé) contre le jugement du tribunal administratif".

.../...

Modifications à la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique.

Article 97.-

L'article 19 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19, § 1er. Les résolutions portant élection des membres des commissions communales ou intercommunales d'assistance publique et de leurs suppléants sont adressées en expédition au tribunal administratif et au gouverneur de la province.

L'expédition adressée au tribunal administratif est accompagnée de tous documents utiles, notamment des bulletins de vote et des documents établissant l'âge et la profession des élus ainsi que la durée des mandats qu'ils ont exercés au conseil communal et dans des établissements d'assistance.

§ 2. Les réclamations contre l'élection sont formulées par le gouverneur de la province ou par tout intéressé, dans les formes et délais prescrits par l'article 74 de la loi électorale communale.

§ 3. Même en l'absence de réclamation, le tribunal administratif statue sur la validité de l'élection et sur les pouvoirs des membres élus, titulaires ou suppléants.

§ 4. Le tribunal doit statuer dans les trente jours de la réception du dossier de l'élection. Ce délai est porté à soixante jours en cas de réclamation.

.../...

Le tribunal peut, par jugement motivé, proroger le délai une seule fois et pour trente jours au plus.

Si aucun jugement n'est intervenu dans le délai, le greffier dresse un procès-verbal constatant la validation de l'élection et des pouvoirs des élus, sauf l'appel au Conseil d'Etat.

§ 5. Le jugement du tribunal, ou le procès-verbal prévu au § 4, alinéa 3, est notifié au gouverneur, au conseil communal et aux réclamants, ainsi qu'aux élus titulaires et suppléants dont les pouvoirs sont invalidés et aux suppléants dont l'ordre de proclamation est modifié.

§ 6.L'appel au Conseil d'Etat est ouvert, dans les quinze jours de la notification :

1° à ceux qui ont réclamé devant le tribunal, en cas d'expiration du délai prévu au § 4 ou lorsque le jugement entérine la résolution du conseil communal sans y apporter de modification;

2° au gouverneur, à la commune, ainsi qu'aux personnes à qui le jugement doit être notifié, dans les autres cas.

L'arrêt est suspensif".

Article 98.-

L'article 20, alinéa 2, de la même loi, modifié par l'article 5 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"La déchéance est constatée par le tribunal administratif, à la demande du collège des bourgmestre et échevins ou de la députation permanente du conseil provincial suivant qu'il s'agit d'un membre d'une commission communale ou d'un membre d'une commission intercommunale, ou à la demande de tout intéressé.

Le jugement est notifié au collège des bourgmestre et échevins ou à la députation permanente, au membre dont la déchéance a été demandée et aux réclamants.

L'appel au Conseil d'Etat est ouvert, dans les quinze jours de la notification, aux autorités et personnes à qui le jugement doit être notifié.

L'appel est suspensif".

Article 99.-

L'article 22 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 22. Les membres des commissions d'assistance peuvent, en cas de négligence grave et d'inconduite notoire, être révoqués par le tribunal administratif à la demande de la commission ou du conseil communal.

L'intéressé et la commission d'assistance sont préalablement entendus.

Le jugement est notifié au membre de la commission d'assistance publique, à cette commission et au conseil communal intéressés.

L'appel au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les quinze jours de la notification.

Le tribunal administratif peut déclarer son jugement exécutoire nonobstant l'appel".

.../...

Article 100.-

L'article 61 de la même loi, modifié par la loi du 14 février 1961, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

"Toutefois les contestations relatives à la gestion des receveurs sont portées devant le tribunal administratif, qui statue sauf appel au Conseil d'Etat".

Article 101.-

L'article 88 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 88. Tout conflit au sujet de l'application de la présente loi entre les communes, entre celles-ci et les commissions d'assistance publique, entre ces dernières ou entre les députations permanentes est tranché par le tribunal administratif, sauf appel au Conseil d'Etat".

Modifications au Code électoral (lois coordonnées du 12 août 1928).

Article 102.-

A l'article 28, alinéa 2, du Code électoral, les mots "devant la Cour d'appel" sont remplacés par les mots "devant le tribunal administratif".

Article 103.-

L'intitulé du titre II, chapitre II, du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :"Des recours devant le tribunal administratif".

.../...

Article 104.-

Aux articles 46, 48, 52, 55, 57, 58 et 69 du Code électoral, les mots "la Cour d'appel" ou "la Cour", "de la Cour d'appel" ou "de la Cour", "à la Cour d'appel" sont remplacés respectivement par les mots "le tribunal" "du tribunal", "au tribunal".

Article 105.-

A l'article 54 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 6, les mots "au greffe de la Cour, laquelle" sont remplacés par les mots "au greffe du tribunal. Le tribunal";

2° à l'alinéa 7, les mots "de la Cour d'appel" et "de la Cour" sont remplacés par les mots "du tribunal administratif"; les mots "par la Cour" sont remplacés par les mots "par le tribunal"; les mots "de l'arrêt" sont remplacés par les mots "du jugement".

Article 106.-

A l'article 62 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° la première phrase de l'alinéa 1er est remplacée par la disposition suivante :

"Lorsque le tribunal administratif comprend plusieurs chambres, les causes sont, d'après l'ordre d'entrée, attribuées successivement à chacune des chambres";

2° aux alinéas 1er et 2, les mots "la section" sont remplacés par les mots "la chambre";

3° à l'alinéa 2, les mots "un conseiller" sont remplacés par les mots "un juge";

4° à l'alinéa 3, les mots "de la Cour" sont remplacés par les mots "du tribunal administratif".

.../...

Article 107.-

A l'article 63 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est abrogé;

2° à l'alinéa 3, les mots "La Cour" sont remplacés par les mots "le tribunal administratif";

3° les trois derniers alinéas sont remplacés par la disposition suivante :

"Le jugement est, dans tous les cas, réputé contradictoire".

Article 108.-

A l'article 64 du même Code, le mot "arrêts" est remplacé par le mot "jugements".

Article 109.-

L'article 65 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 65. Les jugements sont notifiés dans les trois jours du prononcé".

Article 110.-

A l'article 66 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "Si l'enquête a lieu devant la Cour" sont remplacés par les mots "Si le tribunal ordonne une enquête";

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° au dernier alinéa, les mots "dont la minute est transmise à la Cour" sont supprimés.

.../...

Article 111.-

Le titre II, chapitre III, du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

"Chapitre III. Du recours au Conseil d'Etat.

Article 71. Le recours en annulation devant le Conseil d'Etat est ouvert, dans les vingt jours de la notification, à l'auditeur administratif provincial et aux parties en cause contre les jugements qui statuent sur la compétence et contre ceux qui terminent le litige.

Article 72. Si celui qui a poursuivi l'action devant le tribunal administratif est décédé avant l'expiration du délai prévu à l'article 71, toute personne qui aurait eu le droit d'exercer le recours au tribunal a le droit d'exercer un recours au Conseil d'Etat.

Article 73. Le recours est, à peine de déchéance, déposé au greffe du tribunal administratif contre récépissé daté, ou adressé au greffier du tribunal sous pli recommandé à la poste.

Le greffier du tribunal transmet copie du recours aux parties adverses.

Article 74. Les parties qui ont reçu avis du recours disposent d'un délai de huit jours pour introduire un mémoire en réponse.

Elles peuvent à cet effet consulter le dossier qui, pendant ce délai, est mis à leur disposition sans déplacement au greffe du tribunal. Passé ce délai, le greffier du tribunal transmet le dossier au greffier du Conseil d'Etat.

.../...

Tout mémoire doit, à peine d'être rejeté des débats :

1° contenir le nom et l'adresse de la partie et porter la signature de la partie ou celle d'un avocat inscrit au tableau de l'Ordre;

2° être envoyé au tribunal administratif sous pli recommandé à la poste ou déposé au greffe de ce tribunal contre récépissé daté;

3° être accompagné de quatre copies certifiées conformes.

Le greffier du tribunal administratif transmet copie du mémoire en réponse au requérant.

Article 75. Il est procédé pour le surplus conformément aux lois et arrêtés qui règlent la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Toutefois, le rapport sur l'affaire doit être déposé toutes affaires cessantes.

L'ordonnance fixant l'affaire à l'audience ou la renvoyant à l'instruction doit intervenir dans les huit jours du dépôt du rapport.

L'ordonnance fixant l'affaire est notifiée, avec les rapports, aux parties .Elle contient fixation de l'affaire dans la quinzaine.

L'arrêt doit intervenir dans les quinze jours de la clôture des débats.

Article 76. Tout arrêt est réputé contradictoire.

Il n'est susceptible ni de tierce opposition, ni de revision.

Si une des parties vient à décéder avant la clôture des débats, l'instance peut être reprise sans délai par toute personne qui aurait eu le droit d'exercer le recours conformément à l'article 72".

.../...

Article 112.-

A l'article 82 du Code électoral, les mots "des Cours" sont remplacés par les mots "des tribunaux administratifs".

Article 113.-

L'article 83 du Code électoral est remplacé par la disposition suivante :

"Article 83. Le greffier du Conseil d'Etat informe les greffiers des tribunaux administratifs de l'admission ou du rejet des recours en annulation contre les jugements de leurs tribunaux.

Au plus tard le 23 avril, les greffiers des tribunaux administratifs transmettent aux commissaires d'arrondissement un état des jugements passés en force de chose jugée à défaut ou par rejet de recours en annulation, avec les indications nécessaires pour faire les changements ordonnés par les jugements.

Le commissaire d'arrondissement rectifie les listes électorales conformément à ces jugements et aux indications données. Il les fait mettre à exécution avant le 1er mai".

Article 114.-

A l'article 84 du Code électoral, les mots "Cours d'appel" sont remplacés par les mots "tribunaux administratifs"; le mot "arrêts" est remplacé par le mot "jugements"; et les mots "de pourvoi" sont remplacés par les mots "de recours en annulation".

.../...

Article 115.-

Les articles 59, 60, 61, 67, alinéa 3, 77, 78, 79, 80 et 81 du Code électoral sont abrogés.

Modifications à la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932.

Article 116.-

A l'article 60, alinéa 1er, de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, les mots "gouverneur de la province" sont remplacés par les mots "tribunal administratif de la province".

Article 117.-

A l'article 61 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "gouverneur de la province" sont remplacés par les mots "greffier du tribunal administratif";

2° à l'alinéa 2, les mots "la députation permanente du conseil provincial" sont remplacés par les mots "le tribunal administratif".

Article 118.- (1)

A l'article 73 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, les alinéas 1er à 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

.../...

(1) Le texte des articles 115 et suivants a été établi en tenant compte de l'hypothèse où le législateur maintiendrait au gouverneur les droits de recours que la loi lui confie actuellement.

"S'il y a contestation dans les cas prévus aux articles 71 et 72, il est statué par le tribunal administratif.

Le tribunal statue conformément à l'article 75, alinéa 2.

Le jugement est notifié au gouverneur de la province, au conseiller intéressé, au collège des bourgmestre et échevins et, le cas échéant, à ceux qui ont introduit une réclamation.

L'appel au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les huit jours de la notification".

Article 119.-

A l'article 74 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, les mots "au greffier du conseil provincial" et les mots "à la députation permanente" sont remplacés par les mots "au greffier du tribunal administratif" et "au tribunal administratif".

Article 120.-

A l'article 75 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "La députation permanente du conseil provincial" sont remplacés par les mots "Le tribunal administratif";

.../...

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante (1) :

"L'exposé de l'affaire, par un membre du tribunal administratif, et le prononcé du jugement ont lieu en audience publique. Le jugement doit être motivé et mentionner le nom du rapporteur, ainsi que ceux des membres présents. Le tout à peine de nullité".

Article 121.-

A l'article 76 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "la députation permanente est tenue" sont remplacés par les mots "le tribunal administratif est tenu";

2° à l'alinéa 3, les mots "la députation permanente peut, par décision motivée, rendue" sont remplacés par les mots "le tribunal administratif peut, par jugement motivé, rendu";

3° à l'alinéa 4, les mots "Si aucune décision n'est intervenue" sont remplacés par les mots "Si aucun jugement n'est intervenu";

4° à l'alinéa 5, les mots "la décision de la députation permanente est notifiée, par les soins du gouverneur," sont remplacés par les mots "le jugement du tribunal administratif est notifié au gouverneur,";

5° l'avant-dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : "Dans les huit jours de la notification, l'appel au Conseil d'Etat est ouvert aux personnes à qui le jugement doit être notifié";

6° le dernier alinéa est abrogé.

.../...

(1) Il n'a pas été touché à l'article 75, alinéa 2, dans la mesure où la loi impose des conditions de forme plus strictes que celles qui sont normalement requises des juridictions. Si le législateur entendait opérer cette abrogation, il devrait le disposer expressément.

Article 122.-

A l'article 77, alinéa 1er, de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, les mots "la décision de la députation permanente est immédiatement notifiée par les soins du gouverneur au conseil communal", sont remplacés par les mots "le jugement du tribunal administratif est immédiatement notifié au conseil communal".

Article 123.-

A l'article 80 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Le conseiller ou l'échevin qui conteste le fait de sa démission peut se pourvoir devant le tribunal administratif.

Le tribunal statue conformément à l'article 75, alinéa 2.

Le jugement est notifié au gouverneur, ainsi qu'au conseiller ou à l'échevin intéressé.

L'appel au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les huit jours de la notification".

Article 124.-

A l'article 81 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, les alinéas 3 à 6 sont remplacés par les dispositions suivantes :

.../...

"En cas de contestation sur le fait du désistement, il est statué par le tribunal administratif.

Le tribunal statue conformément à l'article 75, alinéa 2.

Le jugement est notifié au gouverneur et au candidat intéressé.

L'appel au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les huit jours de la notification".

Article 125.-

A l'article 82 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "à la députation permanente" sont remplacés par les mots "au tribunal administratif";

2° à l'alinéa 4, les mots "à la députation permanente, adresser une réclamation à ce collège" sont remplacés par les mots "au tribunal administratif, adresser une réclamation à ce tribunal";

3° les alinéas 5 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"La déchéance est constatée par le tribunal administratif dans les trente jours de la réception au greffe, soit de la notification prévue ci-dessus, soit d'une réclamation formulée par des tiers.

Le tribunal statue conformément à l'article 75, alinéa 2.

.../...

Le jugement est notifié au gouverneur, au conseiller intéressé, au collège des bourgmestre et échevins et, le cas échéant, à ceux qui ont introduit une réclamation.

L'appel au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les huit jours de la notification".

Article 126.-

A l'article 84 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"En cas de réclamation contre la décision du conseil ou contre le refus de celui-ci de procéder à l'installation du suppléant en qualité de conseiller communal, il est statué par le tribunal administratif dans les trente jours de la réception de la réclamation au greffe.

Le tribunal statue conformément à l'article 75, alinéa 2.

Le jugement est notifié au gouverneur, au conseiller suppléant intéressé et, le cas échéant, à ceux qui ont introduit une réclamation.

L'appel au Conseil d'Etat leur est ouvert dans les huit jours de la notification".

Article 127.-

L'article 84bis, inséré dans la même loi par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est abrogé.

.../...

Modifications à l'arrêté royal n° 62 du 16 novembre 1939 portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers.

Article 128.-

L'article 12, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 62 du 16 novembre 1939 portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers, confirmé par la loi du 16 juin 1947, est abrogé.

Article 129.-

Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

"L'appel des sentences prononcées par le Conseil d'enquête économique est porté devant le tribunal administratif du domicile de l'étranger si celui-ci réside en Belgique, ou de sa dernière adresse connue en Belgique. Dans les cas prévus aux articles 3 et 4, le tribunal compétent est celui du lieu où l'étranger déclare vouloir s'établir ou, à défaut d'une telle déclaration, le tribunal administratif du Brabant.

Le tribunal administratif peut, à la requête de l'appelant, décider qu'il sera sursis à l'exécution de la sentence.

Le tribunal administratif connaît des demandes en revision de ses jugements".

.../...

Modifications à la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

Article 130 (1).

L'article 8 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat est abrogé.

Article 131.-

L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. La section d'administration statue par voie d'arrêts sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formés :

1° contre les actes et règlements des autorités administratives dont la compétence s'étend au-delà d'une province, sauf dans les cas prévus à l'article 9, 2° et 3°, de la loi créant des tribunaux administratifs provinciaux;

2° contre les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux administratifs provinciaux et contre les autres décisions contentieuses administratives de dernier ressort".

.../...

(1) Voir la note sous l'article 5.

Article 132.-

A l'article 10 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° sur les appels formés contre les jugements prononcés en premier ressort par les tribunaux administratifs provinciaux";

2° le 3°, modifié par la loi du 27 juin 1956, et le 4° sont abrogés.

Modifications à la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés.

Article 133.-

L'intitulé de la section 1ère du chapitre V de la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés et l'article 34 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Section 1ère - Les tribunaux administratifs.

Article 34. Le tribunal administratif statue sur les appels formés contre les décisions relatives aux demandes introduites auprès des administrations communales de la province, sans préjudice aux dispositions de l'article 39.

Si la demande a été introduite auprès des autorités diplomatiques ou consulaires à l'étranger, l'appel est porté devant le tribunal administratif du Brabant".

.../...

Article 134.-

Les articles 35 à 38 de la même loi sont abrogés (1).

Modifications à la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix.

Article 135.-

Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix :

.../...

(1) Ces articles contiennent, quant à la procédure, les règles spéciales suivantes, dont la matière paraît pouvoir être attribuée au pouvoir réglementaire du Roi, dans le but d'uniformiser les procédures administratives :
- La commission statue sur pièces ... Elle peut toutefois ordonner la comparution des parties (article 36, alinéa 2).
- En cas de doute, elle peut procéder à une enquête (article 36, alinéa 3).
- Récusation des membres parents ou alliés du demandeur jusqu'au troisième degré inclusivement.
- Délai d'appel de trente jours (article 37).

S'il apparaissait opportun de reprendre l'une ou l'autre de ces dispositions, il suffirait d'en faire l'objet d'articles 35, 36, ... etc.

"Article 4bis. Par dérogation à l'article 45, § 4, alinéa 2, des lois relatives aux pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, l'appel des décisions des commissions de première instance rendues en application de la présente loi est porté devant le tribunal administratif de la province où est établi le siège de la commission de première instance.

ou (1)

Article 4bis. Pour l'instruction et le jugement des demandes de pension introduites sur base des articles 1er et 4, les attributions conférées respectivement à la commission de première instance et à la commission d'appel par l'article 45 des lois relatives aux pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, sont exercées respectivement par le tribunal administratif du domicile du demandeur et par le Conseil d'Etat".

.../...

- -

(1) Variante pour le cas où le législateur retiendrait la compétence de premier ressort du tribunal administratif et la compétence d'appel du Conseil d'Etat.

Modifications à la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance.

Article 136.-

L'article 9 de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. Le tribunal administratif du lieu où l'assistance est devenue nécessaire connaît des appels formés contre les décisions prises par le Ministre".

Article 137.-

L'article 10 de la même loi est abrogé.

Modifications à la loi du 24 décembre 1958 permettant d'instituer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

Article 138.-

L'article 11, § 3, de la loi du 24 décembre 1958 permettant d'instituer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Appel peut être interjeté au tribunal administratif de la province, soit par l'intéressé, soit par le Ministre.

Si le tribunal constate que le demandeur satisfait aux conditions requises, son jugement tient lieu d'attestation".

.../...

Article 139.-

L'article 12, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 12. Il est institué un conseil d'établissement qui a pour mission de donner les avis prévus aux articles 9 et 10".

Article 140.-

L'article 13 de la même loi est abrogé.

Article 141.-

A l'article 14 de la même loi, les mots "ou 13" sont supprimés.

Modifications aux lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées le 3 février 1961.

Article 142.-

L'article 14 des lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées le 3 février 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 14. Le demandeur en allocation peut interjeter appel de la décision du Ministre auprès du tribunal administratif de la province de son domicile (1).

.../...

(1) Les dispositions relatives au délai (40 jours), à l'autorisation de se faire assister d'une tierce personne et à la sauvegarde des droits de la défense ne sont pas reprises; elles relèveront du pouvoir réglementaire du Roi.

Pour le jugement des affaires qui lui sont attribuées par la présente loi, le tribunal administratif peut s'adjoindre, à titre consultatif, un membre représentant des estropiés et un membre docteur en médecine , désignés par le président à tour de rôle sur deux listes de trois membres nommés pour un an par le Roi. Le tribunal doit se compléter de la même manière si une partie le demande dans les deux jours de la réception de la convocation à l'audience , ou si le litige porte sur une question d'ordre médical (1)".

Modifications aux lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Article 143.-

A l'article 28, § 4, des lois sur la milice, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1962, les mots "conseil supérieur de milice" sont remplacés par les mots "tribunal administratif de la province".

Article 144.-

L'intitulé de la section III du chapitre V des mêmes lois coordonnées est remplacé par l'intitulé suivant :

"Section III.Du tribunal administratif".

.../...

(1) Disposition facultative (voir observation dans l'avis au sujet de l'article 6 , § 3, 16°).

Article 145.-

L'article 30 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 30. Le tribunal administratif connaît de l'appel des décisions rendues par le conseil de milice de la province".

Article 146.-

A l'article 32, 4°, et à l'article 34 des mêmes lois coordonnées, les mots "au Ministre de l'Intérieur" sont remplacés par les mots "au tribunal administratif".

Article 147.-

L'article 36 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36. Les membres du tribunal administratif ne peuvent siéger s'ils sont parents ou alliés du milicien jusqu'au quatrième degré inclusivement".

Article 148.-

A l'article 37 des mêmes lois coordonnées, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, les mots "Le conseil supérieur de milice" et, au § 2, les mots "Le conseil" sont remplacés par les mots "Le tribunal";

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. Les jugements du tribunal sont notifiés dans les huit jours au gouverneur de la province, au milicien et à celui qui a introduit la demande conformément à l'article 21.

Dans tous les cas, le jugement est réputé contradictoire".

.../...

Article 149.- (1)

Une section 3bis, rédigée comme suit, est insérée dans le chapitre V des mêmes lois coordonnées :

"Section 3bis. Du recours au Conseil d'Etat.

Article 37bis. Le recours au Conseil d'Etat, en annulation des jugements des tribunaux administratifs, est ouvert au Ministre de l'Intérieur et au milicien.

Article 37ter. Le recours du Ministre doit être formé dans les trois mois du prononcé du jugement.

Le recours du milicien doit être formé dans les quinze jours de la réception de la notification du jugement

Article 37quater. Dès la réception du dossier, le Conseil d'Etat statue toutes affaires cessantes.

Article 37quinquies. La notification de l'arrêt au milicien se fait à l'intervention du gouverneur de la province".

.../...

(1) Textes établis pour l'hypothèse où la proposition n'est pas jointe à la proposition relative à la réforme du contentieux administratif. Si cette jonction était opérée, il suffirait à l'article 50 proposé pour les lois coordonnées par l'article 22 du texte établi par le Conseil d'Etat, de remplacer les mots "du conseil supérieur de milice" par les mots "du tribunal administratif".

Article 150 (1).

A l'article 50 des mêmes lois coordonnées, les mots "du conseil supérieur de milice et celles" et, à l'article 53, § 1er, les mots "suivant le cas, au conseil supérieur de milice composé d'autres membres ou" sont supprimés.

Article 151.-

A l'article 97, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées, les mots "le conseil supérieur de milice" sont remplacés par les mots "le tribunal administratif".

Article 152.-

A l'article 103 des mêmes lois coordonnées, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "autres que les juges des tribunaux administratifs" sont insérés entre les mots "aux membres des juridictions de milice" et les mots "et aux médecins civils";

2° à l'alinéa 2, les mots "le conseil supérieur de milice" sont remplacés par les mots "le tribunal administratif".

.../...

---

(1) Textes établis pour l'hypothèse où la proposition n'est pas jointe à la proposition relative à la réforme du contentieux administratif. Si cette jonction était opérée, il suffirait à l'article 50 proposé pour les lois coordonnées par l'article 22 du texte établi par le Conseil d'Etat, de remplacer les mots "du conseil supérieur de milice" par les mots "du tribunal administratif".

Article 153.-

Les articles 29 et 35 des mêmes lois sont abrogés.

Modifications à la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés.

Article 154.-

Au dernier alinéa de l'article 13 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, les mots "devant la commission d'appel instituée en application de l'article 26" sont remplacés par les mots "devant le tribunal administratif".

Article 155.-

L'article 26 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 26. Les contestations relatives aux décisions prises par le Fonds national de reclassement social des handicapés et concernant l'enregistrement ou l'octroi de prestations en espèces ou en nature sont portées devant le tribunal administratif de la province du domicile du demandeur, sauf appel au Conseil d'Etat".

Modifications à la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Article 156.-

L'article 52 de la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 52.- Les contestations relatives au paiement des cotisations et des rentes, ainsi qu'à l'octroi des prestations à charge de l'Office national, sont portées devant des commissions de réclamation régionales.

Le Roi règle la composition, la compétence territoriale et le fonctionnement des commissions régionales. L'arrêté royal prévoit notamment la procédure contradictoire et l'obligation pour les commissions de motiver leurs décisions (1).

L'appel des décisions des commissions régionales est porté devant le tribunal administratif de la province.

Le Roi détermine dans quels cas le recours introduit dans un autre régime de pension suspend les délais de recours fixés en exécution du présent article.

Article 52bis. Les décisions des commissions de réclamation en matière de paiement des cotisations et des rentes sont exécutoires par provision, nonobstant appel ou opposition (2)."

Article 157.-

L'article 54 de la même loi est abrogé.

.../...

---

(1) Cette deuxième phrase serait superflue en cas de vote de la proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif.

(2) On peut considérer cette disposition comme superflue. Elle se borne à rappeler le droit commun de l'appel et de l'opposition en matière contentieuse administrative.

TITRE V. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

(article 8)

Article 158.-

Les juridictions qui, au jour de l'entrée en vigueur du titre Ier de la présente loi, sont saisies de litiges dont la connaissance est attribuée aux tribunaux administratifs provinciaux, statuent conformément aux lois qui réglaient leur compétence.

Les recours contre les décisions rendues en application de l'alinéa 1er sont portés devant les juridictions compétentes en vertu de la présente loi.

Il en est de même des recours à former contre des décisions rendues avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

En cas d'annulation par le Conseil d'Etat d'une décision rendue par une juridiction dont la compétence est attribuée aux tribunaux administratifs, le Conseil d'Etat renvoie l'affaire à un tribunal administratif.

Les articles 16 à 19 sont applicables aux recours prévus aux alinéas 2 et 3 du présent article.

(article 9 partim)

Article 159.-

Le Roi procède à la première nomination des présidents des tribunaux administratifs parmi les candidats âgés de quarante ans accomplis, présentés au nombre de trois par tribunal, par l'assemblée générale du Conseil d'Etat.

.../...

Pour le tribunal du Brabant, cette liste comprend au moins un candidat qui justifie par son diplôme de la connaissance de la langue française et un candidat qui justifie par son diplôme de la connaissance de la langue néerlandaise.

Article 160.-

Lors des premières nominations, le Roi peut nommer cinq juges au tribunal administratif du Brabant et trois juges dans chaque autre tribunal administratif, parmi les candidats qui lui seront présentés par l'assemblée générale du Conseil d'Etat. L'article 28 est applicable à la nomination de ces juges.

Les juges du tribunal administratif du Brabant sont nommés de manière à pouvoir assurer, avec le président, le fonctionnement des trois chambres prévues à l'article 59.

Article 161.-

Lors des premières nominations, le Roi peut nommer l'auditeur provincial sur deux listes de trois candidats présentées l'une par le Conseil d'Etat, l'autre par l'auditeur général près le Conseil d'Etat. Ces candidats doivent remplir les conditions requises pour être nommés membres du Conseil d'Etat.

Article 162.-

Lors des premières nominations, le Roi peut nommer deux substituts auprès du tribunal administratif du Brabant et un substitut auprès de chacun des autres tribunaux administratifs. Chaque nomination est faite sur deux listes de trois candidats présentées, l'une par le Conseil d'Etat, l'autre par l'auditeur général près le Conseil d'Etat. Les candidats doivent remplir les conditions requises par l'article 41.

.../...

Article 163.-

Le Roi procède aux premières nominations des greffiers parmi les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe du Conseil d'Etat, ou parmi les docteurs en droit âgés de trente-cinq ans, le Conseil d'Etat et l'auditeur général près le Conseil d'Etat entendus.

Au tribunal administratif du Brabant, le Roi nomme un greffier adjoint qui justifie, par son diplôme, qu'il a passé l'examen de docteur en droit dans la langue nationale autre que celle du greffier. Ce greffier adjoint doit remplir les conditions prévues par l'article 41.

Aux tribunaux administratifs de Liège et du Luxembourg, si le greffier ne justifie pas de la connaissance de la langue allemande, le Roi nomme un greffier adjoint justifiant de la connaissance de cette langue, le Conseil d'Etat et l'auditeur général près le Conseil d'Etat entendus. Ce greffier adjoint doit remplir les conditions prévues à l'article 41.

Article 164.-

Le Roi fixe les dates d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het wetsvoorstel (gedr. st., Kamer, zitting 1963-1964, nr 652/1) dat de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt aan de afdeling wetgeving ter fine van advies heeft voorgelegd, bedoelt provinciale administratieve rechtbanken in te stellen.

Die rechtbanken zouden allerlei bevoegdheid krijgen. Hun zou onder meer de hele rechtsprekende bevoegdheid van de bestendige deputaties worden opgedragen alsook het berechten van de geschillen over wedden, pensioenen en andere uitkeringen in geld voor de onder een statuut staande "personeelsleden in de administratieve overheidsdiensten". Terzake van machtsoverschrijding zouden hun ter kennisneming staan de beroepen van diezelfde personeelsleden tegen hen betreffende individuele administratieve handelingen; de beroepen tegen handelingen van provinciale, gemeentelijke en aan deze ondergeschikte overheden, en de beroepen tegen handelingen van de overheden die daarop toezicht houden.

De Raad van State zou zijn bevoegdheid vrij ingrijpend gewijzigd zien : van de handelingen die vóór de administratieve rechtbanken kunnen komen, zou hij terzake van machtsoverschrijding niet langer direct, maar toch nog in hoger beroep kennis nemen. Meer in 't algemeen : de Raad van State zou in hoger beroep kennis nemen van enig vonnis van de administratieve rechtbanken. Men heeft hier dus met een belangrijke hervorming te maken.

.../...

Waar het werving met een vergelijkend examen onder toezicht van de Raad van State voorschrijft en dank zij benoeming voor het leven en emeritaat de onafhankelijkheid van de rechters waarborgt, bedoelt het wetsvoorstel de administratieve rechtbanken op een hoog kwaliteitspeil te stellen. Eigenaardig is wel, dat het geen orgaan als het auditoraat bij de Raad van State kent.

Over de procedure is het wetsvoorstel zeer kort. Het schrijft alleen openbaarheid van de terechtzittingen, motivering en openbaarmaking van de vonnissen voor.

Een aantal bepalingen uit het voorstel kunnen uiteenlopend worden geïnterpreteerd. Waar dat het geval is, meent de Raad van State de wetgever de oplossingen in overweging te mogen geven, die hem het meest lijken te stroken met de geest van onze instellingen en met het oogmerk van de indiener.

Het voorstel is hier van uit twee van zijn grondgedachten geïnterpreteerd. Eensdeels zullen de administratieve rechtbanken nooit in laatste aanleg vonnissen, want er zal beroep bij de Raad van State openstaan (artikel 4, laatste lid). Anderdeels "houdt het voorstel impliciet de opheffing in van al de wets- en reglementsbepalingen inzake rechtspleging vóór de administratieve rechtscolleges die door de nieuwe rechtbanken gaan vervangen worden" (toelichting, blz. 3).

.../...

Hetzelfde Kamerlid heeft bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers reeds een wetsvoorstel betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen ingediend, waarover de Raad van State uitvoerig heeft geadviseerd (gedr. st. Kamer, zitting 1962-1963, nrs 479-I en 479-2). In de toelichting bij het nieuwe voorstel verwijst hij naar het eerste : "Thans willen wij die voorgestelde hervorming aanvullen en voltooien". Voor de interpretatie van het tweede, is de Raad van State dan ook van het eerste voorstel uitgegaan.

Coördinatie van beide voorstellen ware gewenst. Gecoördineerd moeten trouwens ook worden de bepalingen die verspreid liggen in de vele, over rechtspleging inzake administratieve geschillen handelende wetten. De wet van 13 juni 1961 geeft de Koning overigens bevoegdheid om de wetten te coördineren en te codificeren.

Tegelijk met het tegenwoordige voorstel is bij de Raad van State een ontwerp van Gerechtelijk Wetboek aanhangig. De aandacht van de wetgever moge erop gevestigd worden, dat beide teksten op sommige punten uit elkaar lopen. Als het voorstel wet wordt, krijgen de provinciale administratieve rechtbanken voor sommige zaken een bevoegdheid die het ontwerp van Gerechtelijk Wetboek precies van de administratieve rechtscolleges naar rechtbanken van de rechterlijke orde wenst te doen gaan; dat is met name het geval voor geschillen in zake vergoedingspensioenen, uitkeringen aan gebrekkigen en verminkten en sociale herklassering van minder-validen.

.../...

Het is zaak van de wetgever beide systemen uit een oogpunt van opportuniteit tegen elkaar af te wegen.

\+

\+ \+

Voor zijn werkplan gaat het wetsvoorstel uit van de onvolkomenheden in de geldende procedure en wenst het die in de eerste plaats te verhelpen. Het zegt eerst door wie en hoe recht wordt gesproken, pas daarna waarover. Het lijkt verkieslijk vooraf de bevoegdheid van de nieuwe rechtbanken en dan, daarop afgestemd hun organisatie en de te volgen procedure aan te geven. In zijn voorgestelde tekst en in zijn advies gaat de Raad van State in die volgorde te werk.

Na het inleidend artikel, dat provinciale administratieve rechtbanken opricht, worden dus achtereenvolgens bestudeerd :

Bevoegdheid - Titel I.
Organisatie - Titel II.
Procedure - Titel III.

Opgemerkt zij bovendien, dat artikel 7 van het voorstel bepaalt :

"De Koning brengt de tekst van de vigerende wetten in overeenstemming met het bepaalde in deze wet.

Hij kan die wetten wijzigen om de voorafgaande en gemotiveerde beslissing als procedure in te voeren".

.../...

Om de terugslag van het voorstel op de geldende wetgeving af te meten, heeft de Raad van State moeten nagaan welke wijzigingen de goedkeuring van het voorstel noodzakelijk zou maken. Hij is daarbij tot de bevinding gekomen, dat sommige aanpassingen verder dreigen te gaan dan de bevoegdheid die artikel 7 van het voorstel de Koning bedoelt te geven. Om moeilijkheden te voorkomen en mede opdat de wetgever zelf over alle belangrijke vraagstukken kan beslissen, heeft de Raad van State voorgesteld, alle wijzigingen die niet als loutere procedurewijzigingen kunnen worden aangemerkt, in de wet op te nemen (titel IV).

In de voorgestelde tekst is getracht, alleen de zuivere procedurebepalingen te laten bestaan die van wege de materie noodzakelijk lijken : dit geldt onder meer voor de termijnen in verkiezingszaken. In sommige gevallen heeft de Raad van State bepalingen in overweging gegeven om de geldende procedure af te stemmen op de toestand die uit de oprichting van administratieve rechtbanken zal ontstaan. De wetgever zal die bepalingen moeten opnemen of weglaten, naar gelang ze hem dienstig of overbodig voorkomen : dat is bijvoorbeeld het geval met de bepalingen die de rechtbanken een speciale samenstelling geven voor het berechten van sommige zaken waarvoor de wet die samenstelling thans bepaalt hetzij naar de technische eisen van de materie (vergoedingspensioenen),hetzij mede met het oog op vertegenwoordiging van de betrokken belangen (gebrekkigen en verminkten). Recht spreken in de voorgestelde tekst echter alleen de leden van de administratieve rechtbanken, en dat zullen beroepsmagistraten zijn; technici of vertegenwoordigers van de betrokkenen treden maar adviserend op, zoals de wet reeds bepaalt

.../...

voor sommige betwistingen die vóór de rechtbanken van de rechterlijke orde komen (tuchtregeling advocaten, arbeidsongevallen).

Waar het voor bepaalde materies nuttig kan zijn speciale procedureregelen te behouden, wordt de aandacht van de wetgever daarop gevestigd (1).

Artikel 1.

Voorgesteld wordt, in dat artikel op te nemen wat in artikel 1, eerste lid, van het voorstel staat, en daar een tweede lid, over de zetel van iedere rechtbank, aan toe te voegen.

TITEL I. - BEVOEGDHEID.

Over de bevoegdheid handelt artikel 6 van het voorstel, dat de materiële bevoegdheid opsomt en voor sommige zaken een territoriale en persoonlijke bevoegdheid aangeeft. Het laatste lid van artikel 4 bepaalt bovendien in verband met de instantie dat "tegen de vonnissen binnen de door de Koning bepaalde termijnen hoger beroep bij de Raad van State openstaat". Die bepaling is van groot belang voor de interpretatie van artikel 6, § 3, dat de administratieve rechtbanken de bevoegdheid opdraagt die thans bij de gespecialiseerde rechtscolleges berust.

.../...

(1) Zoals in zijn advies over het wetsvoorstel betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen (blz. 2, noot 1) wijst de Raad van State de wetgever ook hier op het merkwaardig verslag, dat het Belgisch Instituut voor bestuurswetenschappen de Regering onlangs over de hervorming van de administratieve geschillenberechting in eerste aanleg heeft doen geworden.

Dat artikel 6 heeft vier paragrafen :

- § 1, over de bevoegdheidsgeschillen tussen sommige administratieve overheden;
- § 2, over het beroep wegens machtsoverschrijding;
- § 3, over de speciale, thans bij andere rechtscolleges berustende bevoegdheid;
- § 4, over betwistingen in verband met de subjectieve rechten van het personeel onder statuutregeling.

De Raad van State stelt voor, van het behandelde in artikel 6 een titel I te maken met verschillende hoofdstukken onderscheidenlijk over de bevoegdheidsgeschillen, over de toekenning van volle rechtsmacht en over het beroep wegens machtsoverschrijding. Onder een vierde hoofdstuk zouden dan een aantal regelen over de territoriale bevoegdheid komen, die aan verscheidene soorten van geschillen gemeen zijn.

De noodzaak, de geschillen vóór de administratieve rechtbanken met spoed te beslechten,noopt de Raad van State, voor excepties van onbevoegdheid een soort van versnelde berechting als methode aan te bevelen. Daaraan zou het hoofdstuk V zijn gewijd.

HOOFDSTUK I. - GESCHILLEN VAN BEVOEGDHEID.

Luidens artikel 6, § 1, van het voorstel "beslist de rechtbank bij wege van vonnissen over betwistingen betreffende de respectieve bevoegdheid van de provincie, de gemeente of openbare instelling".

.../...

Het voorstel herhaalt hiermee haast woordelijk hetgeen in artikel 8 van de wet van 23 december 1946 staat : "De afdeling administratie beslecht bij wijze van arresten de moeilijkheden betreffende de respectieve bevoegdheid van de provinciale en gemeentelijke overheden of van de openbare instellingen". De toelichting (blz. 3) wijst erop, dat de indiener artikel 8 van de wet van 23 december 1946 wel degelijk bedoelt op te heffen, aangezien de Raad van State hier appélrechter wordt.

Over de interpretatie van artikel 8 van de wet van 23 december 1946 zijn ernstige meningsverschillen gerezen (1). De Raad van State heeft in verband met dat artikel tot nog toe maar drie arresten uitgesproken (2). Men kan zich bovendien afvragen, of het wel raadzaam is hier met twee instanties te werken. De meeste op grond van artikel 8 van de wet van 23 december 1946 op te lossen geschillen van bevoegdheid betreffen handelingen die nog moeten worden verricht, en over het algemeen dus spoedberechting eisen. Bovendien valt te verwachten dat hij die geen voldoening heeft gekregen vóór de rechtbank, gelijk zal trachten te krijgen in hoger beroep. Dat zou de oplossing van het probleem nog meer komen vertragen.

.../...

(1) Zie, naast de onder noot 2 vermelde kanttekeningen bij arresten, M. SOMERHAUSEN en E. VAN HAESENDONCK, Le Conseil d'Etat, in de "Revue communale",1947, blz. 114-158; G. ROMBAUT, La compétence du Conseil d'Etat en matière de conflit d'attribution, in de "Recueil de jurisprudence du droit administratif et du Conseil d'Etat", 1954, blz. 81-88.

(2) Arresten Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden en Nationaal Werk voor oudstrijders, nr 1203, van 13 december 1951 (en de nota van M.-Th.BOURQUIN, in "Recueil de jurisprudence du droit administratif en du Conseil d'Etat", 1952, blz. 173-177), Gemeente Bismerée tegen gemeente Mettet, nr 3063, van 14 januari 1954 (en de nota in R.C. 1954, blz. 37-40; de nota G. ROMBAUT in J.T. 1954, blz. 150-152),en Gemeente Houdeng-Aimeries, nr 8160, van 20 oktober 1960 (Verzameling blz. 854).

Mocht de wetgever het niettemin gewenst achten de berechting van bevoegdheidsgeschillen te herzien, dan zou hij nog moeten uitmaken, of de mogelijkheid beslechting van zulke geschillen te vorderen niet dient open te staan voor al wie daar belang bij heeft, en niet alleen voor administratieve overheden (1).

Een ander probleem dat de grond van de zaak betreft, ware de verruiming van artikel 6, § 1, tot alle bevoegdheidsgeschillen tussen administratieve overheden, dus ook tot de geschillen tussen Rijks- en andere overheden. De wetgever van 1946 heeft de bevoegdheid van de Raad van State in dezen beperkt, niet omdat principiële bezwaren waren gemaakt, wél omdat hij maar een beperkt experiment wenste. Het bezwaar dat men op grond van 's Konings grondwettelijke bevoegdheid als hoofd van de uitvoerende macht tegen een procedure voor het berechten van bevoegdheidsgeschillen onder Rijksbesturen heeft aangevoerd, gaat niet op voor de berechting van zulke geschillen tussen besturen en overheden die daarvan geen deel uitmaken. De respectieve bevoegdheid van de centrale en van de gedecentraliseerde besturen is bij de wet geregeld. Er is dan ook niets tegen, dat de wet aangeeft hoe eventuele geschillen over haar toepassing worden beslecht.

\+
\+ \+

.../...

(1) In 1935 reeds vestigde H. VELGE daarop de aandacht : "... dans de nombreux cas, des particuliers ne peuvent obtenir satisfaction auprès des administrations parce qu'ils se trouvent devant des conflits négatifs de juridiction : de deux services dont l'un doit nécessairement être compétent pour examiner leur cas, ni l'un ni l'autre ne veut accepter cette compétence" (H. VELGE, Y a-t-il lieu de créer en Belgique une Cour du contentieux administratif ? blz. 138, Brussel 1935).

Uit een oogpunt van de vorm, is de tekst vatbaar voor verbetering waar het er om gaat de overheden te noemen wier bevoegdheid door de rechtbank kan worden geregeld. De wetgever van 1946 heeft bedoeld, artikel 8 toepassing te doen vinden op enige overheid die geen Rijksoverheid is. Hij heeft de publiekrechtelijke personen die niet het statuut van een openbare instelling hebben, stellig niet willen uitsluiten. De tekst ware dan ook nauwkeuriger als hij voorzieningen trof voor de "respectieve bevoegdheid van de administratieve overheden" of, als men de Rijksoverheden buiten de werkingssfeer van die bepaling wenst te houden, voor "de administratieve overheden die geen Rijksoverheden zijn".

Gaat de wetgever in op het voorstel, hier met twee instanties te werken, dan moet de territoriale bevoegdheid in hoofdzaak worden bepaald door het ambtsgebied van de overheden over wier respectieve bevoegdheid een geschil is gerezen. Voor een geschil tussen overheden van eenzelfde provincie moet de rechtbank van die provincie bevoegd zijn. Dat moet ook zó zijn, als het gaat om een geschil tussen een provinciale of gemeentelijke overheid en een overheid wier ambtsgebied verder dan de provincie reikt. Geschillen tussen overheden met verschillende taal zouden de rechtbank van Brabant ter kennisneming moeten staan. Daarom ook ware dat alles in het voorgestelde hoofdstuk IV te regelen.

.../...

HOOFDSTUK II. - VOLLE RECHTSMACHT.

Artikel 6, § 3, - het 19° buiten beschouwing gelaten - wil de bevoegdheid van de administratieve rechtscolleges die voor het berechten van bepaalde geschillen zijn ingesteld, naar de administratieve rechtbank doen gaan. Paragraaf 3, 19°, en paragraaf 4 bedoelen de administratieve rechtbank de berechting van sommige, thans tot de bevoegdheid van hoven en rechtbanken behorend geschillen op te dragen.

Uit het laatste lid van artikel 4 blijkt, dat van enig vonnis der administratieve rechtbanken bij de Raad van State in beroep kan worden gekomen. Het is in de Belgische rechterlijke organisatie inderdaad traditie, met twee over de zaak zelf oordelende instanties te werken.

Voor sommige in artikel 6, § 3, bedoelde zaken nu zijn er reeds twee zulke instanties. Voor een aantal daarvan kan het voorstel echter zó worden verstaan, dat het de bestaande instanties geheel door de administratieve rechtbank vervangt, zodat de Raad van State natuurlijkerwijs in hoger beroep zou optreden : dat is onder meer het geval voor geschillen over vergoedingspensioenen in vredestijd (§ 3, 17°). In andere zaken daarentegen, stelt het voorstel beroep bij de administratieve rechtbank open tegen een beslissing die reeds een rechterlijke uitspraak is, en zou de rechtbank dus als appélrechter fungeren : dat is het geval voor geschillen over kiezerslijsten (§ 3, 19°). Daar zou de administratieve rechtbank, en niet meer het Hof van beroep, kennis nemen van de

.../...

beroepen tegen de rechterlijke beslissingen van het college van burgemeester en schepenen. Hoger beroep bij de Raad van State tegen de uitspraak van de administratieve rechtbank zou hier dus tot een derde, over de zaak zelf oordelende instantie leiden.

Er lijkt dus wel een onderscheid te moeten worden gemaakt tussen de bevoegdheid die de administratieve rechtbank in hoogste aanleg uitoefent behoudens nietigverklaringsberoep bij de Raad van State, en de bevoegdheid die zij in eerste aanleg, behoudens hoger beroep bij die Raad, vervult. Ten aanzien van laatstbedoelde bevoegdheid moet de wetgever erop attent worden gemaakt, dat de Raad van State, in zijn huidige organisatie, voor tal van materies, vooral daar waar vele geschillen rijzen, niet bij machte is appélbevoegdheid uit te oefenen. Dat is onder meer het geval voor militiezaken en vergoedingspensioenen. Het verdient dan ook aanbeveling, ofwel het kader van de Raad van State te wijzigen of alleen daar hoger beroep bij hem open te stellen waar een andere oplossing niet goed denkbaar is, zoals bijvoorbeeld inzake gemeenteraadsverkiezingen(1).

Luidens artikel 6, § 3, 1° "doet de rechtbank bij wege van vonnissen uitspraak over het beroep in eerste aanleg als bedoeld in de titels V en VI van de gemeentekieswet" (G.K.W.). Hiermee worden bedoeld :

.../...

(1) De Raad van State kan niet vooruitlopen op de beslissing van de wetgever. Daarom ook heeft hij voor sommige materies teksten uitgewerkt die met beide mogelijkheden rekenen.

1° betwistingen inzake onverenigbaarheid (G.K.W., artikel 73);

2° bezwaar tegen de verkiezing (G.K.W., artikel 74);

3° betwistingen over het ontslag als gemeenteraadslid of schepen (G.K.W., artikel 80);

4° betwistingen over de verzaking van een verkozen, maar nog niet geïnstalleerde kandidaat (G.K.W., artikel 81);

5° betwistingen over de vervallenverklaring van gemeenteraadsleden wegens het niet meer vervullen van een verkiesbaarheidsvereiste (G.K.W., artikel 82);

6° betwistingen over de installatie van plaatsvervangende leden als een zetel vacant is (G.K.W., artikel 84).

Voor zulke betwistingen is thans de als rechtscollege optredende bestendige deputatie bevoegd. Deze oefent terzake van gemeenteraadsverkiezingen bovendien nog de volgende bevoegdheid uit :

1° wanneer het college van burgemeester en schepenen zich ervan onthoudt een nog niet geïnstalleerd verkozene of een fungerend gemeenteraadslid bij wie een grond van onverenigbaarheid voorhanden is, te nopen tot kiezen tussen zijn mandaat als gemeenteraadslid en het daarmee onverenigbaar ambt of de wedde of toelage van de gemeente, doet de bestendige deputatie dat in de plaats van het college (G.K.W., artikel 73, laatste lid);

2° ze beslist over de geldigheid van de verkiezingen en over de geloofsbrieven van de verkozenen (G.K.W., artikel 75, eerste lid).

.../...

Wanneer de bestendige deputatie zelf tot kiezen noopt, is zij geen rechtscollege maar een toeziende overheid, wier optreden in de plaats komt voor dat van een in gebreke blijvende gemeenteoverheid. Terecht dus geeft het voorstel die bevoegdheid niet aan de administratieve rechtbank.

Dat de bestendige deputatie bevoegd blijft om over de geldigheid van de verkiezingen en over de geloofsbrieven van de verkozenen te beslissen als daarover geen betwisting is gerezen, wordt door de indiener van het voorstel als volgt verantwoord : "Om de administratieve procedures te vereenvoudigen en nutteloos beroep in betwiste zaken zoveel mogelijk te voorkomen, stellen wij voor dat de voorafgaande en gemotiveerde administratieve handeling als algemene regel wordt toegepast telkens als het mogelijk is ... Om dezelfde redenen kan de bestendige deputatie de bevoegdheid behouden om de gemeenteraadsverkiezingen geldig te verklaren ... Ontstaat er betwisting, dan wordt die ter berechting voor de rechtbank gebracht". Die verantwoording lijkt ervan uit te gaan, dat de beslissing van de bestendige deputatie over de geldigheid van verkiezingen waartegen geen bezwaar is ingediend, een administratieve handeling, geen rechtsprekende beslissing oplevert.

Wel wordt algemeen aanvaard, dat alleen daar recht wordt gesproken waar betwistingen te beslechten vallen, en dat de rechter van een zaak normaal maar kennis kan nemen als daarover een hem voorgelegd geschil is gerezen. Toch is er geen bezwaar, dat de wetgever een rechter ambtshalve van sommige zaken kennis laat nemen. Een vaste, zowel door de rechtsspraak als door

.../...

de rechtsleer bekrachtigde traditie wil, dat geldigverklaring van verkiezingen ook dán als een rechterlijke beslissing wordt gezien als er over de verkiezingen generlei betwisting is. En dat geldt zowel voor beslissingen waarbij de Wetgevende Kamers de geloofsbrieven van hun verkozenen geldig verklaren als voor beslissingen van de bestendige deputatie over de geldigheid van gemeenteraadsverkiezingen. Een onderscheid naar gelang er al dan niet betwisting is, wordt in de gemeentekieswet, die de bestendige deputatie procedureregelen als voor rechtscolleges voorschrijft, niet gemaakt.

Het feit, dat de verkiezing geldigverklaring behoeft ook als er geen betwisting is, neemt niet weg, dat de beslissing van de onderzoekende overheid een beslissing in betwiste zaken is. Het betekent alleen, dat de betwisting louter impliciet gegeven kan zijn. De rechter in verkiezingszaken moet volgens de wet immers alle betwistingen onderzoeken die opgeworpen zouden kunnen worden, en zijn beslissing kan de rust, die uit de afwezigheid van werkelijk opgeworpen geschillen voortvloeit, komen verstoren. Het element betwiste zaak in zulke beslissingen is trouwens duidelijk te zien in de beslissing die weigert de vóór de rechter gebrachte situatie te bekrachtigen. Telkens als de Raad van State op grond van artikel 10, 1°, van de wet van 23 december 1946 in hoogste aanleg een beroep als bedoeld in de

.../...

titels V en VI van de gemeentekieswet te berechten krijgt, beschouwt hij de bestendige deputatie dan ook als een rechtscollege (1).

Als de opdracht van de bestendige deputatie inzake geldigverklaring van verkiezing bij ontstentenis van bezwaar dus zó wordt opgevat, dreigt de voorgestelde regeling tot verwikkelingen en vertraging te leiden, wat met het spoedeisend karakter van zulke zaken niet goed overeen te brengen is (2). Zodra de bestendige deputatie de beslissingen van een hoofdbureau vernietigt of wijzigt, geeft ze een beslissing waarvan in de huidige stand van de wetgeving bij de Raad van State in beroep kan

.../...

---

(1) Hij beschouwt haar nooit als tegenpartij en in geval van nietigverklaring verwijst hij de zaak ook nooit naar haar. Altijd doet hij hier uitspraak als appélrechter op eis tot wijziging (zie bijvoorbeeld het arrest gemeenteraadsverkiezingen Huissignies, nr 6856 van 12 februari 1959, Verzameling blz. 99-100).
De Raad van State beschouwt evenzo als met gezag van gewijsde bekleed de beslissingen van de provinciale directeur voor oorlogsschade aan private goederen over aanvragen om Rijksbijdragen (arresten Belgische Staat (Minister van Openbare Werken) tegen Bastien, nr 9138, van 25 januari 1962, Verzameling blz. 86-87,en Verwilt en Eestermans, nr 9971, van 2 april 1963, Verzameling blz. 313-314),en de beslissingen van de Minister van Binnenlandse Zaken over aanvragen om militievergoeding (arrest Belgische Staat (Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt) tegen Brutout, nr 10.216, van 17 oktober 1963, Verzameling, blz. 764-765).

(2) Zo spoedeisend zijn die zaken dat de Koning een spoedprocedure vóór de Raad van State heeft voorgeschreven (koninklijk besluit van 15 juli 1956).

worden gekomen (G.K.W., artikel 76, zevende lid). Zelfs eenvoudige geldigverklaring bij ontstentenis van bezwaar is maar definitief behoudens beroep van de gouverneur. De Raad van State zou dus beroepen tegen beslissingen van de administratieve rechtbank of beroepen tegen beslissingen van de bestendige deputatie te berechten kunnen krijgen, naargelang de verkiezing al dan niet tot bezwaar aanleiding heeft gegeven. Bovendien kunnen sedert de verkiezing dertien dagen verlopen vooraleer het bezwaarschrift inkomt bij het rechtscollege dat het moet onderzoeken (G.K.W., artikel 74, eerste lid). Te vrezen valt dus, dat de bestendige deputaties zaken die hun misschien uit handen zullen worden genomen, nimmer nog vóór het verstrijken van die termijn zullen beginnen te onderzoeken. Tenslotte is ook gedeeltelijk bezwaar mogelijk en dan kan er voor dezelfde verkiezing een geldigverklaringsprocedure vóór twee verschillende rechtscolleges zijn.

Tegen bevoegdheid voor de administratieve rechtbank om verkiezingen geldig te verklaren ook als geen bezwaar is ingediend, kan stellig worden ingebracht, dat die rechtbank dan om de zes jaar een ontzaglijk materieel werk zal te verrichten krijgen, waarop het kader van haar vast personeel onmogelijk berekend kan zijn. Maar het is denkbaar, dat zij zich bij het uitoefenen van die bevoegdheid door het personeel van de provinciale bureaus laat bijstaan. Artikel 53 van de door de Raad van State voorgestelde tekst geeft de Koning daartoe, in 't algemeen, bevoegdheid om te bepalen in welke gevallen ambtenaren van het provinciaal gouvernement ter beschikking van de onderzoeksmagistraten van de administratieve rechtbank kunnen worden gesteld.

.../...

Een ander, in verband met die bepaling op te lossen probleem betreft het beroep dat de gouverneur thans bij de Raad van State kan instellen (G.K.W., artikel 76, laatste lid). Tegen een beslissing van de bestendige deputatie is zulk een beroep zeer goed denkbaar: de gouverneur stelt het in met volledige kennis van zaken, en de wettelijke termijn van acht dagen lijkt hier dan ook voldoende. Zal dat nog het geval zijn als het gaat om een betwisting die voor de administratieve rechtbank is gebracht ? Moet de gouverneur alle zaken daar als waarnemer gaan volgen ? De wetgever zou dat duidelijk moeten stellen, want aanwijzing van hen die appélrecht hebben, lijkt geen procedurepunt te zijn waarin de Koning op grond van artikel 4, eerste lid, van het voorstel kan voorzien.

Men kan overigens de vraag stellen, of beroep vanwege de gouverneur nog enig nut heeft als de wetgever bij administratieve rechtbanken een auditoraat instelt dat onder meer bevoegdheid zou krijgen tot het instellen van beroep tegen met de wet strijdige beslissingen (zie voorgestelde tekst, artikel 38, tweede lid).

De Raad van State stelt dan ook voor, de rechtbank bevoegdheid te geven om zowel over de geldigheid van de verkiezingen als over de daartegen in eerste aanleg ingediende bezwaarschriften uitspraak te doen (artikel 6, 2°, van de voorgestelde tekst). Tegen de uitspraak van de rechtbank zou dan beroep bij de Raad van State openstaan. Hier rijst geen probleem inzake territoriale bevoegdheid.

.../...

Luidens artikel 6, § 3, 2°, "doet de rechtbank bij wege van vonnissen uitspraak over het beroep als bedoeld in het vierde en het vijfde lid van artikel 19 en in het eerste lid van artikel 33 van de wet van 27 november 1891 op de openbare onderstand, alsmede over de in het tweede lid van genoemd artikel 33 bedoelde geschillen". Die bepaling zegt wat in artikel 10, 3°, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State stond voordat het bij artikel 15 van de wet van 27 juni 1956 werd gewijzigd.

Artikel 19 van de wet van 27 november 1891 is opgeheven bij artikel 13 van de wet van 27 juni 1956. De woorden "in het vierde en het vijfde lid van artikel 19 en" moeten dus worden geschrapt.

Artikel 33, eerste lid, van de wet van 27 november 1891, gewijzigd bij artikel 3 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, bepaalt dat "de geschillen, inzake domicilie van onderstand en van openbare onderstand, tussen gemeenten ener zelfde provincie door de bestendige deputatie van de provinciale raad worden beslecht, behoudens beroep bij de Raad van State ...". De indiener van het voorstel denkt hier stellig niet aan beroep (bij de Raad van State) maar aan geschillen (in eerste aanleg) als bedoeld in die bepaling.

Luidens artikel 33, tweede lid, van de wet van 27 november 1891, gewijzigd bij artikel 3 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 en bij artikel 14 van de wet van 27 juni 1956, "beslist de Raad van State over de geschillen waarin belangen van de Staat of gemeenten uit verschillende provincies betrokken zijn. Hij vraagt

.../...

het advies van de bestendige deputaties der provinciën waartoe de belanghebbende gemeenten behoren ...". Als het voorstel wet wordt, zal de Raad van State die bevoegdheid niet langer bezitten en zullen in artikel 10, 3°, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij artikel 15 van de wet van 27 juni 1956, de woorden "èn de geschillen bedoeld in het tweede lid" geschrapt zijn. Het voorstel zegt bovendien niet, welke rechtbank bevoegd is ratione loci.

Voor artikel 33, tweede lid, van de wet van 27 november 1891 moet de wetgever dus, ofwel bij de geldende regeling blijven ofwel, als hij de administratieve rechtbank tot rechter in eerste aanleg maakt, de territoriale bevoegdheid regelen; in dit laatste geval ware artikel 10, 3°, van de wet van 23 december 1946 zó te wijzigen, dat de Raad van State duidelijk appélbevoegdheid in plaats van bevoegdheid in eerste en laatste aanleg krijgt.

Men vergete daarbij niet, dat artikel 33, tweede lid, van de wet van 27 november 1891 het advies van de bestendige deputaties voorschrijft. In een systeem dat de bestendige deputatie geen rechtsprekende bevoegdheid laat, ware dit advies, dat thans wel zijn nut heeft, minder te verantwoorden.

De door de Raad van State voorgestelde tekst gaat er van uit, dat het wenselijk is met twee instanties te werken. Hij brengt in de artikelen 34, 35, 36 en 38 van de wet van 27 november 1891 de aanpassingen aan die ingevolge de wijziging van artikel 33 noodzakelijk zijn geworden. De territoriale bevoegdheid wordt geregeld in het hoofdstuk IV.

Luidens artikel 6, § 3, 3°, van het voorstel "doet de rechtbank bij wege van vonnissen uitspraak over de resoluties, verhalen, geschillen en moeilijkheden als bedoeld in het laatste lid van artikel 46 en in de artikelen 20,22 en 88 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand".

.../...

Ook hier herhaalt het voorstel alleen maar wat in artikel 10, 4°, van de wet van 23 december 1946 staat, maar dan met een verschrijving :men leze inderdaad "artikel 19" in plaats van "artikel 46".

Goedkeuring van het voorstel zou meebrengen, dat de administratieve rechtbank de bevoegdheid krijgt die de Raad van State ingevolge artikel 10, 4°, van de wet van 23 december 1946 uitoefent. Die bevoegdheid is zeer verscheiden en moet in haar verschillende aspecten afzonderlijk worden bestudeerd.

A. Artikel 19, laatste lid, van de wet van 10 maart 1925.

Het laatste(=achtste) lid van artikel 19, gewijzigd bij besluit van de Regent van 23 augustus 1948, bepaalt thans :

"Ook de gouverneur beschikt over het recht, beroep in te stellen zonder beperking van tijd".

Het gaat hier om beroep bij de Raad van State tegen de beslissing van de bestendige deputatie over de benoeming van de leden der commissie van openbare onderstand.

De indiener van het voorstel denkt hier kennelijk aan het laatste lid van artikel 19 zoals het er uit zag voordat het bij besluit van de Regent van 23 augustus 1948 was gewijzigd. Dat lid stelde tegen de beslissingen van de

.../...

bestendige deputatie beroep op de Koning open (1).

Het voorstel lijkt op het eerste gezicht vatbaar voor tweeërlei interpretatie.

.../...

(1)Het vroegere artikel 19.

Afschrift van de besluiten tot benoeming der leden van de gemeentelijke of intercommunale commissiën van onderstand en van hun plaatsvervangers wordt aan de bestendige deputatie toegezonden.

De benoemingen, gedaan in strijd met de voorschriften dezer wet, worden door de bestendige deputatie nietig verklaard, hetzij ten gevolge van ingebrachte bezwaren, hetzij van ambtswege.

De bestendige deputatie moet uitspraak doen binnen één maand na het inkomen van de stukken.

Na het verstrijken van dit tijdsverloop, of zo er beroep is ingesteld tegen de beslissing der bestendige deputatie, wordt er uitspraak gedaan door de Koning. Dit beroep is niet meer ontvankelijk, zo het meer dan vijftien dagen na de betekening der beslissing wordt ingediend.

Het nieuwe artikel 19.

Afschrift van de besluiten tot benoeming der leden van de gemeentelijke of intercommunale commissiën van onderstand en van hun plaatsvervangers wordt aan de bestendige deputatie toegezonden.

De benoemingen, gedaan in strijd met de voorschriften dezer wet, worden door de bestendige deputatie nietig verklaard hetzij ten gevolge van ingebrachte bezwaren, hetzij van ambtswege.

De bestendige deputatie moet uitspraak doen binnen één maand na het inkomen van de stukken (besluit van de Regent van 23 augustus 1948, artikel 4).
De gouverneur brengt onmiddellijk de beslissing van de bestendige deputatie ter kennis van de gemeenteraad; hij doet dit eveneens, per ter post aangetekend schrijven, aan de leden van de commissie en aan de plaatsvervangende leden wier benoeming werd vernietigd, alsook aan de klagers.

Binnen vijftien dagen na de kennisgeving beschikken zij, evenals de gouverneur, over het recht beroep bij de Raad van State in te stellen.

.../...

Letterlijk opgevat, laat het de bestendige deputatie haar bevoegdheid in eerste aanleg, een rechtsprekende bevoegdheid (2), behouden. De administratieve rechtbank zou als appélrechter in de plaats van de Raad van State komen. Ingevolge artikel 4, laatste lid, echter, zou deze dan de derde, over de zaak zelf oordelende instantie worden. Zulk een interpretatie stuit op een tweeledig bezwaar. De indiener van het voorstel zegt, dat hij aan de rechtsprekende bevoegdheid van de bestendige deputatie een einde bedoelt te maken. Het is bovendien niet raadzaam met drie over de zaak zelf oordelende instanties te werken. Is de letterlijke interpretatie de juiste, dan moet de bevoegdheid van de Raad van State alleszins een nietigverklaringsbevoegdheid worden.

.../...

---

(1) vervolg van voetnoot voorgaande bladzijde.

> Indien de bestendige deputatie geen uitspraak heeft gedaan binnen dertig dagen na de ontvangst der stukken, wordt door de gouverneur het verstrijken van deze termijn aan de klagers bekend gemaakt.
>
> Zij beschikken over het recht binnen vijftien dagen na de kennisgeving bij de Raad van State beroep in te stellen.
>
> Ook de gouverneur beschikt over het recht beroep in te stellen zonder beperking van tijd.

(2) Arrest verkiezing van de werkende en de plaatsvervangende leden van de commissie van openbare onderstand van Ieper, nr 3024, van 4 januari 1954 (Verzameling, blz. 12, 13 en 14).

Een andere interpretatie die méér in de lijn lijkt te liggen van hetgeen de indiener van het voorstel beoogt, is, dat de administratieve rechtbank, zoals terzake van gemeenteraadsverkiezingen wordt voorgesteld, de bestendige deputatie komt vervangen, althans in die gevallen waarin tegen de verkiezing van de leden der commissie van openbare onderstand bezwaar is ingediend. Met die interpretatie wordt in het advies verder gewerkt.

Om de redenen die de Raad van State in verband met de gemeenteraadsverkiezingen heeft uiteengezet, gaat het niet op de geschillen inzake geldigverklaring van de verkiezing der commissie van openbare onderstand te splitsen naar gelang al dan niet bezwaar tegen die verkiezing is ingediend. Daarom ook wordt in overweging gegeven, die geldigverklaring voor alle gevallen aan de administratieve rechtbank op te dragen. Praktische moeilijkheden worden dan op dezelfde wijze beslecht als voor de geldigverklaring van gemeenteraadsverkiezingen.

Bij het formuleren van de wijzigingen in de gemeentekieswet heeft de Raad van State, zoals trouwens in enige andere materie, alleen in zoverre aan de geldende teksten geraakt als volstrekt noodzakelijk was. Artikel 19 van de wet van 10 maart 1925 is op verscheidene punten echter zeer gebrekkig geredigeerd. Het lijkt dan ook gewenst het geheel om te werken.

Artikel 19 van de wet heeft het over "benoeming" van de leden van de commissie van openbare onderstand. In werkelijkheid heeft men hier met een verkiezing te maken, welke term elders in de wet meermalen is gebruikt.

.../...

Artikel 19, tweede lid, bepaalt, dat de bestendige deputatie "de benoemingen, gedaan in strijd met de voorschriften dezer wet, nietig verklaart". Volgens de vaste rechtspraak van de Raad van State is artikel 19 zó te verstaan, dat de bestendige deputatie ook met andere middelen dan nietigverklaring voor een regelmatige verkiezing kan zorgen. Ze kan onder meer vergissingen van de gemeenteraad rechtzetten en geschillen inzake onverkiesbaarheid of onverenigbaarheid beslechten (1). Ze heeft hier dus dezelfde bevoegdheid als voor gemeenteraadsverkiezingen.

De wet zegt niet binnen welke termijn bezwaar bij de bestendige deputatie kan worden ingediend. De Raad van State heeft daaruit afgeleid, dat dit kan gebeuren totdat over de geldigverklaring is beslist (2). Die leemte in de wet moet worden aangevuld: vóór een administratieve rechtbank moet inderdaad voor een contradictoir debat worden gezorgd. Men kan daartoe artikel 74 van de gemeentekieswet mede van toepassing verklaren op bezwaarschriften tegen de verkiezing van de commissie van openbare onderstand.

.../...

---

(1) Arresten Verkiezing leden van de commissie van openbar onderstand van Falisolle, nr 3400, van 19 mei 1954 (Verzameling, blz. 514), Verkiezing leden van de commissie van openbare onderstand van Oleye, nr 3420, van 28 mei 1954 (Verzameling, blz. 544-545), College van burgemeester en schepenen van Sint-Truiden, en consoorten, nr 3432, van 2 juni 1954 (Verzameling, blz. 558-560), De Rijcke, nr 3515, van 26 juni 1954 (Verzameling, blz. 665), Van de Wiele, nr 3553, van 7 juli 1954 (Verzameling, blz. 720-721) en Van den Broeck, nr 3753, van 26 oktober 1954 (Verzameling, blz. 960-961).

(2) Arrest Verkiezing leden van de commissie van openbare onderstand van Vaulx-lez-Tournai, nr 3421, van 28 mei 1954 (Verzameling, blz. 546-547).

Er zou duidelijk moeten worden gesteld, dat bezwaar kan worden ingediend door al wie daar belang bij heeft. Bovendien moet de gouverneur, als men hem dat recht voor gemeenteraadsverkiezingen laat behouden, ook hier beroep kunnen instellen.

Het laatste lid van het thans geldende artikel 19 bepaalt, dat de gouverneur bij de Raad van State zonder enige tijdsbeperking in beroep kan komen als de verkiezing geldigheid heeft verkregen wegens het verstrijken van de termijn waarbinnen de bestendige deputatie uitspraak moest doen. Die bepaling kan zes jaar lang onzekerheid over de geldigheid van een verkiezing laten bestaan. Voorgesteld wordt ze te schrappen.

De bepaling dat de bestendige deputatie sommige kennisgevingen bij ter post aangetekende brief moet doen, komt niet meer voor in de tekst (artikel 97) die de Raad van State voor het nieuwe artikel 19 van de wet van 10 maart 1925 voorstelt. Het betreft hier een procedurebepaling die in de door de Koning uit te vaardigen verordening ongetwijfeld algemeen toepasselijk zal worden verklaard.

De voorgestelde tekst zegt ook niet, wie die kennisgevingen moet doen. Waarschijnlijk zal het de griffier van de rechtbank zijn.

.../...

De voorgestelde tekst stelt duidelijk, dat beroep hier opschortend werkt. Die afwijking van het gemeen recht inzake administratief beroep is uit de aard zelf van de verkiezingsgeschillen te verklaren (1).

B. Artikel 20 van de wet van 10 maart 1925.

Artikel 20 van de wet van 10 maart 1925, gewijzigd bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, zegt :

"De leden die niet meer voldoen aan een van de gestelde vereisten om te kunnen zitting nemen in de commissiën van onderstand, houden op daarvan deel uit te maken.

(Besluit van de Regent van 23 augustus 1948, artikel 5). De belanghebbenden hebben het recht beroep bij de Raad van State in te stellen gedurende vijftien dagen na de kennisgeving van de hieromtrent getroffen beslissing".

Letterlijk opgevat, bedoelt artikel 6, § 3, 3°, van het wetsvoorstel de administratieve rechtbank in de plaats van de Raad van State te doen komen voor de berechting van het beroep waarvan sprake in artikel 20, tweede lid (2). Uit de toelichting bij het voorstel blijkt echter, dat die rechtbank in feite de bestendige deputatie moet vervangen.

.../...

(1) Zie advies van de Raad van State over het wetsvoorstel betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen (Gedr.St.Kamer, zitting 1962-1963, nr 479-2, blz. 16-18).

(2) Het tweede lid is ingevoegd bij besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

Er moge worden opgemerkt, dat artikel 20 thans niet van de bestendige deputatie spreekt. Toch lijdt het geen twijfel dat deze in eerste aanleg over de vervallenverklaring uitspraak doet (1).

De Raad van State stelt voor artikel 20, tweede lid, een nieuwe tekst voor, die een procedure naar het voorbeeld van artikel 82 van de gemeentekieswet organiseert.

Die tekst bepaalt, dat vervallenverklaring door het college van burgemeester en schepenen of door de bestendige deputatie kan worden gevraagd, naargelang het een gemeentelijke dan wel een intercommunale commissie betreft. Die colleges zijn krachtens artikel 92 van de wet van 10 maart 1925 immers bevoegd om onderscheidenlijk op gemeentelijke en op de intercommunale commissies toezicht en controle uit te oefenen.

De voorgestelde tekst zegt bovendien, precies zoals voor artikel 19 van die wet, dat het beroep schorsend werkt.

.../...

---

(1) Het arrest FRAET, nr 9250 van 20 maart 1962, stelt, zonder op dat punt een geschil te beslechten, vast "dat artikel 20, laatste lid, ... bepaalt, dat tegen de besluiten van de bestendige deputatie houdende vervallenverklaring van het mandaat van werkend lid van de commissie van openbare onderstand beroep kan worden ingesteld bij de Raad van State..." (Verzameling, blz. 254). De arresten VASE, nr 543, en FLABAT, nr 544, van 27 oktober 1950 hebben evenzo beschikt op beroepen tegen beslissingen van de bestendige deputatie op grond van artikel 20 (Verzameling, blz. 499-502).

C. Artikel 22 van de wet van 10 maart 1925.

Artikel 22, zoals het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 het gewijzigd heeft, bepaalt :

"In geval van zware nalatigheid of algemeen bekend wangedrag kunnen de leden der commissiën van onderstand door de bestendige deputatie, op voorstel van de commissie of van de gemeenteraad of zelfs van ambtswege, afgezet worden".

(Aldus gewijzigd bij besluit van de Regent van 23 augustus 1948, artikel 6).

"De belanghebbende en de commissie van onderstand worden eerst gehoord".

(Besluit van de Regent van 23 augustus 1948, artikel 6). Van de beslissing der deputatie wordt kennis gegeven aan het betrokken lid der commissie van openbare onderstand, alsmede aan de belanghebbende commissie van openbare onderstand en gemeenteraad.

Zij beschikken over het recht beroep in te stellen bij de Raad van State binnen vijftien dagen na de kennisgeving".

De door de Raad van State voorgestelde tekst zegt "dat de administratieve rechtbank haar vonnis uitvoerbaar kan verklaren niettegenstaande beroep". Aangenomen wordt, dat het in artikel 20 bedoelde beroep onder de geldende wet opschortend werkt. Om louter als afleidingsmanoeuvres

.../...

bedoelde beroepen tegen te gaan, geve men de rechtbank die de vervallenverklaring heeft uitgesproken, bevoegdheid om af te wijken van het beginsel dat het beroep schorsend werkt.

D. Artikel 88 van de wet van 10 maart 1925.

Artikel 88, gewijzigd bij artikel 7 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, zegt :

"Ieder geschil betreffende de toepassing van deze wet, tussen de gemeenten, tussen deze en de commissiën van onderstand en tussen deze laatste onderling, wordt, behoudens beroep bij de Raad van State, aan de bestendige deputatie onderworpen, indien de gemeenten en de commissiën van onderstand tot dezelfde provincie behoren ; is dit niet het geval of ontstaat het geschil tussen bestendige deputatiën, dan beslist de Raad van State".

Hier is hetzelfde op te merken als bij artikel 33 van de wet van 27 november 1891, dat onder artikel 6, § 3, 2°, van het voorstel is besproken.

Luidens artikel 6, § 3, 4°,"doet de rechtbank bij wege van vonnissen uitspraak over het beroep betreffende de verantwoording van eindrekeningen van de gewestelijke ontvangers, gemeenteontvangers, ontvangers van de commissies van openbare onderstand en commissies voor studiebeurzen, en van de penningmeesters van kerkfabrieken".

.../...

A. Het afleggen van rekening en verantwoording door de ontvangers, naar het geldende recht (zie artikel 80 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

1° De rekeningen van gemeenteontvangers.

De jaarrekeningen worden door de bestendige deputatie van de provincieraad vastgesteld behoudens beroep op de Koning vanwege de gouverneur van de provincie of vanwege de gemeente (gemeentewet, artikelen 141 en 77). De ontvangers staat geen ander rechtsmiddel dan nietigverklaringsberoep bij de Raad van State open.

De rechtspraak van het Hof van cassatie (1) en van de Raad van State (2) en, haast eenstemmig, ook de rechtsleer (3), nemen aan dat de bestendige deputatie bevoegd is om over de eindrekening van de gemeenteontvanger te beslissen. Die bevoegdheid wordt dan als een rechtsprekende bevoegdheid gezien. De Raad van State erkent stilzwijgend, dat het hier om een bevoegdheid in laatste aanleg gaat, want hij verklaart zich zelf bevoegd om kennis te nemen van beroepen tegen zulke beslissingen van de bestendige deputatie.

.../...

---

(1) Cassatie, 30 november 1899 (Pas. 1900, I, blz. 50).

(2) Arresten POTTIEZ, nr 3916, van 16 december 1954, en de nota van E.DEBRA (R.J.D.A., 1955, blz. 98-101) en DE GEEST, nr 5506, van 19 februari 1957, en de nota E.DEBRA (R.J.D.A., 1957, blz. 270-273).

(3) Met uitzondering van E.DEBRA (de hierboven onder noot 2 genoemde nota's) die de hoofdpunten van de controverse uiteenzet.

De procedure voor het afleggen van de eindrekening en -verantwoording is bepaald in de artikelen 209 tot 218 van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

2° De rekeningen van gewestelijke ontvangers.

In de gemeentewet is over de rekening van de gewestelijke ontvanger niets uitdrukkelijk bepaald. Uit het besluit van de Regent van 10 februari 1945 blijkt, dat de Regering, toen zij het ambt van gewestelijk ontvanger instelde, gewild heeft, dat hun rekeningen zoals die van gemeenteontvangers worden vastgesteld. Op dat punt kan dan ook alleen maar worden verwezen naar hetgeen hierboven onder 1° is gezegd.

3° De rekeningen van ontvangers der commissies van openbare onderstand (zie artikel 100 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

De jaarrekeningen van de ontvangers der commissies van openbare onderstand worden vastgesteld door de commissie, behoudens goedkeuring van de gemeenteraad en de bestendige deputatie; de rekening van een intercommunale commissie wordt vastgesteld door de commissie en aan de betrokken gemeenteraden ter fine van advies, aan de bestendige deputatie ter goedkeuring voorgelegd (wet van 10 maart 1925, artikel 60, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961). Als aan de rekening goedkeuring

.../...

wordt onthouden, kunnen de betrokken overheden en de gouverneur van de provincie, echter niet de ontvanger, bij de Koning in beroep komen (wet van 10 maart 1925, artikel 61, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961). De ontvangers staat alleen nietigverklaringsberoep bij de Raad van State open.

In het afleggen van de eindrekening en -verantwoording door de ontvanger van de commissie van openbare onderstand is bij de wet niet nader voorzien. Bij analogie worden de voor gemeenteontvangers geldende regelen toegepast (1). Dat zal stellig ook het geval zijn voor de gewestelijke ontvangers van de commissies van openbare onderstand, welk ambt bij koninklijk besluit van 27 februari 1961 is ingesteld krachtens artikel 27 van de wet van 10 maart 1925, gewijzigd bij artikel 104 van de wet van 14 februari 1961.

4° De rekeningen van ontvangers der commissies voor studiebeurzen (zie artikel 86 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Volgens artikel 29 van de wet van 19 december 1864 maakt de ontvanger een jaarrekening op die aan de commissie ter fine van advies, aan de bestendige deputatie ter goedkeuring wordt voorgelegd, met eventueel beroep op de Koning. Aangenomen moet worden, dat ook voor de eindrekening, waarover de wet zwijgt, op die manier te werk moet worden gegaan.

.../...

(1) J.GLINEUR en P.ROCHET, Guide pratique de l'administration des commissions d'assistance publique, blz. 117-119, Brussel 1954.

Genoemd artikel 29 bepaalt :

"Le receveur soumet annuellement, avant le 1er mai, à la commission un compte en double avec toutes les pièces justificatives des recettes et des dépenses.

Chaque fondation fait l'objet d'un chapitre spécial.

Les dépenses communes d'administration, telles notamment que les frais de bureau, sont réparties entre toutes les fondations, en proportion de l'importance de la dotation.

Le compte, avec les pièces à l'appui et l'avis de la commission, sera, avant le 1er juillet de chaque année, soumis à l'approbation de la députation permanente. Un double du compte approuvé sera immédiatement transmis au Ministre compétent, sur la proposition duquel il sera statué par le Roi en cas de réclamation".

5° De rekeningen van penningmeesters van kerkfabrieken (zie de artikelen 89 en 90 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

De ontvanger moet zijn jaarrekening overleggen. Deze wordt dan aan het advies van de gemeenteraad onderworpen en deels door de bisschop, deels door de bestendige deputatie vastgesteld, behoudens beroep op de Koning vanwege de bisschop, de gouverneur, de betrokken besturen of de penningmeester (wet van 4 maart 1870, artikelen 5 tot 9).

.../...

De procedure inzake het voorleggen van de eindrekening en -verantwoording is bepaald in de artikelen 11 en 12 van de wet van 4 maart 1870. Die artikelen luiden als volgt :

"Article 11.- Chaque fois qu'il y a un nouveau trésorier, il lui est rendu, par son prédécesseur ou les représentants de celui-ci, un compte de clerc à maître, en présence des membres du conseil, qui se réunit, à cette fin, dans le mois du remplacement. Dans cette même séance, on remet au nouveau trésorier le double du budget de l'exercice courant, une copie du tarif diocésain, un état des reprises ou des recettes à faire, le tableau des charges et fournitures non acquittées, ainsi que tous les registres de la comptabilité. Acte de cette reddition de compte et de ces remises est tenu sur le registre aux délibérations. Il en est donné avis au conseil communal, à l'évêque et à la députation permanente.

Article 12.- Faute, par le trésorier ou ses représentants, de présenter le compte à l'époque fixée, ou en cas de contestation, le compte est arrêté par la députation permanente.

La décision de la députation est notifiée aux intéressés, qui peuvent prendre leur recours au Roi dans les trente jours de la notification.

Le recouvrement de toute somme due pour reliquat de compte est poursuivi par voie de contrainte décernée par le nouveau trésorier, visée par le président du conseil et munie de l'exécutoire de la députation permanente".

.../...

6° Opmerkingen.

Uit dit alles blijkt, dat de wet in het afleggen van de jaarrekening en -verantwoording van de plaatselijke overheden vrij volledig maar in de aansprakelijkheid en de eindrekening van de ontvangers slechts fragmentarisch heeft voorzien. Ontvangers van gemeenten en van commissies van openbare onderstand staan bijvoorbeeld niet dezelfde administratieve rechtsmiddelen ter beschikking als de overheden aan wie zij hun jaarrekening en -verantwoording moeten afleggen, die toch noodzakelijkerwijs het uitgangspunt voor de eindrekening is.

B. Onderzoek van het voorstel.

Het voorstel voorziet gedeeltelijk in de leemten van de geldende wetgeving, waar het de ontvangers in alle gevallen de mogelijkheid biedt, hun eindrekeningen door de administratieve rechtbanken en in hoger beroep door de Raad van State te laten vaststellen.

Het staat echter aan de wetgever te oordelen of die gelegenheid niet moet worden gegrepen om het vraagstuk betreffende de rekeningen van de ontvangers der plaatselijke overheden een gezamenlijke oplossing te geven. Deze is te zoeken in de voor de Rijksfinanciën toegepaste regeling, die de procedure voor het opmaken van de begroting en de procedure voor het afleggen van rekening en verantwoording gescheiden houdt.

.../...

Het opmaken van een begroting is een essentieel politieke handeling die, behalve voor de verplichte uitgaven, door opportuniteitsoverwegingen wordt bepaald. Rekening afleggen daarentegen is althans voor de rekenplichtige essentieel een rechtshandeling die echter een politiek aspect kan hebben, met name als over kredietoverschrijding moet worden beslist. Vanzelfsprekend kan de administratieve rechtbank alleen bevoegdheid worden gegeven om over de geldelijke aansprakelijkheid van de rekenplichtige, niet om over de politieke verantwoordelijkheid van de overheden te beslissen. Haar zouden echter alle betwistingen omtrent de geldelijke aansprakelijkheid van plaatselijke rekenplichtigen ter kennisneming moeten staan.

De Raad van State stelt dan ook voor, in de verschillende, in het voorstel bedoelde wetten een bepaling op te nemen die voor zulke betwistingen bevoegdheid van de administratieve rechtbank in eerste aanleg, van de Raad van State in hoger beroep als beginsel huldigt. De wetgever moet dan uitmaken, of het in die wetten opengestelde beroep op de Koning tegen de beslissing van de bestendige deputatie nog enig nut heeft.

Luidens artikel 6, § 3, 5°, "doet de rechtbank bij wege van vonnissen uitspraak over de betwistingen betreffende directe en indirecte belastingen van de provincies, gemeenten, polders en wateringen en over bezwaren betreffende de inning van bijdragen voor de uitbaggering van onbevaarbare waterlopen en het onderhouden en herstellen van buurtwegen".

Goedkeuring van het voorstel zou tot gevolg hebben, dat de betwistingen over bepaalde categorieën van indirecte belastingen aan nieuwe rechtbanken worden opgedragen.

.../...

Indirecte belastingen kunnen, zoals advocaat-generaal W.GANSHOF vander MEERSCH in zijn advies bij het arrest van het Hof van cassatie van 21 december 1956 heeft betoogd, stellig niet worden geacht burgerlijke rechten in het geding te brengen (Pas. 1957, I, blz. 447). Het is de wetgever, ingevolge artikel 93 van de Grondwet, dus niet verboden de geschillen in verband met zulke belastingen aan administratieve rechtbanken op te dragen.

Toch moet worden opgemerkt, dat geschillen over de vestiging van indirecte belastingen altijd de rechtbanken van de rechterlijke orde ter kennisneming hebben gestaan, terwijl de geschillen over directe belastingen in eerste aanleg aan administratieve rechtscolleges zijn opgedragen. En dat is louter historisch te verklaren, niet op doctrinale gronden in verband met de aard van die heffingen, evenmin als uit praktische overwegingen. Of de administratieve rechtbanken in zake indirecte belastingen van provinciale of gemeentelijke overheden een ruime bevoegdheid moeten krijgen, is dus een kwestie van opportuniteit, en daarover heeft de Raad van State niet te oordelen.

Een ander gevolg van het voorstel zou zijn, dat de geschillenberechting in belastingzaken wordt gesplitst. Al wat met Rijksbelastingen verband houdt, zou, althans in hoger beroep en in cassatie, tot de bevoegdheid van de rechterlijke orde blijven behoren. Voor belastingen van gedecentraliseerde overheden zouden alleen de administratieve rechtscolleges bevoegdheid krijgen. Met zulk een systeem is er gevaar voor uiteenlopende interpretatie van begrippen en beginselen die aan alle takken van het belastingrecht gemeen zijn, wie de rechtsregel ook moge hebben

.../...

gesteld. Daarvoor valt des te meer te vrezen daar sommige begrippen, zoals directe en indirecte belasting, taks en retributie, waarover reeds lang betwisting bestaat, niet altijd streng nauwkeurig zijn bepaald.

De Raad van State is derhalve van gevoelen, dat hij met een grondig onderzoek van de terugslag die het voorstel op de geldende wetgeving zou hebben,kan wachten totdat de wetgever beslist heeft over de voorafgaande vraag, of splitsing van de geschillenberechting in belastingzaken opportuun is, en eventueel heeft uitgemaakt aan welke orde van rechtscolleges die geschillen zouden worden opgedragen.

De Raad van State moge bovendien verwijzen naar de algemene opmerking die hij in het begin van dit hoofdstuk heeft gemaakt. Als men de afdeling administratie inzake belastingen van provinciale en plaatselijke overheden appélbevoegdheid geeft, zal die afdeling vele geschillen voorgelegd krijgen die ze, zoals ze thans georganiseerd is,moeilijk snel zal kunnen afwikkelen.

Het voorstel wenst de administratieve rechtbanken, naast de eigenlijke belastinggeschillen, ook de geschillen inzake kosten voor ruiming, onderhoud en herstel van niet bevaarbare waterlopen op te dragen. Zulke betwistingen komen thans vóór de bestendige deputatie en, in hoger beroep, vóór de Koning, met de Raad van State als rechter op eis tot nietigverklaring.

.../...

Dat de bijdrage die de gemeenten van de aangelanden vorderen een belasting oplevert, staat voor de rechtspraak wel niet definitief vast (1). Toch kan worden beweerd, dat geschillen inzake ruimingskosten als eigenlijke belastinggeschillen dienen te worden behandeld.

Als zodanig zijn ook te behandelen, de geschillen over de bijdragen vastgesteld bij de artikelen 13 tot 23 van de wet van 10 april 1841 betreffende de buurtwegen.

In verband met laatstgenoemde wet moge worden opgemerkt, dat het in de artikelen 24 en 25 gaat om een buurtweg die voor verscheidene gemeenten van belang is. Voor gemeenten van dezelfde provincie geeft de bestendige deputatie behoudens beroep bij de Koning, en voor gemeenten uit verschillende provincies, geeft de Koning aan, welke gemeenten in de uitgaven voor die wegen dienen bij te dragen, en in welke mate ieder van hen dat moet doen. Over zulke betwistingen, die even goed als de in artikel 132 van de gemeentewet bedoelde geschillen (zie hierna de bespreking van artikel 6, § 3, 8°, van het voorstel) normaal aan de administratieve rechtbank en in hoger beroep aan de Raad van State moeten worden opgedragen, is in het voorstel niets gezegd.

Luidens artikel 6, § 3, 6°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over de betwistingen over de mijnbelasting waarin voorzien is bij artikel 49 van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen".

.../...

(1) Arrest N.M.B.S. tegen de gemeente Vorst, nr 10.018, van 10 mei 1963 (Verzameling, blz. 394-396).
Arrest N.M.B.S. tegen de gemeente St.Gillis-Waas, nr 10.320 van 4 december 1963 (Verzameling, blz. 952-953).

Bedoeld wordt hier het evenredig recht dat de mijnconcessiehouders aan de eigenaars van de bovengrond moeten betalen. Dat recht wordt tegen het in de concessieakte bepaald percentage berekend naar de netto-opbrengst van de mijn, volgens bij koninklijk besluit vastgestelde regelen (gecoördineerde wetten, artikel 48).

De netto-opbrengst van de mijn wordt ieder jaar scheidsrechterlijk bepaald door het ramingscomité (gecoördineerde wetten, artikel 49), dat kan worden geacht met een rechtsprekende opdracht te zijn bekleed. Artikel 49, derde lid, zegt "De bovengrondeigenaars kunnen tegen de raming der zuivere opbrengst, zoals ze door de ramingscommissie werd vastgesteld, in voorziening komen bij de bestendige afvaardiging der provincie". De bestendige deputatie is hier ook een administratief rechtscollege (1). Ze doet uitspraak in laatste aanleg. Luidens het vierde lid van dat artikel, dat in de gecoördineerde wetten is ingevoegd bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, "kan tegen de beslissing van de bestendige deputatie bij de Raad van State beroep worden aangetekend door de inspecteur-generaal der mijnen en door elk belanghebbende. Dit beroep wordt ingesteld, onderzocht en geoordeeld overeenkomstig de bepalingen voorzien bij het koninklijk besluit dat de rechtspleging voor de Raad van State regelt".

.../...

---

(1) Arrest Inspecteur-generaal der mijnen en consoorten, nr 2770, van 21 september 1953, Verzameling, blz. 1163-1168, en N.V. Charbonnage du Bois d'Avroy, nr 3707 van 8 oktober 1954, blz. 908-910.

Die bepaling memoreert alleen maar de in artikel 9 van de wet van 23 december 1946 neergelegde gemeenrechtelijke regel en is in de gecoördineerde wetten ingevoegd om te voorkomen, dat de opdracht die de Raad van State ingevolge artikel 49 heeft, vorward wordt met de taken die de overige bepalingen van de mijnwetten hem opdragen (1).

Volgens het voorstel zou de Raad van State hier voortaan de bevoegdheid van een appélrechter krijgen ; hij zou dus de derde, over de zaak zelf oordelende instantie worden. De Raad van State stelt voor, de wet op dit punt ongewijzigd te laten en alleen te bepalen, dat de administratieve rechtbank in de plaats van de bestendige deputatie komt.

Luidens artikel 6, § 3, 7°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over de betwistingen met betrekking tot het recht van houthak en daarmee gelijkgestelde rechten " (zie de artikelen 78, 83 en 84 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Over de geschillen inzake recht van houthak handelen artikel 69 van het Boswetboek en artikel 77 van de gemeentewet.

.../...

(1) Zie het verslag aan de Regent bij het besluit van 23 augustus 1948.

Boswetboek, artikel 69 :

"De verdeling en de uitdeling van het brandhout, van het timmerhout of van het hout voor de landbouw onder de inwoners worden geregeld door de gemeenteraad volgens het aantal haarden, dit is gezinshoofden die een afzonderlijk huishouden hebben en ten minste sedert een jaar woonachtig zijn in de gemeente of in de gemeentewijk die eigenares is van de bossen.

Indien er bezwaar wordt gemaakt, wordt er beslist overeenkomstig artikel 77 van de wet van 30 maart 1836".

Gemeentewet, artikel 77, 2° :

"Aan de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provinciale raad moeten onderworpen worden de besluiten van de gemeenteraad over de volgende akten :

...

2° De verdeling en het genot van het weiland, de houthak en de vruchten der gemeente, alsook de voorwaarden op te leggen aan de gebruikers, wanneer bezwaren zijn ingebracht tegen de besluiten van de gemeenteoverheid.

...

Bij weigering van goedkeuring kunnen de betrokken gemeenten in beroep gaan bij de Koning".

.../...

De bevoegdheid van de bestendige deputatie en van de Koning is een rechtsprekende bevoegdheid. Uit de opzet van het voorstel volgt, dat men de administratieve rechtbank in de plaats van de bestendige deputatie, de Raad van State in de plaats van de Koning wenst te doen komen. Het tweede lid van artikel 69 van het Boswetboek ware te vervangen door een bepaling die deze nieuwe rechtsmiddelen organiseert. Ook moet dan artikel 77, 2°, van de gemeentewet worden opgeheven.

Een soortgelijke wijziging moet worden aangebracht in artikel 97, tweede lid, van het Boswetboek, dat handelt over recht van veeweide, eikeloogst en varkensweide.

Luidens artikel 6, § 3, 8°,"doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over de moeilijkheden en geschillen als bedoeld in de artikelen 132 en 151 van de gemeentewet".

A. <u>Artikel 132 van de gemeentewet</u> (zie artikel 79 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Dat artikel,waarvan het derde lid is opgeheven bij artikel 93 van de wet van 14 februari 1961,bepaalt :

"Wanneer verscheidene gemeenten bij een verplichte uitgave betrokken zijn, dragen zij alle daarin bij naar evenredigheid van het belang dat zij er bij kunnen hebben; in geval van weigering of geschil over de verhouding van

.../...

dit belang en de te dragen lasten wordt daarover beslist door de bestendige deputatie van de provinciale raad, behoudens beroep bij de Koning.

Mochten nochtans verschillende provinciën bij de zaak belang hebben, dan beslist de Koning".

De bestendige deputatie en de Koning oefenen hier een rechtsprekende bevoegdheid uit (1). Als praktijkgeval voor dit artikel haalt GIRON het geval aan van een gemeente die van een andere een bijdrage in de door haar, voor het herbouwen van een kerk toegestane voorschotten vordert : "l'étendue des charges qu'elles doivent respectivement supporter ne peut être appréciée et établie qu'au point de vue des services publics auxquels elles ont mission de pourvoir (2).

De bevoegdheid verschilt thans naargelang het geschil tussen gemeenten van dezelfde provincie is gerezen dan wel verscheidene provincies betreft. In het eerste geval doet de bestendige deputatie uitspraak in eerste aanleg, de Koning in hoger beroep. In het tweede geval, beschikt de Koning in eerste en hoogste aanleg.

Het beginsel van een tweeledige instantie wil, dat bij voorkeur wordt gewerkt met bevoegdheid in eerste aanleg voor de administratieve rechtbank en in hoger beroep voor de Raad van State. De territoriale bevoegdheid wordt in hoofdstuk IV geregeld.

.../...

(1) A.GIRON zegt : "la répartition des dépenses afférentes à des services publics qui intéressent plusieurs communes échappe donc à la juridiction des tribunaux ordinaires" (Le droit administratif de la Belgique, 2e uitgave, deel II, blz. 220, Brussel 1885).
(2) Ibidem, GIRON verwijst naar Cass. 21 oktober 1875 (Pas. 1875, I, blz. 383).

B. Artikel 151 van de gemeentewet (zie artikel 81 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Dat artikel bepaalt :

"Wanneer een gedeelte van een gemeente tot gemeente wordt opgericht, roept een koninklijk besluit de kiezers uit het afgescheiden gedeelte dadelijk bijeen ; het regelt alls wat de eerste verkiezing betreft en bepaalt de eerste gedeeltelijke vernieuwing in verband met de bij deze wet voorgeschreven algemene uittredingen.

De gemeenteraden regelen in gemeen overleg de verdeling van de gemeentegoederen over de bewoners van de gescheiden grondgebieden op de grondslag van het getal der haardsteden, dat wil zeggen der gezinshoofden, die hun woonplaats binnen ieder grondgebied hebben. Zij regelen eveneens al wat de schulden en het archief betreft.

De desbetreffende besluiten worden aan de bestendige deputatie van de provinciale raad ter goedkeuring voorgelegd.

Bij meningsverschil tussen de gemeenteraden, benoemt de bestendige deputatie drie commissarissen met opdracht de betwistingen te regelen onder haar goedkeuring en behoudens beroep bij de Koning.

Indien er geschillen ontstaan over de rechten voortvloeiende uit titels of bezit, worden de gemeenten naar de rechtbanken verwezen".

.../...

Eenzelfde procedure is in artikel 152 onder verwijzing naar artikel 151 bepaald voor het geval dat een (gemeente of) (1) een gedeelte van een gemeente met een andere is verenigd.

Luidens artikel 6, § 3, 9°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over betwistingen betreffende de toewijzing van prebenden en het recht van studiebeurs, als bedoeld in de artikelen 17 en 42 van de wet van 19 december 1864" (zie de artikelen 85, 87 en 88 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

De wet van 19 december 1864 handelt over de stichtingen voor het openbaar onderwijs of voor beursstudenten. Zij huldigt als beginsel, dat stichtingen voor het onderwijs alleen plaats kunnen hebben ten behoeve van het openbaar onderwijs en geeft nadere regelen aan om uit te maken welke overheidspersoon voor zulk een gift in aanmerking komt. Zij draagt een provinciale commissie het beheer van alle in de provincie ingestelde studiebeurzen op, maar biedt de stichters de mogelijkheid zich zelf of hun naaste verwanten het recht van toekenning voor te behouden ; zij bepaalt tevens de rechten van de beursstudenten. De wet organiseert hier een speciale geschillenberechting vóór de bestendige deputatie en de Koning, wier beslissingen rechtsprekende beslissingen zijn.

.../...

(1) Bij samenvoeging van gemeenten is er geen grond meer voor onenigheid tussen gemeenteraden ; toch blijft artikel 151 van toepassing voor eventuele vernieuwing van de gemeenteraad.

Artikel 17 staat in de wet van 19 december 1864 onder het hoofdstuk I, dat over de stichtingen voor het openbaar onderwijs handelt.

Dat hoofdstuk zegt eerst, aan welke overheidspersonen de giften die voor de onderscheiden categorieën van onderwijs worden gedaan, ten goede komen en hoe ze worden aanvaard. Het geeft aan wat er gebeurt met gemengde giften, dat zijn giften voor twee of meer takken van onderwijs, voor verschillende onderwijsgraden of voor verschillende, niet van dezelfde overheid afhangende soorten van onderwijs :"l'autorité qui autorise l'acceptation détermine, dans le silence de l'acte de fondation, la part qui doit être affectée à chaque branche, ou à chaque degré, ou à chaque nature d'enseignement, les administrations intéressées entendues" (artikel 12). De wet staat de Koning toe,het doel van de stichting te verruimen of te beperken, naargelang de middelen aangroeien of afnemen. De stichter biedt zij de mogelijkheid, zichzelf of zijn naaste bloedverwanten het recht voor te behouden de door de stichting opgerichte instellingen mede te besturen. Artikel 17 bepaalt tenslotte :

"En cas de conflits entre les tiers intervenants et les administrateurs légaux, il sera statué, sur le recours de la partie la plus diligente, par le Roi, s'il s'agit d'une fondation acceptée par la province ou par l'Etat, et par la députation permanente, s'il s'agit d'une fondation acceptée par toute autre administration, sauf recours au Roi".

.../...

Artikel 42 staat onder hoofdstuk II, dat over de stichtingen voor beursstudenten handelt.

Dat artikel zegt "ces fondations seront, dans chaque province, acceptées, régies et affectées à leur but, par une commission composée de ... membres nommés par la députation permanente du conseil provincial" (artikel 18). Het bepaalt de samenstelling van die commissies, omschrijft de opdracht van de secretaris en van de ontvanger, voorziet in het toezicht en in de rechtsvorderingen, en geeft aan hoe giften voor het instellen van verscheidene, afzonderlijke beurzen worden gesplitst en hoe sommige moeilijkheden worden opgelost (beurzen met wisselende bestemming, facultatief toe te passen beurzen, beurzen voor inwoners van verschillende provincies). Het staat de Koning toe, het aantal beurzen te verminderen of te vermeerderen naargelang het inkomen uit de dotatie evolueert. De stichters kunnen "se réserver soit à eux, soit à un, deux ou trois de leurs plus proches parents mâles, le droit de collation" (artikel 36).

Terzake van geschillenberechting bepaalt artikel 42 :

"Les parties intéressées pourront toujours se pourvoir devant la députation permanente contre les décisions des commissions provinciales ou des collateurs qui leur portent préjudice.

La députation permanente statue dans un délai de quarante jours.

Dans un délai de dix jours, à dater de la notification qui leur en sera faite, les parties pourront se pourvoir auprès du Roi.

.../...

Le recours contre les décisions des bureaux des séminaires sera porté directement devant le Roi".

Bovendien bepaalt artikel 48 :

"Les décisions prises par l'autorité administrative, dans les cas des articles 17 et 42, ne portent pas préjudice au droit des intéressés de se pourvoir en justice réglée".

Het dispuut over de aard van de bij die wet gevestigde rechten is beslecht door het Hof van cassatie (1). Het Hof ziet het recht op een studiebeurs als een subjectief politiek recht in de zin van artikel 93 van de Grondwet. Het beschouwt de bestendige deputatie en de Koning, wanneer zij uitspraak doen over beroepen tegen beslissingen van de provinciale commissies, als administratieve rechtscolleges door de wet ingesteld krachtens artikel 93 van de Grondwet.

Een vordering vóór de "justice réglée", dit wil zeggen voor de gewone rechtbanken, heeft de wetgever in artikel 48 mede opengesteld om voldoening te geven aan de in verzet komenden die mochten oordelen dat een geheel aan het actief bestuur overgelaten geschillenberechting geen voldoende waarborgen terzake van "verkregen rechten" oplevert.

.../...

(1) Cass. 13 december 1894 en de conclusiën van procureur-generaal LESDACH de ter KIELE, Pas. 1895, I, 33-66.

Waar het de administratieve rechtbank en de Raad van State echter in de plaats van de bestendige deputatie en van de Koning doet komen, waarborgt het voorstel dat over de bij de wet van 19 december 1864 gevestigde rechten uitspraak wordt gedaan door rechtscolleges die zó georganiseerd zijn, dat er een contradictoir debat is. Het vonnis van de administratieve rechtbank of het arrest van de Raad van State zijn niet denkbaar als voorlopige uitspraken, waarvan het gezag van gewijsde voor andere rechtscolleges opnieuw in het geding kunnen worden gebracht. Daarom ook stelt de Raad van State voor , artikel 48 van de wet van 19 december 1864 op te heffen.

De territoriale bevoegdheid wordt dan onder hoofdstuk IV geregeld.

Luidens artikel 6, § 3, 10°,"doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over moeilijkheden als bedoeld in artikel 16 van de gecoördineerde wetten op het regime van de krankzinnigen"(Raad van State, artikel 82) .

Artikel 16 van de wet van 18 juni 1850 bepaalt :

"Indien, vóór het verstrijken van de termijn bepaald bij § 2 van artikel 13, verzet wordt gedaan tegen het ontslag, dan wordt daarover uitspraak gedaan door de bestendige deputatie van de raad der provincie waar het gesticht gelegen is".

.../...

Het in artikel 16 vermelde artikel 13, gewijzigd bij de wet van 28 december 1873, van zijn kant zegt :

"Wanneer de geneesheer van het gesticht, op het krachtens artikel 22 gehouden register verklaard heeft dat er genezing is, of dat de opgenomen persoon niet lijdt aan krankzinnigheid, geeft het hoofd van het gesticht hiervan onmiddellijk schriftelijk kennis aan degene op wiens verzoek de krankzinnige opgenomen werd, aan de voogd van de ontzette, alsook aan de personen en aan de overheden die bericht kregen van zijn opneming, naar luid van artikel 10.

Vijf dagen na het zenden van die berichten, wordt de persoon die genezen of niet krankzinnig verklaard werd in vrijheid gesteld".

Verkeerdelijk verwijst artikel 16 dus naar § 2 van artikel 13 ; verwezen moet worden naar het tweede lid.

De administratieve rechtbank zou hier volgens het voorstel bevoegdheid in eerste aanleg krijgen. Er zou dus beroep bij de Raad van State openstaan.

Luidens artikel 6, § 3, 11°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over de aanvragen als bedoeld bij artikel 25 van de gecoördineerde wetten op de militie en de dienstplicht (Raad van State, artikelen 143 tot 153).

.../...

Militiegeschillen worden thans door twee soorten van rechtscolleges berecht. Op aanvragen om uitstel of vrijlating alsook ter zake van uitsluitingen beschikt de militieraad van de provincie (gecoördineerde wetten van 30 april 1962, artikel 25), behoudens hoger beroep bij de Hoge Militieraad (G.W., artikel 30) en voorziening in cassatie (G.W., artikel 50). Van zijn kant neemt de herkeuringsraad, behoudens voorziening in cassatie (artikel 50) kennis van aanvragen om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond, alsook van sommige medische keuringen (artikel 39).

Voor de geschillen die thans de herkeuringsraad ter kennisneming staan, brengt het voorstel generlei wijziging. Letterlijk geïnterpreteerd ,zou het de administratieve rechtbank in de plaats van de militieraad van de provincie doen komen. Alleen bij wege van gevolgtrekking uit artikel 4, laatste lid, kan worden beweerd, dat de Raad van State de Hoge Militieraad zou vervangen.

Het voorstel is hier in verband te brengen met het voorstel van wet betreffende de hervorming van de rechtspleging in administratieve geschillen, volgens hetwelk de Raad van State voortaan"de enige rechter zou zijn die de in laatste aanleg door de administratieve rechtscolleges gewezen vonnissen nietig kan verklaren" (artikel 2, eerste lid),behalve dan in de gevallen waarin de Koning hem tot appélrechter mocht hebben aangewezen (artikel 3). In zijn advies over dat voorstel zei de Raad van State dat men,

.../...

om het beoogde doel te bereiken, de wetten waarin thans cassatieberoep voorzien wordt, zó moet wijzigen dat daarvoor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State in de plaats komt. De nieuwe tekst die de Raad van State in dat advies (artikel 22) in overweging heeft gegeven, wijzigt de artikelen 50 tot 53 van de gecoördineerde dienstplichtwetten derwijze dat de Raad bevoegdheid krijgt om kennis te nemen van beroepen tot nietigverklaring van beslissingen van de Hoge Militieraad en van de herkeuringsraden.

Het hier besproken voorstel, van hetzelfde kamerlid, maakt de Raad van State voor de zaken die thans onder de militieraden ressorteren, tot appélrechter.

De Raad van State herinnert hier aan hetgeen hij in het begin van dit hoofdstuk heeft opgemerkt. Men kan zich immers afvragen, of het wel raadzaam is de Raad van State in militiezaken, waar er inzake geschillen voor de onder de militieraden ressorterende materies nu reeds twee instanties zijn, tot appélrechter te maken. Ware het niet verkieslijk, de militieraden te laten bestaan en de administratieve rechtbank voor de beslissingen van die raden dus tot appélrechter aan te stellen ? De Raad van State zou dan nietigverklaringsbevoegdheid hebben.

In de toelichting bij zijn voorstel acht de indiener het niet noodzakelijk dat uitstel door een rechtscollege wordt verleend : "Dit werk wordt beter overgelaten aan de actieve administratie, zodat de rechter enkel in geval van betwisting bij de zaak dient betrokken te worden".

.../...

Men bedenke echter, dat men met militiegeschillen op een bijzonder belangrijk domein komt waar de Staatsburgers evenzeer op gelijkheid onder de dienstplichtigen letten als op vrijwaring van al hun rechten. De beslissing over een aanvraag om uitstel volgt niet automatisch zodra voldaan is aan een aantal voorwaarden die zonder enige beoordeling te toetsen zijn. Bij die beslissing moet integeo deel soms over delicate punten worden geoordeeld : heeft de persoon van wie de verweesde of verlaten dienstplichtige de onmisbare kostwinner beweert te zijn omdat hij met zijn vader of moeder gelijkgesteld is, de dienstplichtige wel ten laste of althans vier jaar lang ten laste gehad (G.W.,artikel 10, § 1, 1°, tweede lid) ? Is het door de dienstplichtige ingebrachte inkomen onmisbaar voor het gezinsonderhoud (ibidem, derde lid) ? Kan de dienstplichtig niet worden gemist voor een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf (G.W., artikel 10, § 1, 7°) ?

Als de Hoge Militieraad vervalt, moeten een aantal bepalingen uit de gecoördineerde wetten worden gewijzigd, en moeten met name de artikelen 29 en 35 daarvan worden opgeheven. De dienstplichtwetten voorzien daarenboven in een bijzondere procedure voor het berechten van hoger beroep. Aan de wetgever te oordelen, welke bepalingen uit de artikelen 32, 33, 34 en 37 in die wetten moeten behouden blijven en welke bepalingen dienen te worden opgeheven opdat het daarin behandelde aan 's Konings verordenende bevoegdheid wordt overgelaten.

De door de Raad van State voorgestelde tekst neemt alleen die bepalingen op welke vanwege de bijzondere aard der militiegeschillen verantwoord zijn.

.../...

Luidens artikel 6, § 3, 12°, doet de rechtbank "bij wege van vonnis uitspraak over de reclamaties betreffende de militievergoedingen, als bedoeld bij de wet van 9 juli 1951" (Raad van State, artikelen 133 en 134).

Die wet bepaalt, dat voor het verkrijgen van de militievergoeding een aanvraag moet worden ingediend (artikel 19) en dat daarover een beslissing (artikel 35) wordt genomen door de Minister van Binnenlandse Zaken of diens gemachtigde (koninklijk besluit van 17 januari 1964, artikel 31). Dat is een rechtsprekende beslissing (1). Daartegen kan worden opgekomen - en dat is dan een hoger beroep (2) - bij de commissie voor militievergoedingen, wier beslissing op eis tot nietigverklaring vóór de Raad van State kan worden gebracht.

Uit die ontleding blijkt, dat de wet reeds in twee instanties heeft voorzien. Het voorstel bedoelt de commissies door de administratieve rechtbanken te vervangen, waarbij dan, ingevolge het laatste lid van artikel 4, beroep bij de Raad van State openstaat ; dit zou tot drie, over de zaak zelf oordelende instanties leiden.

De Raad van State stelt voor, de administratieve rechtbank in de plaats van de commissies voor militievergoedingen te doen komen voor de beroepen tegen beslissingen van de Ministers. De Raad van State zou dan, zoals nu, nietigverklaringsbevoegdheid hebben.

.../...

(1) en (2) Arrest Belgische Staat (Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt) t/ BRUTOUT, nr 10.216 van 17 oktober 1963 (Verzameling, blz. 764-765).

Luidens artikel 6, § 3, 13°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over de reclamaties als bedoeld bij artikel 10 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds; het domicilie van de aanvrager bepaalt de territoriale bevoegdheid" (Raad van State, artikelen 136 en 137).

De wet van 27 juni 1956 heeft een "Speciaal Onderstandsfonds ingesteld om sommige categorieën van onderstandskosten te dragen" (artikel 1). De aanvragen om tegemoetkoming van het Fonds worden behandeld door een provinciale adviserende commissie wier bevoegdheid wordt bepaald door de plaats waar de onderstand noodzakelijk is geworden (artikelen 6 en 4). De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin doet uitspraak over de voorstellen van de adviserende commissies (artikel 8), behoudens beroep bij de beroepscommissie van het Speciaal Onderstandsfonds (artikel 10). Beroep tot nietigverklaring tegen de beslissingen van de commissie van beroep komt voor de Raad van State, die naar gemeen recht nietigverklaringsrechter voor administratieve beslissingen in betwiste zaken is.

Het voorstel wenst de administratieve rechtbanken de plaats van de commissie van beroep te doen innemen. Die rechtbanken zouden dus appèlrechter zijn; in een tweede beroep bij de Raad van State hoeft dan niet meer te worden voorzien (zie 12° hierboven).

..../...

Het ware niet rationeel de territoriale bevoegdheid te bepalen naar een andere maatstaf dan die aan de hand waarvan is uitgemaakt welke adviserende commissie de aanvraag dient te behandelen.

Luidens artikel 6, § 3, 14°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over het beroep als bedoeld in artikel 12, 2°, van de wet van 24 december 1958 waarbij beroepsuitoefeningsvoorwaarden kunnen worden ingevoerd in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen; het domicilie van de aanvrager bepaalt de territoriale bevoegdheid" (Raad van State, artikelen 138 tot 141) .

Artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 24 december 1958 bepaalt "dat ieder die een overeenkomstig de vorige artikelen gereglementeerd beroep wenst uit te oefenen, moet bewijzen dat hij zelf of een van zijn aangestelden aan de gestelde voorwaarden voldoet". De beslissing wordt genomen door het bureau van de Kamer van ambachten en nederingen (artikel 11, § 2), behoudens hoger beroep bij de vestigingsraad (artikel 11, § 3).

De beslissing van genoemd bureau is een rechtsprekende beslissing. Dat volgt uit de bewoordingen van de wet, die zegt dat de vestigingsraad in hoger beroep uitspraak doet. De administratieve rechtbank zal hier dus appélrechter zijn, zodat de Raad van State alleen op eis tot nietigverklaring zal moeten optreden.

De door de Raad van State voorgestelde tekst doet duidelijk uitkomen, dat zowel het appélgerecht als het bureau van de Kamer van ambachten en neringen bevoegd zijn om het bij artikel 11 van de wet voorgeschreven attest af te geven.

.../...

Luidens artikel 6, § 3, 15°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over de betwistingen als bedoeld bij artikel 26 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen ; het domicilie van de minder-valide bepaalt de territoriale bevoegdheid" (Raad van State, artikelen 154 en 155).

Die bepaling zegt : "De betwistingen betreffende de beslissingen genomen door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen en die betrekking hebben op de inschrijving of de toekenning van uitkeringen en verstrekkingen aan de minder-validen, worden voorgelegd aan een commissie van beroep waarvan de samenstelling en de werkwijze bepaald worden door de Koning".

Het Fonds als zodanig is geen rechtscollege. Waar het voorstel de administratieve rechtbank in de plaats van de commissie van beroep doet komen, geeft het die rechtbank bevoegdheid in eerste aanleg. Appélrechter in dezen zou dus de Raad van State zijn.

Luidens artikel 6, § 3, 16°, "doet de rechtbank bij wege van vonnis uitspraak over het beroep als bepaald bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten van 3 februari 1961 ; het domicilie van de aanvrager bepaalt de territoriale bevoegdheid" (Raad van State, artikel 142).

.../...

Artikel 6 , eerste lid, van de gecoördineerde wetten van 3 februari 1961 bepaalt : "De Minister tot wiens bevoegdheid de sociale voorzorg behoort en de door hem aangewezen ambtenaren worden ermede gelast een beslissing te treffen inzake de aanvragen om tegemoetkoming" Ingevolge artikel 14, eerste lid,"kan de aanvrager tegen de beslissing van de Minister in beroep gaan bij een commissie van beroep".

De beslissing van de Minister is een rechtsprekende beslissing, net zo goed en om dezelfde redenen als die waarbij de Minister op een aanvraag om militievergoeding beschikt. De commissie van beroep is een appélgerecht (1). Hier moet de Raad van State dus nietigverklaringsrechter blijven.

De bepaling over de territoriale bevoegdheid hoort thuis in de gecoördineerde wetten van 3 februari 1961.

Artikel 14 van genoemde gecoördineerde wetten zegt, dat in de commissie van beroep drie vertegenwoordigers van de gebrekkigen en verminkten en drie doctors in de geneeskunde zitting hebben. Die leden worden door de Koning benoemd. Bovendien staat dat artikel de commissie van beroep toe, de geneesheer-inspecteur van de dienst voor gebrekkigen en verminkten te horen als zij dit nuttig acht. Het is zaak van de wetgever uit te maken

.../...

(1) Als de Raad van State zulk een beslissing nietig verklaart, verwijs hij de zaak (arresten Belgische Staat(Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg) t/BRACONNIER, nr 5937, van 20 december 1957 (Verzameling, blz. 759) en t/BAETSELEER, nr 10.226, van 25 oktober 1963 (Verzameling,blz. 776) en GORREBEECK, nr 10.228, van 29 oktober 1963 (Verzameling,blz.780).

of de geneesheren en de vertegenwoordigers van de belanghebbenden verder bij de rechtsprekende opdracht betrokken moeten blijven, want deze zal voortaan worden vervuld door een rechtbank die een samenstelling heeft en een procedure volgt welke de partijen alle vereiste waarborgen kunnen bieden. Zo ja, dan late men die geneesheren en vertegenwoordigers alleen nog adviserend optreden, zoals voor de tuchtregeling der advocaten en inzake arbeidsongevallen.

Over het verhoor van de geneesheer-inspecteur van de dienst voor gebrekkigen wordt in de voorgestelde tekst niet bepaaldelijk gesproken. De rechtbank kan dat verhoor altijd gelasten op grond van een bepaling uit de titel "procedure" die haar bevoegdheid geeft om verschijning van getuigen en ambtenaren te bevelen.

Luidens artikel 6, § 3, 17°, "doet de rechtbank uitspraak over de betwistingen betreffende de in vredestijd toegekende herstelpensioenen ; het domicilie van de aanvrager bepaalt de territoriale bevoegdheid" (Raad van State, artikel 135).

Met "in vredestijd toegekende pensioenen kan de indiener hier alleen bedoelen de pensioenen voor militairen in vredestijd of, om het te zeggen zoals in artikel 1 van de wet van 9 maart 1953, de pensioenen verleend aan "de militaire invaliden wier invaliditeit te wijten is aan een schadelijk feit, dat zich in vredestijd heeft voorgedaan".

.../...

Geschillen in verband met die pensioenen worden thans berecht zoals terzake van herstelpensioenen die op grond van de gecoördineerde wetten van 5 oktober 1948 zijn toegekend, en wel met twee, over de zaak zelf oordelende instanties : provinciale commissies en een commissie van beroep. Die commissies zijn, met een magistraat als voorzitter, samengesteld uit officieren, invaliden of politiek gevangenen; ze kunnen zich een geneesheer toevoegen (artikel 47). Zij doen alleen uitspraak aan de hand van een expertiseverslag van de gerechtelijk geneeskundige dienst (artikel 45).

Om de redenen die onder de algemene opmerkingen zijn uiteengezet, ware het gewenst de Raad van State hier alleen nietigverklaringsbevoegdheid te geven. De commissies van eerste aanleg, wier beslissingen in hoger beroep voor de administratieve rechtbanken kunnen worden gebracht, zouden dan blijven bestaan.

Voor zover het gaat om pensioenen toegekend op grond van de gecoördineerde wetten verandert het voorstel niets aan de geschillenberechting zoals die thans bestaat. Uit de toelichting bij het voorstel blijkt, dat de indiener van het voorstel van wet betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen de berechting van geschillen, die uit oorlogsomstandigheden zijn ontstaan, ongewijzigd wenst te laten, want zulke geschillen zullen mettertijd toch verdwijnen.

Luidens artikel 6, § 3, 18°, "doet de rechtbank uitspraak over de moeilijkheden als bedoeld in de artikelen 14, 15, 16 en 17 van het koninklijk besluit van 16 november 1939 houdende reglementering van de beroepsbedrijvigheid der vreemdelingen. Het domicilie of de verblijfplaats van de vreemdeling bepaalt de territoriale bevoegdheid" (Raad van State, artikelen 128-129).

.../...

Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 62 van 16 november 1939, bevestigd bij de wet van 16 juni 1947, bepaalt :

"De vreemdeling wiens ambacht, beroep of bedrijvigheid van winstgevende aard niet onder de toepassing valt van het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936 houdende aanvulling en samenvoeging van de bepalingen op het in dienst hebben van vreemde arbeiders, en het koninklijk besluit d.d. 29 december 1936 (1) tot samenschakeling van de bepalingen tot reglementering van de leurhandel, moet bovendien houder zijn van een beroepskaart".

De beroepskaart wordt afgegeven door de Minister van Middenstand. In sommige gevallen (artikel 5, § 1) kan de Minister die kaart niet uitreiken dan op gunstig advies van de Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen. De beslissing van de Minister "bepaalt nauwkeurig het ambacht, het beroep of de bedrijvigheid van winstgevende aard door de titularis uitgeoefend of uit te oefenen en, eventueel, de voorwaarden waaraan deze uitoefening onderworpen is (artikel 2, § 1). Die procedure geldt ook voor de vreemdeling "die voornemens is te veranderen van ambacht of van beroep of wijzigingen te brengen aan de voorwaarden bepaald door de beroepskaart" (artikel 6).

.../...

(1)Thans het koninklijk besluit nr 82 van 28 november 1939.

Bovendien kan de vreemdeling die zich door de beslissing van de Minister benadeeld acht "beroep instellen bij de Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen". De Raad beschikt op dat beroep bij wege van uitspraken (artikel 12). Hij kan "zijn uitspraak herzien in uitzonderlijke gevallen en indien de nieuw ingeroepen gegevens niet konden gekend zijn door de betrokken vreemdeling op het ogenblik van de eerste uitspraak" (artikel 12, tweede lid). Behoudens die mogelijkheid tot herziening "zijn de uitspraken niet vatbaar voor beroep" (1).

De Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen heeft daarnaast ook nog een zogenaamde strafbevoegdheid die bepaald is in de artikelen 14 tot 17 van het koninklijk besluit nr 62.

"Artikel 14. De vreemdeling onderworpen aan de verplichting de beroepskaart te bezitten en die op het grondgebied van het Rijk een ambacht, een beroep of om het even welke bedrijvigheid van winstgevende aard uitoefent zonder titularis te zijn van de "beroepskaart" zal gedaagd worden vóór de Raad voor economisch onderzoek, die zal uitspraak doen over de werkelijkheid van de feiten die de vreemdeling ten laste gelegd worden.

.../ ...

(1) Men leze "voor hoger beroep", want de Raad van State neemt kennis van het beroep tot nietigverklaring van zulke uitspraken (zie infra).

Artikel 15. De vreemdeling houder van een "beroepskaart" :

1° die deze bekomen of behouden heeft dank zij bedrieglijke handelingen ;

2° die ze geleend of afgestaan heeft :

3° die in het Rijk beroep gedaan heeft op de diensten van een of meer vreemdelingen die geen drager zijn van de "beroepskaart", van de "leurkaart" of van de "arbeidsvergunning" ;

4° die een ambacht, een beroep of om het even welke bedrijvigheid van winstgevende aard uitoefent, verschillend van hetgeen gespecifieerd is op zijn "beroepskaart" of die zich niet gedraagt naar de voorwaarden waaraan de aflevering van deze kaart zou ondergeschikt gesteld zijn, zal voor de Raad voor economisch onderzoek gedaagd worden.

Indien de Raad een uitspraak velt waarbij de werkelijkheid wordt vastgesteld van de feiten die ten laste worden gelegd van die vreemdeling, dan beslist hij dat de "beroepskaar" zal worden ingetrokken".

.../...

Artikel 16. De Minister van Economische Zaken en van Middenstand kan vóór de Raad voor economisch onderzoek dagen de vreemdeling houder van een "beroepskaart" :

1° die de gebruiken of wettelijke voorschriften en reglementen overtreedt, die de handels- en industriële bedrijvigheid der nationalenbeheersen;

2° die failliet werd verklaard;

3° die een strafrechterlijke of fiscale veroordeling heeft opgelopen al dan niet in verband met de uitoefening van zijn ambacht of van zijn beroep.

Deze beschikking is slechts van toepassing op de feiten gebeurd na het van kracht worden van dit besluit.

De Raad kan beslissen dat de "beroepskaart" zal worden ingetrokken.

Artikel 17. In de gevallen voorzien bij de artikelen 14, 15 en 16 kan de Raad aan de vreemdeling de verplichting opleggen het land te verlaten binnen de twintig dagen die volgen op de betekening van de uitspraak of van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad".

De uitspraken van de Raad voor economisch onderzoek, zowel die op beroep als bedoeld in artikel 10 als die op grond van de artikelen 14 tot 17, zijn rechtsprekende

.../...

beslissingen (1). De administratieve rechtbank moet dan ook zowel van het beroep als bedoeld in artikel 10 als van de moeilijkheden waarvan sprake in de artikelen 14 tot 17 kennis kunnen nemen.

De Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen is thans rechtscollege in eerste en laatste aanleg. Als het voorstel wet wordt, zou de Raad van State hier appélrechter worden. Om de redenen die vooraan in dit hoofdstuk zijn uiteengezet, late men de Raad voor economisch onderzoek rechter in eerste aanleg en make men de administratieve rechtbank tot appélrechter voor uitspraken van die Raad.

De wetgever moet beslissen of hoger beroep opschortend werkt, ofwel bepalen, dat de administratieve rechtbank de tenuitvoerlegging van de uitspraak kan opschorten. Als de wet daarover zwijgt, is hoger beroep niet schorsend (2). De voorgestelde tekst geeft de rechtbank

.../...

(1) Welke uitspraak de Raad van State ook nietig moge verklaren, hij verwijst de zaak naar de Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen : zie, voor uitspraken op beroep als bedoeld in artikel 10, het arrest DELGRANGE, nr 2628, van 3 juli 1953 (Verzameling, blz. 989-990); voor uitspraken op grond van artikel 14, het arrest LAANE, nr 4967 van 14 februari 1956 (Verzameling blz. 137-138), en de nota van M.GROMMEN, in T.B.W., 1956, blz. 138-139). Het arrest HABER en INTRATOR, nr 208, van 23 december 1949 (Verzameling blz. 313) heeft geen verwijzing uitgesproken maar dagtekent van vóór de hierboven aangehaalde. Het arrest VITALIS, nr 1610, van 30 mei 1952 (Verzameling blz.545) heeft de zaak evenmin verwezen maar dáár was vernietiging wegens machtsoverschrijding zonder verwijzing mogelijk. In het arrest VAN AMELSFORT, nr 8418, van 7 februari 1961 (Verzameling blz. 159) verklaart de Raad van State "De Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen is een administratief rechtscollege"

(2) Zie het advies van de afdeling wetgeving over het voorstel van wet betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen (gedr. st., zitting 1962-1963, nr 479-2, blz. 16-19).

bevoegdheid om de tenuitvoerlegging op te schorten.Louter als afleidingsmaneuver bedoelde beroepen worden hiermee tegengegaan.

Luidens artikel 6, § 3, 19°,"doet de rechtbank uitspraak over het beroep betreffende de kiezerslijsten, als bedoeld in titel II, hoofdstuk II, van het Kieswetboek" (Raad van State, artikelen 102 tot 115).

Het voorstel doelt hiermee op geschillen inzake kiezerslijsten.

Het Kieswetboek organiseert een procedure tot herziening van die lijsten. Jurisdictioneel begint de eerste faze van die procedure als het college van burgemeester en schepenen de lijsten voorlopig gaat afsluiten (artikel 27). Artikel 28 bepaalt immers :

"De neerlegging der voorlopige lijsten, bevolen bij artikel 27, wordt ter kennis der burgers gebracht door een bericht in de gebruikelijke vorm afgekondigd, waarbij zij uitgenodigd worden, ten uiterste de 20e november, aan het college van burgemeester en schepenen, en afzonderlijk voor elke kiezer, de bezwaren te sturen, welke zij tegen de lijsten in te brengen hebben.

Het bericht vermeldt, dat geen vordering strekkende tot de inschrijving van een kiezer in beroep ontvankelijk zal zijn, zo zij niet voorafgaandelijk aan het college werd onderworpen met al de bewijsstukken".

.../...

Van de beslissingen waarbij het college van burgemeester en schepenen beschikt op bezwaren strekkend tot inschrijving van een kiezer kan ingevolge artikel 46 rechtstreeks in beroep worden gegaan bij het Hof van beroep. Behalve precies voor bezwaren met dat doel voorziet de wet in direct beroep bij dat Hof :

- artikel 46 stelt zulk een beroep open voor al wie wederrechtelijk is ingeschreven,voor al wie op de voorlopige lijst was ingeschreven maar ten gevolge van de bijkomende herziening werd geschrapt, of voor al wie, wederrechtelijk geschrapt, bewijst dat hij vóór 3 november van het gemeentebestuur geen bericht kreeg van zijn schrapping van de voorlopige lijsten;
- artikel 47 stelt onder dezelfde voorwaarden eenzelfde beroep tegen inschrijvingen, schrappingen of weglatingen van namen van kiezers of tegen alle onnauwkeurige aanwijzingen in de namen, voornamen, het beroep of de woning open voor al wie de burgerlijke en politieke rechten geniet in het kiesarrondissement waar hij zijn gewoon verblijf heeft.

Het Hof van beroep moet dus nu eens in hoger beroep, dan weer in eerste en laatste instantie uitspraak doen.

Het voorstel heeft het alleen over "het beroep ... als bedoeld in titel II, hoofdstuk II, van het Kieswetboek", dat wil zeggen over het beroep waarvan sprake is in de artikelen 46 en 47. Voor zulke beroepen doet het de administratieve rechtbank in de plaats van het Hof van beroep komen. De Raad van State zou dus als

.../...

appélrechter voor vonnissen van de administratieve rechtbanken naar gelang van het geval, in derde of in tweede instantie over de zaak uitspraak doen ten gronde. Zoals reeds voor andere zaken is voorgesteld, zou de Raad van State ook hier veeleer nietigverklaringsbevoegdheid dan appélbevoegdheid in derde instantie moeten hebben. Het gaat echter niet op, de Raad van State voor bepaalde geschillen inzake opmaking van kiezerslijsten tot nietigverklaringsrechter, en hem voor sommige andere, eveneens op die lijsten betrekking hebbende geschillen tot appélrechter te maken, te meer daar samenhang hier niet uitgesloten is. Om dat bezwaar te ondervangen en mede gelet op het spoedeisende van zulke zaken, wordt in overweging gegeven de Raad van State alleen met nietigverklaringsbevoegdheid te laten optreden. De voorgestelde tekst houdt met die opmerking rekening.

Die tekst behoeft bovendien wel enige commentaar.

Het Kieswetboek schrijft geen kennisgeving voor. De voorgestelde tekst bepaalt, dat van de vonnissen kennis wordt gegeven; de partijen krijgen dus alle faciliteiten die de inquisitoriale rechtspleging biedt.

Luidens artikel 67, derde lid, van het Wetboek kan het Hof van beroep of de magistraat die het enkwest doet, straffen bepalen tegen de achterblijvende getuigen. Die bepaling is niet langer denkbaar als de administratieve rechtbank in de plaats van het Hof van beroep komt. De voorgestelde tekst heft het derde lid dan ook op.

.../...

De rechtspleging vóór de Raad van State, zoals ze uit de voorgestelde tekst blijkt, is in de eerste plaats geïnspireerd op die welke het koninklijk besluit van 15 juli 1956 terzake van gemeenteraadsverkiezingen heeft voorgeschreven, maar dan met de nodige aanpassingen ter eerbiediging van het recht van beroep dat in het thans geldende artikel 71, tweede lid, van het Kieswetboek is georganiseerd. Ten volle gewaarborgd is dat recht alleen als men degene die beroep had kunnen instellen, toestaat het geding te hervatten, met dien verstande dat dit de berechting van de zaak niet mag komen vertragen.

Bepaald wordt, dat het beroepschrift aan de griffie van de rechtbank wordt gericht of daar wordt neergelegd, in plaats van aan of bij de griffie van de Raad van State. De griffier van de rechtbank kan dan al het nodige doen opdat gemakkelijker van het dossier inzage kan worden genomen. Dit zal immers op de griffie van de rechtbank gebeuren, precies zoals dat inzake gemeenteraadsverkiezingen thans op het provinciaal gouvernement geschiedt. De partijen worden aldus nodeloze verplaatsingen bespaard.

De voorgestelde tekst heft in hoofdstuk IV van titel II van het Kieswetboek een aantal procedurebepalingen op. Het is zaak van de Koning, eventueel speciale regelen vast te stellen met betrekking tot de rechtspleging voor de administratieve rechtbank of voor de Raad van State, hierbij uitgaand van de beginselen die aan de opgeheven bepalingen ten grondslag lagen en van hetgeen voor de goede werking van het administratief gerecht vereist is.

.../...

Het voorstel raakt niet aan de bevoegdheid die aan de hoven van beroep is toegekend in de artikelen 125 en volgende van het Kieswetboek. Die bepalingen stellen een procedure in om vóór de verkiezingen na te gaan of de kandidaten verkiesbaar zijn. De wetgever moet oordelen of het wenselijk is dat het Hof van beroep hiervoor bevoegd blijft, terwijl voor het overige de berechting van alle verkiezingsgeschillen, behalve die waarin de Wetgevende Kamers beslissen, aan de administratieve rechter zou worden opgedragen.

Voor het geval dat de wetgever beslist de artikele 125 en volgende van het Kieswetboek te wijzigen, moge de aandacht worden gevestigd op de moeilijkheden welke de inwerkingstelling van de in die artikelen voorgeschreven procedure kan opleveren, vooral wanneer het hoofdbureau een kandidatuur van de hand wijst, omdat niet voldaan is aan een verkiesbaarheidseis, die eerst de dag van de verkiezing vervuld moet zijn; dat is het geval met de kandidaat-gemeenteraadsleden, die hun woonplaats in de gemeente moeten hebben (1).

Volgens artikel 6, § 3, 20°, "doet de rechtbank uitspraak over het beroep als bedoeld bij de artikelen 56 en 57 van de wet van 28 maart 1960 betreffende het rustpensioen der zelfstandigen; het domicilie van de aanvrager bepaalt de bevoegdheid" (Raad van State, artikelen 156 en 157).

.../...

(1) Zie de arresten Gemeenteraadsverkiezing te Gijzenzele, nr 2332, van 30 maart 1953 (Verzameling, blz.440-443), en Gemeenteraadsverkiezing te Tohogne, nr 2495, van 22 mei 1953 (Verzameling, blz. 696-698).

De wet van 28 maart 1960 is opgeheven bij artikel 75 van de wet van 31 augustus 1963. Artikel 56 bepaalde dat de bijdragen "desnoods langs gerechtelijke weg" zouden worden ingevorderd. Artikel 57, § 1, verklaarde de vrederechter bevoegd inzake geschillen betreffende de betaling van bijdragen en renten. Artikel 57, § 2, bracht de geschillen "in verband met de uitkeringen die ten laste zijn van de Rijksdienst voor de pensioenen der zelfstandigen" voor gewestelijke klachtencommissies, behoudens hoger beroep bij de hoge commissie voor de pensioenen der zelfstandigen. Tegen de beslissingen in hoger beroep kon bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring worden ingesteld. Maar de instelling van de in artikel 57 bedoelde rechtscolleges "(deed) geen afbreuk aan de bevoegdheid der hoven en rechtbanken zoals deze omschreven is in de artikelen 92 en 93 van de Grondwet", behoudens sommige aanpassingen, die overigens niet meer voorkomen in de wet van 31 augustus 1963.

De indiener van het voorstel wil de administratieve rechter kennelijk belasten met de berechting van alle geschillen zoals de wet van 28 maart 1960 die had geregeld, en dus ook van de geschillen betreffende de betaling van bijdragen en renten. Uitgaande van dit voornemen, moet een onderzoek worden gewijd aan de wet van 31 augustus 1963, en inzonderheid aan de artikelen 52 en 54, die bepalen :

.../...

"Artikel 52. De geschillen met betrekking tot de betaling van de bijdragen en renten, welk ook het bedrag hiervan zij, vallen onder de bevoegdheid van de vrederechter. Hij beslist in laatste aanleg tot een bedrag van 2.000 frank.

De vonnissen die ter zake geveld worden, zijn uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande beroep of verzet.

De territoriale bevoegdheid wordt bepaald door de plaats waar de onderworpene zijn woonplaats heeft of, als hij niet in België woont, zijn verblijfplaats.

Indien de onderworpene geen woon- noch verblijfplaats meer heeft in België, wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door de laatst gekende woon- of verblijfplaats in België.

Wat de mandatarissen van maatschappijen betreft, die uitsluitend of hoofdzakelijk in het buitenland verblijven, wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door de plaats waar de voornaamste instelling van de maatschappij in België gevestigd is.

Artikel 54. § 1. De geschillen in verband met de toekenning van de uitkeringen ten laste van de Rijksdienst, worden gebracht voor de gewestelijke klachtencommissies en, in hoger beroep, voor de Hoge Commissie voor de pensioenen der zelfstandigen, opgericht krachtens de wet van 28 maart 1960.

De Koning bepaalt de samenstelling, de territoriale bevoegdheid en de werkingswijze van deze commissies.

.../...

Het koninklijk besluit, getroffen ter uitvoering van onderhavig artikel, voorziet namelijk in de rechtspleging op tegenspraak en de verplichting voor de rechtscolleges hun beslissingen te motiveren.

§ 2. De beslissingen getroffen door de Hoge Commissie voor de pensioenen der zelfstandigen, kunnen het voorwerp uitmaken van het beroep tot nietigverklaring, bedoeld in artikel 9 van de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State.

In geval van vernietiging, wordt de zaak verwezen naar de anders samengestelde Hoge Commissie. Dit rechtscollege schikt zich naar het arrest van de Raad van State wat betreft de daarin beslechte rechtspunten.

§ 3. De Koning bepaalt in welke gevallen het verhaal ingediend in een ander pensioenstelsel de beroepstermijnen schorst welke zullen vastgesteld worden in uitvoering van § 1 van onderhavig artikel".

Uit de algemene opzet van het wetsvoorstel blijkt dat de vrederechter, bedoeld in artikel 52, en beide in artikel 54 bedoelde gerechtelijke instanties zouden worden vervangen door twee administratiefrechtelijke instanties, met name de administratieve rechtbank en de Raad van State. Hier lijkt een wet voor het eerst een administratief gerecht bevoegd te verklaren inzake sociale bijdragen. Hierbij kunnen dezelfde opmerkingen worden gemaakt als bij de administratieve-geschillenberechting inzake indirecte belastingen geheven door plaatselijke overheden.

.../...

Rekening moet worden gehouden met het aantal geschillen en met de praktische noodzaak, onder de vernietigingscontrole van de Raad van State, twee over de zaak zelf oordelende rechtsinstanties te organiseren. Met dit voor ogen is de voorgestelde tekst opgemaakt, waarin de gewestelijke klachtencommissie in de plaats van de vrederechter en de administratieve rechtbanken in de plaats van de Hoge Commissie voor de pensioenen der zelfstandigen komen.

In de voorgestelde tekst vervalt de bepaling van artikel 52, eerste lid, die zegt dat de vrederechter "in laatste aanleg beslist tot een bedrag van 2.000 frank". Twee rechtsinstanties zullen, althans een tijd lang, niet teveel zijn wil de administratieve rechter zich aan de nieuwe geschillenberechting kunnen aanpassen.

Artikel 6, § 4, bepaalt : "De rechtbank doet bij wege van vonnissen uitspraak over betwistingen omtrent rechten op wedden, pensioenen en andere uitkeringen in geld waarin voorzien is bij de wetten en reglementen die voor het personeel in administratieve overheidsdiensten als statuut gelden. De territoriale bevoegdheid wordt bepaald door de woonplaats van het personeelslid of zijn rechtverkrijgenden" (Raad van State, artikel 7).

Het voorstel belast de administratieve rechtbanken dus met de berechting van de geschillen inzake geldelijke subjectieve rechten van overheidspersoneel onder statuut.

.../...

Een reeds oude rechtspraak van het Hof van cassatie (1) en talrijke arresten van de Raad van State (2) hebben als burgerlijke rechten erkend het recht van het overheidspersoneel op vervallen wedden en het recht op pensioen.

Op andere gebieden waar het ook gaat om schuldvorderingsrechten, die stoelen op de sociale solidariteit, belasten recente wetten administratieve rechtscolleges met de kennisneming van geschillen over die rechten, die daardoor stilzwijgend als politieke rechten worden aangemerkt.

Een arrest van het Hof van cassatie van 21 december 1956 beschouwt als politiek recht het recht op werkloosheidsuitkering (3).

Hoe het zij, over de aard van de geldelijke rechten van het overheidspersoneel op vervallen wedden en op pensioen is de recente rechtsleer het nog altijd niet eens.

.../...

(1) Naar die rechtspraak verwijst Ch. GOOSSENS, "Recherches sur les critères de distinction des droits individuels: droits civils, droits politiques, droits administratifs" in "Annales de la Faculté de droit de Liège", 1960, blz. 188, noot 42.

(2) Zie onder meer, voor de recente rechtspraak, de arresten SOMVILLE, nr 9327, van 19 april 1962 (Verzameling, blz. 367) en WILLEMS, nr 9770, van 4 december 1962 (Verzameling, blz. 1116).

(3) Vergelijk het zeer recent arrest van de Raad van State, DAUCHOT, nr 10.365, van 10 januari 1964; de Raad van State verklaart zich onbevoegd om kennis te nemen van een afdanking uitgesproken "volgens de bepalingen van het burgerlijk recht". Voor recente rechtsleer, zie vooral Ch. GOOSSENS, op. cit., blz. 149-286; C.CAMBIER, "Principes du contentieux administratif", Deel 1, Brussel, 1961.

Keurt de wetgever het voorstel goed, dan zal hij stilzwijgend beslissen dat die rechten geen burgerlijke rechten zijn.

De territoriale bevoegdheid is geregeld in hoofdstuk IV van de voorgestelde tekst.

CONCLUSIE VOOR HOOFDSTUK II.

Uit het onderzoek van hetgeen de administratieve rechtbanken aan bevoegdheid wordt opgedragen, blijkt dat zij die nu eens in eerste aanleg, behoudens hoger beroep bij de Raad van State, dan in hoger beroep, behoudens beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, zullen uitoefenen. De voorgestelde tekst maakt dat onderscheid.

Een eerste afdeling "Bevoegdheid in eerste aanleg" ontleent aan het voorstel artikel 6, § 3, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 8°, 9°, 10°, 15°, en artikel 6, § 4.

Een tweede afdeling "Bevoegdheid in hoger beroep" ontleent aan het voorstel artikel 6, § 3, 6°, 11°, 12°, 13°, 14°, 16°, 17°, 18°, 19° en 20°.

Artikel 6, § 3, 5°, van het voorstel is in de voorgestelde tekst niet overgenomen.

De voorgestelde tekst is zo uitgewerkt, dat iedere bevoegdheid gemakkelijk van afdeling 1 naar afdeling 2 kan overgaan, of omgekeerd, naargelang de wetgever daarover oordeelt. Anderzijds zal de voorgestelde wet zodoende gemakkelijk kunnen worden aangevuld, ingeval de wetgever aan de administratieve rechtbanken nieuwe bevoegdheden zou willen verlenen.

.../...

HOOFDSTUK III. MACHTSOVERSCHRIJDING (Raad van State, artikelen 9 en 10).

Over de geschillen wegens machtsoverschrijding, waarvan de berechting door het voorstel aan de administratieve rechtbanken wordt opgedragen, handelt artikel 6, § 2.

Luidens 1° van die paragraaf, doet de rechtbank ..."uitspraak over de beroepen wegens machtsoverschrijding, door personeelsleden in overheidsdienst met een bij een wet of verordening bepaald statuut ingesteld tegen administratieve handelingen welke hen individueel betreffen".

Volgens 2° doet de rechtbank ... "uitspraak over de beroepen tot nietigverklaring wegens overschrijding van macht welke tegen de handelingen van de provincie, de gemeenten en de lagere gezagslichamen en tegen desbetreffende handelingen van de toezichthoudende overheid worden ingesteld ...".

In het geval onder 1° wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door de woonplaats van de ambtenaar; in het geval onder 2°, door de zetel van de plaatselijke overheid.

Het voorstel werkt dus met twee maatstaven om de territoriale bevoegdheid te bepalen, zonder te zeggen welke van beide het haalt. Dat kan een bron van moeilijkheden worden; welke moeilijkheden dat kunnen zijn, zal aan enkele voorbeelden duidelijk worden. Zij zouden des te groter zijn, daar zij én de territoriale bevoegdheid van de administratieve rechtbanken, én de verdeling van de bevoegdheden over die rechtbanken en de Raad van State zouden betreffen.

.../...

1. X ..., ambtenaar van de stad Brussel, waar hij woont, bestrijdt een hem betreffende handeling van de gemeenteoverheid. Krachtens 1° is de rechtbank van zijn woonplaats, krachtens 2° de rechtbank van de provincie waartoe de gemeente behoort, bevoegd. Een bevoegdheidsprobleem is er niet : de bevoegde rechtbank is die van Brabant.

2. Zelfde X ... bestrijdt de beslissing van de gemeenteraad die hem afzet en het koninklijk besluit dat zijn afzetting goedkeurt. Bevoegd is ook hier de rechtbank van Brabant. Het koninklijk besluit is een handeling van de toezichthoudende overheid die, krachtens 2°, ressorteert onder de rechtbank van de zetel van de onder toezicht staande overheid.

3. Y ..., eveneens ambtenaar van de stad Brussel, woont te Bergen. Bevoegd is volgens 1° de rechtbank van Henegouwen, volgens 2° die van Brabant.

4. X ..., ambtenaar van de stad Brussel, waar hij woont, wil de gemeenteverordening betreffende de verhoging in graad bestrijden. Volgens 1° moet hij zich tot de Raad van State wenden omdat het niet gaat om een handeling die hem alleen betreft. Volgens 2°, waar geen onderscheid wordt gemaakt tussen individuele handelingen en verordeningen, moet hij zich tot de rechtbank van Brabant wenden op grond van de zetel van de plaatselijke overheid van wie de verordening uitgaat.

5. De stad Brussel wil politieagenten aanwerven en richt daartoe een vergelijkend examen in. Gegadigden A ... en B ... onderscheidenlijk met woonplaats te Antwerpen

.../...

en te Bergen, slagen niet voor dat examen en vorderen de nietigverklaring daarvan. Welke rechtbank zal bevoegd zijn : die van Antwerpen of die van Henegouwen, krachtens de woonplaats van gegadigden, danwel die van Brabant, krachtens de ligging van de stad Brussel ?

Uit deze enkele voorbeelden blijkt welke nadelen kunnen gepaard gaan met de toepassing van twee maatstaven inzake territoriale bevoegdheid.

Om die nadelen te ondervangen, lijkt de zetel van de overheid het te moeten halen op de woonplaats van de verzoeker, althans voor handelingen van plaatselijke overheden. Met die oplossing kan worden voorkomen dat eenzelfde verordening door verschillende provinciale rechtbanken anders wordt geïnterpreteerd en zal in veel gevallen geen regeling van rechtsgebied nodig zijn.

Uitzondering op de regel, dat de zetel van de overheid van wie de bestreden handeling uitgaat de bevoegdheid bepaalt, is redelijk, voor gevallen waarin de administratieve overheid voor meer dan een provincie territoriaal bevoegd is. De meeste overheden met zulk een bevoegdheid zijn in de Brusselse agglomeratie gevestigd en hebben een uitgebreide personeelsbezetting. De uitzondering is derhalve hierdoor gewettigd, dat het best is niet de grote meerderheid van de geschillen inzake openbaar ambt aan de rechtbank van Brabant toe te wijzen. Die uitzondering zou echter alleen mogen gelden voor de centrale diensten, met uitsluiting van de buitendiensten - provinciale, gewestelijke of plaatselijke -, waar niets de toepassing van de algemene regel in de weg staat.

.../...

Voor een eenvoudiger regeling ware het verkieslijk aan de administratieve rechtbanken, die algemene bevoegdheid zullen hebben ten aanzien van alle verordeningen van de provinciale, gewestelijke en plaatselijke overheden, de beroepen tegen verordeningen waarbij diezelfde overheden het statuut van hun personeel vaststellen, niet te onttrekken.

Om dezelfde redenen zouden de administratieve rechtbanken kennis moeten nemen van alle beroepen tegen handelingen die een persoon individueel betreffen, en niet alleen van beroepen tegen individuele handelingen met betrekking tot het overheidspersoneel. Die overwegingen liggen ten grondslag aan de tekst die de Raad van State in artikel 9 voorstelt.

Op sommige beroepen die thans krachtens de wet van 23 december 1946 ter kennisneming van de Raad van State staan, kan alleen worden beschikt door de algemene vergadering van de afdeling administratie (machtsafwending herziening). De wetgever moge oordelen of dezelfde regel op de administratieve rechtbanken moet worden toegepast.

Bij de redactie van artikel 9 van de voorgestelde tekst is uitgegaan van artikel 9 van de wet van 23 december 1946. Anders dan in het voorstel, is geen gebruik gemaakt van de woorden "beroepen wegens machtsoverschrijding" die, gelet op de huidige wet, zouden kunnen doen twijfelen aan de bevoegdheid van de administratieve rechtbanken om kennis te nemen van middelen ontleend aan de "overtreding van de hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen" en aan afwending van macht.

.../...

HOOFDSTUK IV. TERRITORIALE BEVOEGDHEID.

Voor bepaalde aangelegenheden wordt de territoriale bevoegdheid door het voorstel geregeld, voor andere ligt zij vrijwel voor de hand : een gemeenteraadsverkiezing wordt geldig verklaard door de rechtbank van de provincie waartoe de gemeente behoort. In sommige gevallen kan alleen een stellige bepaling in de wet de territoriale bevoegdheid vaststellen : zo voor geschillen inzake domicilie van onderstand tussen twee commissies van openbare onderstand van verschillende provincies. Het voorstel moet zoveel mogelijk algemene en nauwkeurige regelen stellen, ook al moet dan de mogelijkheid worden opengelaten dat daarvan door bijzondere wetten wordt afgeweken.

Het voorstel bevat de volgende regelen ter zake van territoriale bevoegdheid :

- inzake openbaar ambt wordt de bevoegdheid bepaald door de woonplaats van de ambtenaar (artikel 6, § 2, 1°, en § 4);
- voor geschillen machtsoverschrijding betreffende handelingen van overheden wier bevoegdheid niet buiten de provincie reikt, en naar aangenomen mag worden onder voorbehoud van de vorige bepaling, wordt de bevoegdheid bepaald door de zetel van de "plaatselijke" overheid (artikel 6, § 2, 2°);

.../...

- voor betwistingen betreffende de bevoegdheid van de administratieve overheden "wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door de plaats waar de eisende overheid is gevestigd" (artikel 6, § 1);
- gaat het om reclamaties als bedoeld in artikel 10 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds, dan "bepaalt het domicilie van de aanvrager de territoriale bevoegdheid" (artikel 6, § 3, 13°);
- zelfde oplossing voor de gevallen onder artikel 6, § 3, 14°, 15°, 16°, 17°, 18° en 20°.

De voorgestelde tekst steunt op de volgende beginselen (Raad van State, artikelen 11 tot 15).

In beginsel vallen de in een provincie gelokaliseerde zaken onder de bevoegdheid van de rechtbank van die provincie; om praktische redenen is die regel niet uitgebreid tot het geval dat geen van de betrokken overheden haar zetel in de provincie heeft (artikel 11). Toch moest een regeling worden getroffen voor betwistingen waarbij overheden betrokken zijn die een verschillende taal gebruiken (artikelen 12 en 13), en moest rekening worden gehouden met de faciliteiten verleend aan de minderheden van sommige gemeenten (artikel 15).

In de overige gevallen zal de rechtbank van de woonplaats of van de zetel van de eiser bevoegd zijn (artikel 14). Die rechtbank werd verkozen boven die van

.../...

de woonplaats van de verweerder, om het gerecht nader te brengen bij de particulieren die met de administratie in conflict zijn, en omdat in vele geschillen verweerders uit verschillende provincies betrokken kunnen zijn (bijvoorbeeld inzake openbare onderstand).

HOOFDSTUK V. EXCEPTIE VAN ONBEVOEGDHEID (Raad van State, artikelen 16 tot 19).

Voor dit hoofdstuk doet het voorstel geen gegevens aan de hand. Een spoedafwikkeling van eventuele bevoegdheidsgeschillen tussen administratieve rechtbanken lijkt echter veel nut op te leveren.

Het voorstel betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen verklaart de Raad van State weliswaar bevoegd tot het voorkomen en opheffen van strijdigheid tussen beslissingen van onder hem ressorterende administratieve rechtscolleges, maar aangezien het onderhavige voorstel administratieve rechtbanken bedoelt op te richten, ligt het voor de hand dat de kwestie voor die rechtbanken daarin wordt geregeld. Het aldus aangevulde voorstel zal de Regering tot model kunnen dienen voor het organiseren van een rechtspleging die op alle administratieve rechtscolleges kan worden toegepast.

.../...

TITEL II. - ORGANISATIE.

De organisatie van de administratieve rechtbanken is in het voorstel geregeld in artikel 1, tweede lid, en in de artikelen 2, 3 en 5, eerste en tweede lid.

A. Oprichting van een provinciaal auditoraat.

Het voorstel bepaalt wel dat er in de rechtbanken rechters en griffiers zullen zijn, maar richt geen orgaan op als het auditoraat van de Raad van State. Die leemte is waarschijnlijk hierdoor te verklaren, dat de administratieve rechtbanken worden geacht de opvolgers te zijn van de bestendige deputaties en van andere administratieve rechtscolleges die zelf hun zaken behandelen en daarvoor niet beschikken over een orgaan van de wet.

Thans worden de zaken die voor de bestendige deputatie of voor de administratieve rechtscolleges worden gebracht, behandeld hetzij door de bureaus van de provincial besturen hetzij door de Rijksdiensten waaronder die colleges ressorteren. Soms wordt het onderzoek zelfs geleid door Staatscommissarissen, die zullen verdwijnen met het rechtscollege waaraan zij verbonden zijn en waarvan de bevoegdheid op de administratieve rechtbank zal overgaan.

Een systeem van recht spreken waar het onderzoek alleen bij rechters berust, is wel denkbaar. Het Hof van justitie van de Europese Gemeenschappen is op die wijze georganiseerd : de advocaten-generaal verstrekken er alleen adviezen. In de praktijk kan zulk een systeem echter ondoeltreffend zijn wanneer het gaat om rechtscolleges die in zeer talrijke geschillen uitspraak moeten doen.

.../...

Tussen de taak van de Raad van State en die van de administratieve rechtbanken zal er in de uitoefening van dezelfde bevoegdheden alleen een verschil van instantie bestaan. Het ware normaal voor de organisatie van de administratieve rechtbanken en voor de rechtspleging een voorbeeld te nemen aan die van de Raad van State.

Kenmerkend voor de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State is de rol die aan de leden van het auditoraat is toebedeeld. Zij verlenen hun medewerking bij de behandeling der zaken. Zij kunnen worden belast met het onderzoek waartoe de afdeling besloten heeft. Zij brengen hun advies uit in openbare terechtzitting bij het einde der debatten (1). Behalve die in de wet omschreven opdrachten hebben zij krachtens de procedureregeling van 23 augustus 1948 nog te waken voor de uitvoering van de aan het onderzoek voorafgaande maatregelen en over de zaak een verslag op te maken, waarvan de neerlegging tot gevolg heeft dat de zaak bij de afdeling administratie aanhangig wordt gemaakt (2).

Het lijdt geen twijfel dat wat de rapporteur uit het auditoraat doet, vóór hij zijn rapport neerlegt, tot de onderzoeksfunctie behoort : dat is met name het geval met vragen om inlichtingen die voor het opmaken van het rapport nodig zijn. Tot diezelfde functie behoren ook de onderzoeksverrichtingen waarmede de kamer waarvoor het rapport bestemd is, het lid van het auditoraat kan belasten, wanneer zij zich onvoldoende voorgelicht

.../...

(1) Wet van 23 december 1946, artikel 36.
(2) Artikelen 5 en 12.

acht (1) : de kamer kan wel een van haar leden met die onderzoeksverrichtingen belasten, maar geeft in de regel daartoe opdracht aan de rapporteur van het auditoraat. De onderzoeksfunctie houdt op met de neerlegging van het rapport, althans met het bevel van de kamer dat de zaak in staat van wijzen verklaart (2).

Het rapport moet een volledige studie zijn van alle vragen waarvoor de rechter zich geplaatst ziet. De feiten waarvan de wetenschap noodzakelijk is voor het begrip van de middelen moet het niet alleen uiteenzetten, maar ook ontwarren en duidelijk stellen. In rechte moet het niet alleen de middelen ontleden en de draagwijdte ervan toelichten, het moet die aan de wet en aan de rechtspraak toetsen. Luidens het koninklijk besluit van 15 juli 1956 moet van dat rapport kennis worden gegeven aan de partijen, die het in de laatste memorie en op de terechtzitting kunnen bespreken. Aan het slot van de debatten wordt het lid van het auditoraat in zijn advies over de zaak gehoord.

Aannemen dat de rechtspleging inquisitoriaal moet zijn, en dat een voorafgaand en onpartijdig onderzoek van het geschil door een van de kamer onafhankelijk orgaan, nuttig is voor een goede rechtsbedeling, leidt vanzelf tot de conclusie dat de administratieve rechtbanken behoefte hebben aan een auditoraat met een soortgelijke taak als het auditoraat van de Raad van State.

Het kan ook dienstig zijn aan het provinciaal auditoraat, bij schending van de wet, het recht te verlenen om tegen in eerste aanleg gewezen vonnissen hoger

.../...

(1) Rechtspleging, artikelen 13 en 14.

(2) Zij kan weer in werking komen krachtens een arrest dat de heropening van de debatten beveelt.

beroep in te stellen en om tegen in laatste aanleg gewezen vonnissen nietigverklaring te vorderen.

In een aantal zaken, waarin de uitspraak bij de bestendige deputatie berust, en inzonderheid in verkiezingsgeschillen, kan de gouverneur, krachtens de wet, opkomen tegen de beslissing van dat rechtscollege. Uit de rechtspraak van de Raad van State (1) blijkt dat in andere zaken aan de Staat het recht wordt verleend bij de Raad van State beroep in te stellen, wanneer zijn enig belang erin bestaat de wet te doen naleven.

.../...

---

(1) Volgens het arrest Belgische Staat, Minister van Wederopbouw, t/Chainiaux en consorten, nr 538, van 20 oktober 1950 (Verzameling, blz.490-493), verdwijnt het belang van de Staat om een beslissing van de commissie van beroep voor oorlogsschade aan private goederen aan te vallen niet wegens het feit dat de verzoekende partij niet besluit tot de vermindering van het totaal bedrag der aan de consorten Chainiaux en Martin toegekende vergoedingen, maar zich ertoe beperkt kritiek uit te brengen op door de commissie gedane verdeling van de vergoedingen en het maximumbedrag van het herstelkrediet tussen de weduwe van de gesinistreerde en zijn kinderen ; dat de verzoekende partij er belang bij heeft dat deze vergoedingen en kredieten op een juiste wijze zouden worden verleend aan degenen die bevoegd zijn om ze te ontvangen.

Het arrest Quintart, nr 757, van 24 februari 1951 (Verzameling blz.111-113) constateert "dat het besluit van de Regent van 27 maart 1948 geen enkele beperking van het recht van beroep van de Staat inhoudt", tegen een beslissing van de aanvaardingscommissie van beroep voor politiek gevangenen en rechthebbenden. De Raad van State verwerpt dan ook het middel dat de Staat er geen belang bij had, bij de aanvaardingscommissie van beroep hoger beroep in te stellen tegen de in eerste aanleg gewezen beslissing die de conclusies van de Staatscommissaris had ingewilligd.

(vervolg van de voetnoot van voorgaande bladzijde)

Het arrest Belgische Staat (Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw) t/Consorten Precz, nr 4020, van 29 januari 1955 (Verzameling, blz. 103-105) wijst, in eenzelfde aangelegenheid "dat de Staatscommissaris-verslaggever tot vrijwaring van het algemeen belang optreedt en de toepassing van de wet nastreeft; dat de Minister, die de Staat vóór de bevoegde commissies vertegenwoordigt, wanneer hij een andere uitleg geeft aan de in werking zijnde wettelijke bepalingen, met het oog op het algemeen belang beroep kan instellen bij de Raad van State".

Het arrest Belgische Staat (Minister van Wederopbouw) t/Arpigny, nr 1025, van 28 juli 1951 (Verzameling, blz. 501-503), besluit dat de Staat "er belang bij heef dat de controlecommissies (voor burgerlijke weerstanders) hun opdracht vervullen binnen de grenzen door de besluitwet (van 24 december 1946) bepaald". Het belang van deze beginselverklaring wordt echter gemilderd door het feit dat de Staat de erkenning van een burgerlijk weerstander aanviel en door de overweging "dat de Staat de lasten draagt die uit de toepassing van de artikelen 12 en volgende van de besluitwet voortvloeien ten gunste van de personen welke door de commissies als burgerlijke weerstanders werden erkend".

Ten slotte zegt het arrest Belgische Staat (Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw) t/Prignon en consorten, nr 4006, van 21 januari 1955 (Verzameling, blz. 82-85), duidelijk "dat de Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw ermede belast is te waken voor de juiste toepassing van de wet betreffende de herstelling der oorlogsschade, zoals onder andere blijkt uit artikel 29, uit artikel 36, § 1, en, in algemene zin, uit gans de wetgeving die de stof beheerst; dat zijn belang in de grond erin bestaat de wet te doen eerbiedigen".

.../...

B. Onderzoek van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

De door de Raad van State voorgestelde tekst herhaalt de meeste bepalingen uit het voorstel maar gaat hierbij uit van de noodzaak, een auditoraat in te stellen. Hij voegt er een aantal voorschriften aan toe, die belangrijk genoeg lijken opdat ze door de wetgever worden vastgesteld. Waar die tekst het sterkst van het voorstel verschilt, komt dit doordat hij de administratieve rechtbanken zoveel mogelijk naar het voorbeeld van de Raad van State tracht te organiseren.

De voorgestelde tekst bedoelt bovendien enige interpenetratie tussen de administratieve rechtbanken en de Raad van State tot stand te brengen. De magistraten van de administratieve orde moeten bij de twee instanties carrière kunnen maken. De administratieve rechtbanken hebben er stellig belang bij, te beschikken over magistraten die hun loopbaan begonnen zijn en hun vorming gekregen hebben in het rechtscollege dat die rechtbanken moet controleren; de Raad van State heeft er van zijn kant evenzeer belang bij, open te staan voor magistraten die, doordat zij voornamelijk rechter over de zaak zelf geweest zijn, wel altijd zeer dicht bij de administratieve werkelijkheid hebben gestaan. Geheel in het bestek van het wetsvoorstel, regelt voorgestelde tekst , overgang van de Raad van State naar de administratieve rechtbanken. Het is zaak van de wetgever, het voorstel bij wege van wijziging in de wet van 23 december 1946 aan te vullen met bepalingen betreffende de overgang van de administratieve rechtbanken naar de Raad van State.

.../...

In de voorgestelde tekst heeft titel II drie hoofdstukken :

- het eerste ontleedt de ambten;
- het tweede organiseert de kamers;
- het derde handelt over de organisatie van de algemene vergadering.

Al wat met de procedure verband houdt, staat in beginsel onder titel III, die onder meer de respectieve bevoegdheid van de onderscheiden kamers bepaalt.

Vooraan in hoofdstuk I van titel II komen een aantal algemene bepalingen (eerste afdeling).

De artikelen 20 en 21 geven niet precies aan hoeveel rechters en substituten er zijn.

De rechters zullen - zo toch wil het de indiener in beginsel met drieën zitting houden. Het is dus van belang, dat de rechtbank uit ten minste vijf leden bestaat, met inbegrip van de voorzitter. Men zal dan altijd kunnen voorzien in de vervanging van de leden die afwezig of verhinderd zijn.

Méér dan vijf leden zouden er in den beginne normaal niet mogen zijn, behalve dan voor de provincie Brabant, waar er, om de in het voorstel bedoelde drie kamers samen te stellen, ten minste zes leden en, "als reserve", een rechter van iedere taalrol moeten zijn (1).

.../...

(1) De rechters van de tweetalige kamer kunnen immers in eentalige kamers zitting nemen.

De voorgestelde tekst zegt niet hoeveel ondervoorzitters er zijn. Dat getal ware logischerwijs in verband met het aantal kamers te bepalen.

Er moeten ten minste één griffier en één adjunct-griffier zijn. Het aantal adjunct-griffiers moet trouwens evenzo op het aantal kamers afgestemd zijn, gelet op de vele kennisgevingen en andere taken die krachtens de wetten waarin de bevoegdheid der administratieve rechtbanken is geregeld, op de griffiers rusten (bijvoorbeeld in verkiezingszaken).

Artikel 29 van de door de Raad van State voorgestelde tekst handelt over de wijze waarop de rechters worden benoemd. Artikel 2, eerste lid, van het voorstel werkt, behalve voor de eerste benoemingen, met een vergelijkend examen; volgens artikel 9 kan de eerste maal worden benoemd uit kandidaten door de algemene vergadering van de Raad van State voorgedragen.

Ook de door de Raad van State voorgestelde tekst gaat te werk met benoeming bij vergelijkend examen. Er van uitgaande, dat een provinciaal auditoraat wordt ingesteld en dat er tussen de administratieve rechtbanken en de Raad van State interpenetratie zal zijn, staat die tekst de Koning echter toe, zijn keus te doen uit de leden van het auditoraat van de administratieve rechtbanken en uit de doctors in de rechten met ten minste vijf jaar werkelijke ambtsuitoefening bij de Raad van State.

Artikel 30 van de door de Raad van State in overweging gegeven tekst is gesteld naar het voorbeeld van artikel 100, derde lid, van de Grondwet.

.../...

Artikel 32 van die tekst handelt over de wedde van de leden van de administratieve rechtbanken. In artikel 3 van het voorstel is die wedde bepaald onder verwijzing naar ambten bij de rechterlijke macht. Men verwijze liever naar ambten bij de Raad van State.

Het gaat niet op de ondervoorzitters dezelfde wedde als de voorzitters te geven.

De voorzitter zou logischerwijs de wedde van Staatsraad moeten krijgen, dit wil zeggen, de minimumwedde van het hiërarchisch naasthogere korps.

De wedden van de ondervoorzitters en van de rechters zouden dan een bepaald gedeelte van de voorzitters wedde bedragen. Die beginselen zouden ook voor de wedde van de leden van het auditoraat en van de griffie gelden.

Weer onder verwijzing naar de voor leden van de Raad van State geldende bepalingen geeft de voorgestelde tekst de regelen inzake onverenigbaarheid, cumulatie en pensioenen aan.

De artikelen 37 en 38 van de door de Raad van State voorgestelde tekst omschrijven de bevoegdheid van het provinciaal auditoraat in dezelfde bewoordingen als de wet van 23 december 1946 dat voor het auditoraat bij de Raad van State doet. Artikel 38, tweede lid, geeft het hoofd van het provinciaal auditoraat bovendien bevoegdheid, bij de Raad van State hoger of nietigverklaringsberoep tegen de vonnissen der administratieve rechtbanken in te stellen.

.../...

De hiërarchie van het provinciaal auditoraat zou drie trappen hebben : een auditeur bij de administratieve rechtbank, eerste-substituut-auditeurs en substituut-auditeurs.

Die magistraten zouden worden benoemd zoals de leden van het auditoraat van de Raad van State, waarbij in acht is genomen, dat er tussen dit laatste en de provinciale auditoraten interpenetratie zal zijn.

Aan een soortgelijke regeling is gedacht voor de griffiers en de adjunct-griffiers.

Artikel 51 van de door de Raad van State voorgestelde tekst handelt over de rang en de voorrang. Het herhaalt hier wat in artikel 1, tweede lid, van het voorstel is gezegd. Dit laatste bepaalt echter dat de terzake vast te stellen koninklijke besluiten aan de algemene vergadering van de Raad van State worden voorgelegd. Aan het advies van de afdeling wetgeving hoeven ze dus niet te worden onderworpen.

Voor de taalregeling bij de rechtbank van de provincie Brabant stelt de Raad van State geen tekst voor(zulk een bepaling zou onder artikel 55 moeten komen). Aan de hand van het voorstel is immers niet uit te maken, of er in die rechtbanken verscheidene voorzitters moeten zijn, dan wel of met "de voorzitters" in artikel 5, tweede lid, een voorzitter en ondervoorzitters worden bedoeld. Voor de taalregeling in die rechtbank inspirere men zich op de regeling welke voor de afdeling administratie van de Raad van State geldt.

.../...

De hoofdstukken II en III van de door de Raad van State voorgestelde tekst voorzien in een minimum van bepalingen inzake organisatie van de kamers en van de algemene vergadering. Het overige kan worden overgelaten aan de verordenende bevoegdheid van de Koning, die het bijzonder reglement van elke rechtbank moet vaststellen.

Artikel 61, tweede lid, van de door de Raad van State voorgestelde tekst staat de voorzitter toe, als het aantal zaken dat vereist, kamers met slechts één rechter samen te stellen, opdat de geschillen sneller kunnen worden berecht. Het is zaak van de wetgever onder verwijzing naar sommige bepalingen van titel I aan te geven, voor welke materies die procedure dienstig kan zijn. Verkiezingszaken en geschillen waarvan de rechtbank in hoger beroep kennis moet nemen, dienen in beginsel alleen door kamers met drie rechters te worden behandeld.

Hoe dan ook, de voorzitters moeten van die mogelijkheid niet dan bij noodzaak gebruik maken en wel, zoals de indiener in de toelichting bij zijn voorstel zegt, als de rechtspraak eenmaal is vastgelegd.

TITEL III - PROCEDURE (Raad van State, artikelen 64 tot 76)

Op het stuk van de procedure voorziet het voorstel :

- in openbaarheid van de terechtzittingen (artikel 4, tweede lid);
- in motivering van de vonnissen, uitspraak in openbare terechtzitting en kennisgeving (artikel 4, derde lid);
- in bevoegdheid voor de rechtbank om mededeling van de administratieve dossiers te gelasten (artikel 4, vierde lid

.../...

- in een aantal bepalingen op taalgebied (artikel 5, derde en vierde lid).

De rest laat het aan 's Konings verordenende bevoegdheid over. Toch zouden in het voorstel een aantal bepalingen moeten worden opgenomen als de Raad van State in zijn advies over het wetsvoorstel betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen in overweging heeft gegeven, met name :

- artikel 2 (bewijs door getuigen en deskundigen);
- artikel 4 (kracht van gewijsde voor de arresten van de Raad van State);
- artikel 5, tweede lid (rechten van de verdediging en eerbiediging van de algemene rechtsbeginselen);
- artikel 5, derde lid (executoriaal formulier);
- en, tenslotte, een bepaling die niet verschijnende getuigen straft.

Titel III van de voorgestelde tekst is van die overwegingen uit geredigeerd.

\+

\+ \+

VOORSTEL VAN WET TOT INSTELLING VAN PROVINCIALE ADMINISTRATIEVE RECHTBANKEN.

(artikel 1, eerste lid, van het voorstel)

Artikel 1.-

In iedere provincie wordt een administratieve rechtbank ingesteld.

De zetel van de rechtbank is gevestigd in de hoofdplaats van de provincie.

.../...

TITEL I. - BEVOEGDHEID.

(artikel 6, partim)

Artikel 2.-

De administratieve rechtbank doet uitspraak bij wege van vonnissen.

(artikel 4, laatste lid, partim)

Artikel 3.-

De vonnissen bedoeld in de hoofdstukken I, II, afdeling 1, en III van deze titel worden in eerste aanleg gewezen. Hoger beroep wordt ingesteld bij de Raad van State.

(nieuw artikel)

Artikel 4.-

De vonnissen bedoeld in hoofdstuk II, afdeling 2, worden in laatste aanleg gewezen, behoudens beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State.

HOOFDSTUK I. - BEVOEGDHEIDSGESCHILLEN.

(artikel 6, § 1)

Artikel 5.- (1)

De administratieve rechtbank berecht, op vordering van enige belanghebbende administratieve overheid (op vordering van enige belanghebbende), de geschillen betreffende de onderscheiden bevoegdheid van (andere) administratieve overheden (dan die van de Staat).

.../...

(1) Dit artikel kan vervallen, indien de wetgever overeenkomstig de opmerking in het advies de provinciale administratieve rechtbanken niet de bevoegdheid geeft om geschillen betreffende de bevoegdheid van de administratieve overheden te berechten.

HOOFDSTUK II. - VOLLE RECHTSMACHT.

Afdeling 1. Bevoegdheid in eerste aanleg.

(artikel 6, § 3, partim)

Artikel 6 (1).

De rechtbank doet (in eerste aanleg) uitspraak over :

1° (7° van het voorstel) de bezwaren als bedoeld in artikel 69, tweede lid, en in artikel 97, tweede lid, van het Boswetboek;

2° (1° van het voorstel) de geldigheid van gemeenteraadsverkiezingen en over de geloofsbrieven van de gekozen raadsleden, titularissen en plaatsvervangers, alsook over de bezwaren als bedoeld in de titels V en VI van de gemeentekieswet;

3° (8° van het voorstel, partim) de geschillen tussen gemeenten, als bedoeld in artikel 132 van de gemeentewet;

4° (8° van het voorstel,partim) de meningsverschillen tussen gemeenteraden, als bedoeld in artikel 151, vierde lid, van de gemeentewet;

5° (3° van het voorstel, partim) de geldigheid van de verkiezingen van commissies van openbare onderstand en over de geloofsbrieven van de gekozen leden, titularissen en plaatsvervangers, over de afzetting van de gewone leden en over de bezwaren als bedoeld in de artikelen 19, 20 en 22 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand;

.../...

---

(1) Artikel eventueel aan te vullen met vermelding van de geschillen bedoeld in de artikelen 24 en 25 van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen (zie advies over artikel 6, § 3, 5°).

6° (3° van het voorstel, partim) de geschillen als bedoeld in artikel 88 van dezelfde wet;

7° (2° van het voorstel) de geschillen als bedoeld in artikel 33 van de wet van 27 november 1891 op de openbare onderstand;

8° (9° van het voorstel) de beroepen als bedoeld in de artikelen 17 en 42 van de wet van 19 december 1864 betreffende de stichtingen voor het openbaar onderwijs en ten behoeve van beursstudenten;

9° (4° van het voorstel) de geschillen en betwistingen betreffende de eindrekeningen van de gemeenteontvangers en de ontvangers van de commissies van openbare onderstand, de gewestelijke gemeenteontvangers en ontvangers van de commissies van openbare onderstand, de ontvangers van de commissies voor studiebeurzen en de penningmeester van kerkfabrieken;

10° (10° van het voorstel) het verzet als bedoeld in artikel 16 van de wet van 18 juni 1850 op de behandeling van de krankzinnigen;

11° (15° van het voorstel) de betwistingen als bedoeld in artikel 26 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen.

(artikel 6, § 4)

Artikel 7.-

De rechtbank doet in eerste aanleg uitspraak over betwistingen omtrent het recht op wedden, uitkeringen in geld en pensioenen en omtrent andere politieke rechten geregeld in de wetten en verordeningen betreffende het statuut van het overheidspersoneel.

.../...

Afdeling 2. Bevoegdheid in hoger beroep.

(artikel 6, § 3, partim)

Artikel 8.-

De rechtbank doet in laatste aanleg uitspraak over :

1° (19° van het voorstel) het bezwaar en het beroep als bedoeld in titel II, hoofdstuk II, van het Kieswetboek;

2° (6° van het voorstel) het beroep als bedoeld in artikel 49, derde lid, van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 19 september 1919;

3° (18° van het voorstel) het hoger beroep tegen de beslissingen van de Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen;

4° (12° van het voorstel) het hoger beroep als bedoeld in artikel 35 van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen;

5° (17° van het voorstel) het hoger beroep als bedoeld in artikel 1, tweede lid, van de wet van 9 maart 1953 houdende sommige aanpassingen inzake militaire pensioenen en verlening van kosteloze genees- en artsenijkundige verzorging voor de militaire invaliden van vredestijd (1);

6° (13° van het voorstel) het hoger beroep als bedoeld in artikel 9 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds;

.../...

(1) De tekst onder 5° moet een plaats krijgen in artikel 6, indien de wetgever beslist de kennisneming van die geschillen in eerste aanleg aan de administratieve rechtbank en in hoger beroep aan de Raad van State op te dragen.

7° (14° van het voorstel) het hoger beroep tegen de beslissingen door de bureaus van de kamers van ambachten en neringen genomen op grond van artikel 11, § 2, van de wet van 24 december 1958 waarbij beroepsuitoefeningsvoorwaarden kunnen worden ingevoerd in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen;

8° (16° van het voorstel) het hoger beroep als bedoeld in artikel 14 van de wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1961;

9° (11° van het voorstel) het hoger beroep tegen beslissingen van de militieraden, over het verlenen van uitstel en vrijlating in het geval bedoeld in artikel 28, § 4, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 april 1962, alsook over de intrekking van uitstel en vrijlating, als bedoeld in artikel 97, derde lid, van dezelfde wetten;

10° (20° van het voorstel) het hoger beroep tegen beslissingen van gewestelijke klachtencommissies voor de pensioenen der zelfstandigen.

HOOFDSTUK III. - MACHTSOVERSCHRIJDING.

(artikel 6, § 2, 2°)

Artikel 9.-

De rechtbank doet uitspraak over het beroep tot nietigverklaring wegens schending van, hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven

.../...

vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld tegen :

1° handelingen en verordeningen van de onderscheiden administratieve overheden wier bevoegdheid niet tot buiten de provincie reikt;

2° administratieve handelingen die de handelingen van de onder 1° genoemde administratieve overheden al dan niet veroorloven, al dan niet goedkeuren, vernietigen of al dan niet wijzigen;

3° individuele handelingen van administratieve overheden wier bevoegdheid tot buiten een provincie reikt.

Artikel 10 (algemeen beginsel aangehaald in artikel 6, § 2, 2°, van het voorstel).

De in dit hoofdstuk bedoelde beroepen kunnen worden ingesteld door enige partij die van een benadeling of van een belang doet blijken.

HOOFDSTUK IV. - TERRITORIALE BEVOEGDHEID (artikel 6, partim, van het voorstel)

Artikel 11.-

Iedere provinciale rechtbank doet uitspraak :

1° over de geschillen bedoeld in artikel 6, wanneer die betrekking hebben op de onderscheiden bevoegdheid van administratieve overheden wier bevoegdheid niet tot buiten het rechtsgebied van de rechtbank reikt (1);

.../...

(1) Onder voorbehoud van de opmerkingen in het advies gemaakt over de toekenning van die bevoegdheid aan de administratieve rechtbanken.

2° in zaken waarin de betrokken administratieve overheden allen overheden zijn wier bevoegdheid niet tot buiten het rechtsgebied van de rechtbank reikt;

3° over geschillen tussen overheden wier bevoegdheid wel en overheden wier bevoegdheid niet tot buiten het rechtsgebied van de rechtbank reikt;

4° over het hoger beroep tegen beslissingen van rechtscolleges die hun zetel in de provincie hebben.

Artikel 12.-

Zaken waarin de betrokken overheden, de enen het Nederlands, de anderen het Frans gebruiken, worden voor de administratieve rechtbank van Brabant gebracht.

Artikel 13.-

Zaken waarin de betrokken overheden, de enen het Nederlands of het Frans, de anderen het Duits gebruiken, worden voor de administratieve rechtbank van de provincie Luik gebracht.

Artikel 14.-

Behalve in de gevallen bepaald in de artikelen 11, 12 en 13, is de administratieve rechtbank van de woonplaats of van de zetel van de eiser bevoegd.

Artikel 15.-

Particulieren die in het administratief arrondissement Moeskroen of in een van de gemeenten Vloesberg,

.../...

Edingen, Mark of Lettelingen verblijven, (1) kunnen beroepen die krachtens de artikelen 11 en 14 tot de bevoegdheid van de rechtbank van Henegouwen zouden behoren, door middel van een in het Nederlands gesteld verzoekschrift, voor de rechtbank van Brabant brengen. Worden zij voor de rechtbank van Henegouwen gedaagd, dan kunnen zij eisen dat de zaak naar de rechtbank van Brabant wordt verwezen.

Particulieren die in een van de gemeenten Spiere, Helkijn, Mesen, Ronse, 's Gravenvoeren, Sint-Martens-Voeren, Sint-Pieters-Voeren, Herstappe, Moelingen, Remersdaal en Teuven verblijven (2) kunnen beroepen die krachtens de artikelen 11 en 14 tot de bevoegdheid van de rechtbank van West-Vlaanderen, van Oost-Vlaanderen of van Limburg, al naar het geval, zouden behoren,door middel van een in het Frans gesteld verzoekschrift voor de rechtbank van Brabant brengen. Worden zij voor een van die rechtbanken gedaagd, dan kunnen zij eisen dat de zaak naar de rechtbank van Brabant wordt verwezen.

Eisen als bedoeld in het eerste en het tweede lid moeten, op straffe van verval, worden geformuleerd in het verzoekschrift dat het geding bij de rechtbank van Brabant inleidt of binnen de termijn die voor het indienen van de memorie van antwoord bij de andere rechtbank bepaald is.

.../...

(1) Zie de wet van 28 juni 1932, artikel 6, § 4, gewijzigd bij de wet van 8 november 1962.

(2) Zie de wet van 28 juni 1932, artikel 6, § 4, gewijzigd bij de wet van 8 november 1962.

De rechtbank waarbij de eis tot verwijzing is ingediend, stelt deze vast ter terechtzitting en beschikt daarop binnen de maand. Voorts wordt gehandeld overeenkomstig de artikelen 16, tweede en derde lid, 17 en 18, eerste lid.

HOOFDSTUK V. - EXCEPTIE VAN ONBEVOEGDHEID.

Artikel 16.-

Indien een partij, binnen de termijn vastgesteld om op het beroep te antwoorden, of de provinciale administratieve auditeur, in elke stand van het geding, de bevoegdheid van de rechtbank afwijst, stelt deze de zaak binnen de maand vast ter terechtzitting en doet zij uitspraak over haar bevoegdheid.

De rechtbank die zich onbevoegd verklaart omdat de zaak onder een andere administratieve rechter ressorteert, verwijst de zaak naar de bevoegde rechter.

Ieder vonnis over de bevoegdheid wordt geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

Artikel 17.-

Hoger beroep bij de Raad van State tegen het vonnis over de bevoegdheid wordt door de provinciale administratieve auditeur of door partijen ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving.

.../...

De akte van beroep wordt, op straffe van verval, ter griffie van de rechtbank neergelegd tegen gedagtekend ontvangbewijs of bij een ter post aangetekende brief aan de griffier van de rechtbank gezonden.

De griffier van de rechtbank zendt de akte van beroep dadelijk met het dossier aan de griffier van de Raad van State.

Artikel 18.-

Is tegen het vonnis van werwijzing geen hoger beroep ingesteld, dan zendt de griffier een uitgifte van het vonnis met het dossier aan de griffier van het gerecht waarnaar de zaak wordt verwezen.

Het gerecht waarnaar de zaak wordt verwezen, stelt de zaak binnen de maand vast ter terechtzitting en doet uitspraak over zijn bevoegdheid. Het kan echter het tussengeschil bij de hoofdvordering voegen.

Artikel 19.-

Indien ook het gerecht waarnaar de zaak verwezen is, zich onbevoegd verklaart, wordt de bevoegdheid door de Raad van State geregeld op verzoek van de meest gerede partij of van de provinciale administratieve auditeur.

.../...

TITEL II. - ORGANISATIE.

HOOFDSTUK I. - AMBTEN.

Afdeling 1 - Algemene Bepalingen.

Artikel 20.-

Iedere provinciale administratieve rechtbank is samengesteld uit een voorzitter, uit een of meer ondervoorzitters en uit rechters wier getal bepaald is in de bij deze wet gevoegde tabel.

Artikel 21.-

Er is bij iedere administratieve rechtbank een auditoraat, dat als volgt samengesteld is :

a) een provinciaal auditeur,

b) eerste substituten, telkens één voor twee substituten,

c) ten minste twee substituut-provinciaal auditeurs.

Artikel 22.-

De griffie van de administratieve rechtbank bestaat uit een griffier en adjunct-griffiers.

(artikel 2, vijfde lid, tweede volzin)

Artikel 23.-

De leden van de administratieve rechtbank en van het auditoraat leggen persoonlijk of schriftelijk, in handen van de eerste voorzitter van de Raad van State, de eed af bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven.

De leden van de griffie en de bedienden leggen die eed af in handen van de voorzitter van de administratieve rechtbank.

.../...

Op straffe van verval, en behalve in geval van overmacht, moet de eed worden afgelegd binnen een maand na de verkiezing of na de kennisgeving van de benoeming.

(artikel 2, derde lid)

Artikel 24.-

De bepalingen van hoofdstuk III van titel IV van boek II van het Wetboek van strafvordering betreffende de door de leden der Hoven gepleegde misdaden en wanbedrijven, en artikel 10 van de wet van 20 april 1810 zijn van toepassing op de leden van de administratieve rechtbank en van het auditoraat.

Artikel 25.- (nieuw)

De Koning stelt het bijzonder reglement van iedere rechtbank vast, de algemene vergadering van de administratieve rechtbank gehoord.

De op grond van het eerste lid vast te stellen koninklijke besluiten worden aan de algemene vergadering van de Raad van State ten advieze voorgelegd.

Afdeling 2. Leden van de administratieve rechtbank.

(artikel 2, eerste lid, eerste volzin partim)

Artikel 26.-

De leden van de administratieve rechtbank worden voor het leven benoemd.

(artikel 2, eerste lid, eerste volzin partim, en vijfde lid, eerste volzin)

Artikel 27.-

De rechters worden door de Koning benoemd.

De voorzitter en de ondervoorzitters worden door de leden van de rechtbank gekozen.

.../...

(artikel 2, eerste lid, tweede volzin)

Artikel 28.-

Niemand kan tot rechter worden benoemd, tenzij hij volle 32 jaar oud en doctor in de rechten is en ten minste vijf jaar werkzaam is geweest aan de balie, ambtenaar is geweest bij het algemeen bestuur of een gerechtelijk ambt heeft vervuld of de rechtswetenschap heeft onderwezen in het hoger onderwijs.

Artikel 29.-

De rechters worden benoemd uit een lijst met vermelding van hun rangschikking bij een vergelijkend examen waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissie aanstelt.

De Koning kan de rechters echter benoemen uit een lijst van drie kandidaten, voorgedragen door de Raad van State. Op die lijst kunnen worden gebracht de leden van de auditoraten bij de administratieve rechtbanken en de doctors in de rechten die ten minste vijf jaar werkelijk een ambt bij de Raad van State hebben uitgeoefend.

Artikel 30.-

De rechters kunnen alleen met hun instemming worden verplaatst.

(artikel 2, tweede lid)

Artikel 31.-

Ieder lid van de rechtbank dat aan de waardigheid van zijn ambt of aan de plichten van zijn staat tekort is gekomen, kan van zijn ambt vervallen verklaard of daarin geschorst worden bij een arrest dat door de Raad van State in algemene vergadering wordt gewezen op vordering van de auditeur-generaal.

.../...

Artikel 32.-

De wedde van de voorzitter is gelijk aan die van Staatsraad.

De wedde van de ondervoorzitters is gelijk aan ... tiende van die van de voorzitter.

De wedde van de rechters is gelijk aan die van auditeur bij de Raad van State.

De jaren dat als doctor in de rechten werkelijk een ambt is uitgeoefend bij de Raad van State of in de administratieve rechtbanken, komen in aanmerking voor het bepalen van de anciënniteit van de leden van de administratieve rechtbanken.

De artikelen 4 en 5 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State zijn van toepassing op de leden van de administratieve rechtbanken.

(artikel 3, derde lid)

Artikel 33.-

De leden van administratieve rechtbanken worden in ruste gesteld, wanneer zij wegens een ernstige en blijvende gebrekkigheid niet langer in staat zijn hun ambt naar behoren te vervullen, of wanneer zij de leeftijd van zeventig jaar hebben bereikt.

De wet van 25 juli 1867 betreffende de oppensioenstelling van de magistraten is op hen van toepassing. De taak welke die wet enerzijds aan de hoven en hun

.../...

voorzitters en anderzijds aan het openbaar ministerie toewijst, wordt onderscheidenlijk vervuld door de Raad van State, de eerste voorzitter en de auditeur-generaal.

Artikel 34.-

Artikel 258 van het Strafwetboek betreffende de rechtsweigering is van toepassing op de leden van administratieve rechtbanken.

Artikel 35.-

De beginselen inzake wraking en verschoning van rechters en raadsheren van de rechterlijke macht zijn van toepassing op de leden van administratieve rechtbanken

(artikel 2, vierde lid, partim)

Artikel 36.-

De regeling inzake onverenigbaarheid van ambten en cumulatie voor leden van de Raad van State, alsook artikel 55 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, zijn van toepassing op de leden van administratieve rechtbanken.

Afdeling 3 (nieuw) - Auditoraat.

Artikel 37.-

De leden van het auditoraat verlenen hun medewerking bij de behandeling van de zaken. Zij kunnen worden belast met het onderzoek waartoe de administratieve rechtbank besloten heeft. Aan het einde van de debatten geven zij hun advies aan de rechtbank in openbare terechtzitting

.../...

Artikel 38.-

De provinciaal auditeur leidt de werkzaamheden van de leden van het auditoraat en verdeelt de zaken over hen.

Hij stelt, overeenkomstig de onderrichtingen van de auditeur-generaal bij de Raad van State of zelfs ambtshalve, het in de wet voorgeschreven beroep in tegen alle vonnissen van de administratieve rechtbank die met de wet strijden.

Artikel 39.-

De provinciaal auditeur wordt door de Koning benoemd uit de eerste substituten bij de administratieve rechtbanken of uit de leden van het auditoraat of van het coördinatiebureau van de Raad van State met ten minste tien jaar ambtsuitoefening in die hoedanigheid.

Artikel 40.-

De eerste substituten worden door de Koning uit de substituut-provinciaal auditeurs of uit de substituut-auditeurs-generaal en de leden van het coördinatiebureau van de Raad van State benoemd uit twee lijsten van drie kandidaten, voorgedragen enerzijds door de Raad van State en anderzijds door de auditeur-generaal bij de Raad van State.

Artikel 41.-

Niemand kan tot substituut worden benoemd tenzij hij volle vijfentwintig jaar oud en doctor in de rechten is.

.../...

Artikel 42.-

De substituut-provinciaal auditeurs worden benoemd uit een lijst met vermelding van hun rangschikking bij een vergelijkend examen waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissie aanstelt. Zij kunnen ook worden benoemd uit de doctors in de rechten met vijf jaar ambtsuitoefening in die hoedanigheid bij de Raad van State of bij de administratieve rechtbanken.

Artikel 43.-

De leden van het auditoraat worden terechtgewezen door de auditeur-generaal bij de Raad van State.

Zij worden geschorst en afgezet door de Koning, de Raad van State en de auditeur-generaal gehoord.

De tuchtrechtspleging wordt neergelegd in een koninklijk besluit vastgesteld overeenkomstig artikel 25, tweede lid.

Artikel 44.-

De wedde van de provinciaal auditeur is gelijk aan die van de adjunct-auditeur-generaal bij de Raad van State.

De wedde van de eerste substituten en van de substituten is gelijk aan ... tiende van de wedde van de auditeurs en van de substituut-auditeurs-generaal bij de Raad van State.

.../...

Artikel 32, vierde en vijfde lid, is van toepassing op de leden van het auditoraat.

Artikel 45.-

Voor de leden van het auditoraat geldt dezelfde regeling inzake onverenigbaarheden, cumulatie, inrustestelling en pensioen als voor de leden van het auditoraat van de Raad van State.

Artikel 3, zesde en zevende lid, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State is op hen van toepassing (1).

Afdeling 4 (verder uitgewerkt artikel 2, laatste lid, van het voorstel).

Griffie.

Artikel 46.-

De griffier wordt door de Koning benoemd uit de adjunct-griffiers van de administratieve rechtbanken en van de Raad van State, de Raad van State en de auditeur-generaal gehoord.

Artikel 47.-

De artikelen 41 en 42 zijn van toepassing op de benoeming van de adjunct-griffiers.

Artikel 48.-

Artikel 43 is van toepassing op de tuchregeling voor de griffier en de adjunct-griffiers.

.../...

(1) Te schrappen ingeval het ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State wordt goedgekeurd.

Artikel 49.-

De wedde van de griffier en die van de adjunct-griffiers is gelijk aan ... tiende van de wedde van de griffier en van de adjunct-griffiers van de Raad van Stat

Artikel 32, vierde en vijfde lid, is van toepassing op de griffier en op de adjunct-griffiers.

Artikel 50.-

Voor de griffier en de adjunct-griffiers geldt dezelfde regeling inzake onverenigbaarheden, cumulatie, inrustestelling en pensioen als voor de griffier en de adjunct-griffiers van de Raad van State.

Artikel 3, zesde en zevende lid, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State is op hen van toepassing (1).

Afdeling 5. - Rangorde en voorrang.

(artikel 1, tweede lid)

Artikel 51.-

De Koning bepaalt welke ambtskledij de leden van de administratieve rechtbank, van het auditoraat en van de griffie op de terechtzittingen en op officiële plechtigheden dragen.

Hij regelt de voorrang en de eerbewijzen.

Artikel 25, tweede lid, is van toepassing op de krachtens dit artikel vast te stellen besluiten.

.../...

(1) Zie de noot onder artikel 43.

Afdeling 6. - Administratief personeel.

Artikel 52.-

De Koning bepaalt het statuut van het administratief personeel aan de hand van het statuut van het Rijkspersoneel en overeenkomstig de behoeften van de werking van de provinciale administratieve rechtbanken.

Artikel 53.-

De Koning bepaalt in welke gevallen ambtenaren van het provinciebestuur ter beschikking van de onderzoeksmagistraten van de administratieve rechtbank kunnen worden gesteld.

Afdeling 7. - Taalregeling

(artikel 5, eerste en tweede lid, van het voorstel

Artikel 54.-

Ambtsdragers in de administratieve rechtbanken van Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen moeten door hun diploma doen blijken dat zij het examen van doctor in de rechten in het Nederlands hebben afgelegd.

Ambtsdragers in de administratieve rechtbanken van Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen moeten door hun diplom doen blijken dat zij het examen van doctor in de rechten in het Frans hebben afgelegd.

Artikel 55.-

(voor de taalregeling in de rechtbank van Brabant).

.../...

Artikel 56.-

In de administratieve rechtbanken van Luik en Luxemburg moeten ten minste een lid van de rechtbank, een lid van het auditoraat en een lid van de griffie blijk geven van een voldoende kennis van het Duits.

Artikel 57.-

Van de kennis van een tweede taal wordt blijk gegeven zoals voor de ambten bij de Raad van State.

HOOFDSTUK II. - KAMERS.

Artikel 58.-

Het bijzonder reglement van iedere administratieve rechtbank bepaalt het aantal kamers van die rechtbank.

Artikel 59.-

In de rechtbank van Brabant zijn er ten minste één Nederlandse, één Franse en één tweetalige kamer.

Artikel 60.-

Ieder jaar verdeelt de voorzitter de dienst van de kamers over de leden van de administratieve rechtbank.

Hij wijst voor elke kamer twee plaatsvervangende leden aan.

.../...

Artikel 61.-

De kamers houden zitting met drie leden.

Wanneer dit wegens het aantal zaken nodig is, kan de voorzitter echter een of meer voorlopige kamers met één rechter samenstellen voor het berechten van geschillen als bedoeld in de artikelen ...

HOOFDSTUK-III. - ALGEMENE VERGADERING.

Artikel 62.-

De algemene vergadering is samengesteld uit de leden van de administratieve rechtbank.

De provinciaal auditeur wordt voor alle algemene vergaderingen opgeroepen. Hij wordt er gehoord, telkens als hij het vraagt.

Artikel 63.-

De Koning bepaalt, in een overeenkomstig artikel 2 tweede lid, vastgesteld besluit, welke zaken de algemene vergadering van de administratieve rechtbank moet berechte

Hij bepaalt het minimumaantal leden van die vergadering.

TITEL III. - RECHTSPLEGING.

(artikel 4, eerste lid, en artikel 5, tweede lid, van het eerste voorstel)

Artikel 64.-

Onverminderd de bijzondere wetsbepalingen betreffende de bevoegdheid en de bewijslevering, bepaalt de

.../...

Koning, in een overeenkomstig artikel 25, eerste lid, vastgesteld besluit, de rechtspleging voor de administratieve rechtbanken, waarbij hij de rechten van de verdediging bevestigt met inachtneming van de algemene rechtsbeginselen. Hij stelt het formulier voor tenuitvoerlegging van de vonnissen vast.

(artikel 4, vierde lid)

Artikel 65.-

De administratieve rechtbank correspondeert rechtstreeks met de administratieve overheden; deze moeten haar de administratieve dossiers van de zaken overleggen en haar alle gevraagde stukken en inlichtingen bezorgen.

(artikel 2 van het eerste voorstel)

Artikel 66.-

Getuigen die op de terechtzitting worden gehoord, leggen de volgende eed af : "Ik zweer dat ik de waarheid zal zeggen; zo helpe mij God".

Artikel 67 (nieuw = artikel 16, nieuw, van de wet van 23 december 1946, zoals voorgesteld in het gedrukt stuk van de Senaat, zitting 1962-1963, nr 128).

Al wie gedagvaard wordt om door de administratieve rechtbank als getuige te worden gehoord, is gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding gevolg te geven. Hij die weigert te verschijnen, de eed af te leggen of te getuigen, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank.

Van het niet-verschijnen of van de weigering om onder eed te getuigen, wordt proces-verbaal opgemaakt; dit wordt gezonden aan de procureur des Konings van het arrondissement waar de getuige moest worden gehoord.

.../...

De bepalingen van het Strafwetboek betreffende de valse getuigenis in burgerlijke zaken en betreffende de verleiding van getuigen zijn van toepassing op het onderzoek dat door de administratieve rechtbank wordt bevolen.

Artikel 68 (nieuw).

De door de administratieve rechtbanken aangestelde deskundigen leggen de eed af zoals de door de Raad van State aangestelde.

(artikel 4, tweede lid)

Artikel 69.-

De terechtzittingen van de administratieve rechtbanken zijn openbaar, tenzij die openbaarheid gevaarlijk is voor de openbare orde en de zeden; in dat geval verklaart de rechtbank zulks bij vonnis.

(artikel 4, derde lid, en artikel 3 van het eerste voorstel)

Artikel 70.-

De vonnissen zijn gemotiveerd.

Ze worden in openbare terechtzitting uitgesproken.

Ze worden door toedoen van de griffier ter kennis van partijen gebracht.

(artikel 4 van het eerste voorstel)

Artikel 71.-

De administratieve rechtbank waarnaar de Raad van State de zaak na nietigverklaring heeft verwezen, gedraagt zich naar het door de Raad van State beslechte rechtspunt.

.../...

(artikel 5 derde lid, partim)

Artikel 72.-

Voor de administratieve rechtbanken van Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen geschiedt de rechtspleging in het Nederlands.

(artikel 5 derde lid, partim)

Artikel 73.-

Voor de administratieve rechtbanken van Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen geschiedt de rechtspleging in het Frans.

(artikel 5, vierde lid)

Artikel 74.-

De bepalingen tot regeling van het gebruik van de talen voor de afdeling administratie van de Raad van State zijn van toepassing op het gebruik van de talen voor de administratieve rechtbank van Brabant.

De tweetalige kamer neemt bovendien kennis van de in artikel 15 bedoelde zaken.

De vonnissen van de Nederlandse kamers worden in het Nederlands, die van de Franse kamers in het Frans gesteld en uitgesproken.

Artikel 75.-

De regelen betreffende het gebruik van de talen door de partijen die voor de afdeling administratie van de Raad van State verschijnen, zijn van toepassing op de partijen die voor de administratieve rechtbanken verschijnen.

Artikel 76.-

Maakt een van de betrokken overheden, in gevallen als bedoeld in artikel 13, gebruik van het Nederlands, dan

.../...

wordt de jongstbenoemde eentalige rechter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is, vervangen door een rechter van de rechtbank van Brabant, die blijk geeft van zijn kennis van het Nederlands, door zijn diploma van doctor in de rechten, alsook van zijn kennis van het Frans.

Die rechter wordt aangewezen door de eerste voorzitter van de Raad van State.

De aanwijzing wordt gedaan voor een jaar en kan worden vernieuwd. De rechter wiens mandaat niet vernieuwd is, werkt de zaken af die op de door hem bijgewoonde terechtzittingen zijn behandeld.

Indien nodig, worden leden van het auditoraat en van de griffie van de administratieve rechtbank van Brabant die blijk geven van de kennis van beide landstalen, onderscheidenlijk door de auditeur-generaal bij de Raad van State en door de eerste voorzitter van de Raad van State aangewezen voor het onderzoek in de zaken als bedoeld in het eerste lid.

TITEL IV. - DIVERSE BEPALINGEN (1).

Wijziging in de provinciale wet.

Artikel 77.-

De laatste vier alinea's welke artikel 4 van de wet van 30 december 1887 aan artikel 104 van de provinciale wet heeft toegevoegd, worden opgeheven (2).

.../...

---

(1) In chronologische orde van de gewijzigde wetten.

(2) Deze opheffing is het gevolg van de afschaffing van de bevoegdheid van de bestendige deputatie voor het geldig verklaren van de verkiezingen.

Wijzigingen in de gemeentewet.

Artikel 78.-

Artikel 77, 2°, van de gemeentewet wordt opgeheven.

Artikel 79.-

Artikel 132 van de gemeentewet, gewijzigd bij artikel 93 van de wet van 14 februari 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 132. Wanneer verscheidene gemeenten bij een verplichte uitgave betrokken zijn, dragen zij alle daarin bij naar evenredigheid van het belang dat zij erbij kunnen hebben. In geval van weigering of van onenigheid over de verhouding van dit belang en van de te dragen lasten, beschikt de administratieve rechtbank, behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

Artikel 80.-

Artikel 141, tweede lid, van de gemeentewet, gewijzigd bij artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit nr 33 van 10 november 1934, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Geschillen betreffende het beheer van de ontvangers worden echter gebracht voor de administratieve rechtbank, die beschikt behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

Artikel 81.-

In artikel 151 van de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen:

.../...

"Bij verschil van mening tussen de gemeenteraden, beschikt de administratieve rechtbank, behoudens hoger beroep bij de Raad van State",

2° In het vijfde lid worden de woorden "de rechtbanken" vervangen door "de gewone rechtbanken".

Wijziging in de wet van 18 juni 1850 houdende regeling betreffende de krankzinnigen.

Artikel 82.-

Artikel 16 van de wet van 18 juni 1850 houdende regeling betreffende de krankzinnigen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16. Indien tegen het ontslag opgekomen wordt voordat de bij artikel 13, tweede lid, bepaalde termijn is verstreken, beschikt de administratieve rechtbank van de provincie waarin het gesticht gelegen is, behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

Wijzigingen in het Boswetboek.

Artikel 83.-

Artikel 69, tweede lid, van het Boswetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien bezwaar wordt gemaakt, beschikt de administratieve rechtbank, behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

.../...

Artikel 84.-

In artikel 97, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "behoudens beroep bij de bestendige deputatie van de provinciale raad en bij de Koning" vervangen door : "behoudens bezwaar bij de administratieve rechtbank en hoger beroep bij de Raad van State".

Wijzigingen in de wet van 19 december 1864 betreffende de stichtingen voor het openbaar onderwijs en ten behoeve van beursstudenten.

Artikel 85.-

Artikel 17 van de wet van 19 december 1864 betreffende de stichtingen voor het openbaar onderwijs en ten behoeve van beursstudenten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 17. In geschillen tussen de optredende derden en de wettelijke beheerders beschikt de administratieve rechtbank op het beroep van de meest gerede partij, behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

Artikel 86.-

Artikel 29 van dezelfde wet wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

"Betwistingen omtrent het beheer van de ontvanger worden echter gebracht voor de administratieve rechtbank, die beschikt behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

.../...

Artikel 87.-

Artikel 42 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 42. De belanghebbende partijen kunnen bij de administratieve rechtbank en, in hoger beroep, bij de Raad van State opkomen tegen beslissingen van provinciale commissies, van bureaus van de seminaries of van begevers, die hen benadelen".

Artikel 88.-

Artikel 48 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Wijzigingen in de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten.

Artikel 89.-

Artikel 9 van de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9. Ingeval de bisschop, de gouverneur of de betrokken besturen bezwaar inbrengen, wordt beslist bij een met redenen omkleed koninklijk besluit.

Het beroep moet worden ingesteld binnen dertig dagen na de datum van terugzending van de exemplaren".

Artikel 90.-

Artikel 12 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 12.- Ingeval de penningmeester of zijn vertegenwoordigers verzuimen de rekening en verantwoording op het bepaalde tijdstip voor te leggen, of indien er betwisting is, wordt de rekening door de administratieve rechtbank afgesloten, behoudens hoger beroep bij de Raad van State (1).

Bedragen die als saldo van een rekening verschuldigd zijn, worden geïnd door middel van een dwangbevel, dat de nieuwe penningmeester uitgeeft, de voorzitter van de raad voor gezien tekent en de administratieve rechtbank uitvoerbaar verklaart".

Wijzigingen in de wet van 27 november 1891 op de openbare onderstand.

Artikel 91.-

Artikel 33 van de wet van 27 november 1891 op de openbare onderstand, gewijzigd bij artikel 3 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 en bij artikel 14 van de wet van 27 juni 1956, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 33. Geschillen inzake onderstandswoonplaats en openbare onderstand worden door de administratieve rechtbank beslist, behoudens hoger beroep bij de Raad van State (2)".

.../...

(1) De termijn van dertig dagen is niet overgenomen, want de bedoeling is, de Koning te machtigen tot het vaststellen van gelijke termijnen.

(2) In de procedureregeling dient eventueel te worden bepaald, of het advies van de bestendige deputaties moet worden ingewonnen.

Artikel 92.-

Artikel 34 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 34.(1) De kosten van het door de administratieve rechtbank of door de Raad van State bevolen getuigenverhoor, worden bij de hoofdsom gevoegd".

Artikel 93.-

In artikel 35, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "bij de bevoegde overheid volgens de onderscheidingen van artikel 33" vervangen door "bij de administratieve rechtbank".

Artikel 94.-

In artikel 36 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 29 december 1926, worden de woorden "van de bevoegde overheid overeenkomstig het bij artikel 33 gemaakte onderscheid" vervangen door "van de administratieve rechtbank".

Artikel 95.-

Artikel 38, vijfde lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Met die gedwongen afwezigheid of dat gedwongen verblijf van de behoeftige wordt geen rekening gehouden voor het bepalen van de onderstandswoonplaats".

.../...

(1) De bepaling "de Regering regelt de te volgen proceduur voor de enkwesten, alsmede het bedrag der schadeloosstellingen aan getuigen en deskundigen toe te kennen" kan vervallen. De Koning zal dezelfde bevoegdheid immers bezitten krachtens artikel 64 van de voorgestelde tekst.

Wijzigingen in de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen.

Artikel 96.-

In artikel 49 van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd op 15 september 1919, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden "bij de bestendige afvaardiging der provincie" vervangen door "bij de administratieve rechtbank van de provincie, die beschikt, de inspecteur-generaal der mijnen gehoord";

2° het vierde lid, ingevoegd door artikel 2 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Tegen het vonnis van de administratieve rechtbank kan bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring worden ingesteld (door de inspecteur-generaal der mijnen en door iedere belanghebbende)".

Wijzigingen in de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand.

Artikel 97.-

Artikel 19 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 19. § 1. Een uitgifte van de besluiten tot verkiezing van leden der gemeentelijke of intercommunale commissies van openbare onderstand en van hun plaatsvervangers wordt aan de administratieve rechtbank en aan de gouverneur van de provincie toegezonden.

Bij de uitgifte die aan de administratieve rechtbank wordt toegezonden, worden alle dienstige stukken gevoegd, inzonderheid de stembiljetten en de stukken ten bewijze van de leeftijd en het beroep van de gekozenen alsook van de duur van de mandaten die zij in de gemeenteraad en in onderstandsinstellingen hebben uitgeoefend.

§ 2. De bezwaren tegen de verkiezing worden door de gouverneur van de provincie of door enige belanghebbende ingebracht in de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven in artikel 74 van de gemeentekieswet.

§ 3. Zelfs indien geen bezwaar is ingebracht, beslist de administratieve rechtbank over de geldigheid van de verkiezing en over de geloofsbrieven van de gekozen leden, titularissen of plaatsvervangers.

§ 4. De rechtbank moet beslissen binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier van de verkiezing. Is bezwaar ingebracht, dan wordt die termijn op zestig dagen gebracht.

De rechtbank kan, bij gemotiveerd vonnis, de termijn éénmaal en voor ten hoogste dertig dagen verlengen.

Is binnen de gestelde termijn geen uitspraak gedaan, dan maakt de griffier een proces-verbaal op, dat de geldigheid van de verkiezing en van de geloofsbrieven van de gekozenen vaststelt, behoudens hoger beroep bij de Raad van State.

.../...

§ 5. Van het vonnis van de rechtbank of van het proces-verbaal bedoeld in § 4, derde lid, wordt kennis gegeven aan de gouverneur, aan de gemeenteraad en aan hen die bezwaar hebben ingebracht, alsook aan de werkende en plaatsvervangende gekozenen wier geloofsbrieven ongeldig zijn verklaard en aan de plaatsvervangers wier orde bij de afroeping is gewijzigd.

§ 6. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving, staat hoger beroep bij de Raad van State open :

1° voor hen die bij de rechtbank bezwaar hebben ingebracht, ingeval de in § 4 bepaalde termijn verstreken is of wanneer het vonnis de beslissing van de gemeenteraad bekrachtigt zonder ze te wijzigen;

2° voor de gouverneur, voor de gemeente en voor hen aan wie het vonnis ter kennis moet worden gebracht, in de overige gevallen.

Het arrest heeft schorsende kracht".

Artikel 98.-

Artikel 20, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het verval wordt door de administratieve rechtbank geconstateerd op verzoek van het college van burgemeester en schepenen of van de bestendige deputatie van de provinciale raad, naargelang het een lid van een gemeentelijke commissie dan wel een lid van een intercommunale commissie betreft, of op verzoek van enige belanghebbende.

.../...

Van het vonnis wordt kennis gegeven aan het college van burgemeester en schepenen of aan de bestendige deputatie, aan het lid wiens vervallenverklaring is gevraagd en aan hen die bezwaar hebben ingebracht.

Binnen vijftien dagen na de kennisgeving, staat hoger beroep bij de Raad van State open voor de overheden en personen aan wie het vonnis ter kennis moet worden gebracht.

Het hoger beroep heeft schorsende kracht".

Artikel 99.-

Artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 22. In geval van grove nalatigheid of kennelijk wangedrag kunnen de leden van de commissies van onderstand door de administratieve rechtbank, op verzoek van de commissie of van de gemeenteraad, worden ontslagen.

De betrokkene en de commissie van onderstand worden vooraf gehoord.

Van het vonnis wordt kennis gegeven aan het lid der commissie van openbare onderstand, aan die commissie en aan de gemeenteraad, die erbij betrokken zijn.

Hoger beroep bij de Raad van State staat voor hen open gedurende vijftien dagen na de kennisgeving.

De administratieve rechtbank kan haar vonnis uitvoerbaar verklaren niettegenstaande het hoger beroep".

.../...

Artikel 100.-

Artikel 61 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"Geschillen betreffende het beheer van de ontvangers worden echter gebracht voor de administratieve rechtbank, die beschikt behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

Artikel 101.-

Artikel 88 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 88. Ieder geschil betreffende de toepassing van deze wet, tussen gemeenten onderling, tussen gemeenten en commissies van openbare onderstand, tussen die commissies onderling of tussen bestendige deputaties onderling, wordt berecht door de administratieve rechtbank, behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

Wijzigingen in het Kieswetboek (gecoördineerde wetten van 12 augustus 1928).

Artikel 102.-

In artikel 28, tweede lid, van het Kieswetboek worden de woorden "in beroep" vervangen door de woorden "bij de administratieve rechtbank".

Artikel 103.-

Het opschrift van titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende vervangen : "Beroep bij de administratieve rechtbank".

.../...

Artikel 104.-

In de artikelen 46, 48, 52, 55, 57, 58 en 69 van het Kieswetboek worden de woorden "het Hof van beroep" of "het Hof", "van het Hof van beroep", "aan het Hof van beroep", "... het ...onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de rechtbank", "van de rechtbank, "aan de rechtbank", "... zij ...".

Artikel 105.-

In artikel 54 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het zesde lid worden de woorden "aan de griffie van het Hof van beroep gestuurd dat ..." vervangen door "aan de griffie van de rechtbank gezonden. De rechtbank kan ...";

2° in het zevende lid worden de woorden "van het Hof van beroep" en "van het Hof" door "van de administratieve rechtbank", de woorden "door het Hof" door "door de rechtbank" en de woorden "van het arrest" door "van het vonnis" vervangen.

Artikel 106.-

In artikel 62 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste volzin van het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Is er in de administratieve rechtbank meer dan een kamer, dan worden de zaken, naargelang zij binnenkomen, achtereenvolgens aan elk van de kamers toegewezen";

2° in het eerste en het tweede lid worden de woorden "naar de afdeling" en "der afdeling" onderscheidenlijk vervangen door "naar de kamer" en "van de kamer";

3° in het tweede lid worden de woorden "een raadsheer" vervangen door "een rechter" ;

4° in het derde lid worden de woorden "van het Hof" vervangen door "van de administratieve rechtbank".

Artikel 107.-

In artikel 63 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven ;

2° in het derde lid worden de woorden "Het Hof" vervangen door "De administratieve rechtbank";

3° de laatste drie alinea's worden door de volgende bepaling vervangen :

"Het vonnis wordt, in elk geval, geacht op tegenspraak te zijn gewezen".

Artikel 108.-

In artikel 64 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "arresten" vervangen door "vonnissen".

.../...

Artikel 109.-

Artikel 65 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 65.- Van de vonnissen wordt binnen drie dagen na de uitspraak kennis gegeven".

Artikel 110.-

In artikel 66 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Indien het enkwest plaats heeft vóór het Hof" vervangen door : "Indien de rechtbank een getuigenverhoor beveelt";

2° het tweede lid wordt opgeheven ;

3° in het laatste lid worden de woorden "waarvan de minute aan het Hof wordt gezonden" geschrapt.

Artikel 111.-

Titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Hoofdstuk III. Beroep bij de Raad van State .

Artikel 71. Binnen twintig dagen na de kennisgeving kunnen de provinciaal-administratief auditeur en partijen in het geding bij de Raad van State de nietigverklaring vorderen van de vonnissen die uitspraak doen over de bevoegdheid en van die welke het geschil beëindigen.

.../...

Artikel 72.-Is hij die de vordering bij de administratieve rechtbank heeft ingesteld, overleden vooraleer de in artikel 71 bepaalde termijn verstreken is, dan kan eenieder die gerechtigd zou zijn geweest om beroep bij de rechtbank in te stellen, beroep instellen bij de Raad van State

Artikel 73.- Het beroepschrift wordt, op straffe van verval, ter griffie van de administratieve rechtbank neergelegd tegen gedagtekend ontvangbewijs, of bij een ter post aangetekende brief aan de griffier van de rechtbank gezonden.

De griffier van de rechtbank zendt een afschrift van het beroepschrift aan de tegenpartijen.

Artikel 74. De partijen die van het beroep kennis hebben gekregen, hebben acht dagen om een memorie van antwoord in te dienen.

Daartoe kunnen zij het dossier raadplegen waarvan zij gedurende die termijn ter plaatse inzage kunnen nemen op de griffie van de rechtbank. Nadat die termijn verstreken is, zendt de griffier van de rechtbank het dossier aan de griffier van de Raad van State.

Iedere memorie moet, op straffe uit de debatten te worden geweerd :

1° naam en adres van de partij vermelden en ondertekend zijn door de partij of door een advocaat die ingeschreven is op de tabel van de Orde ;

../...

2° bij een ter post aangetekende brief aan de administratie rechtbank worden gezonden of tegen gedagtekend ontvangbewijs ter griffie van die rechtbank worden neergelegd ;

3° vergezeld zijn van vier voor eensluidend verklaarde afschriften.

De griffier van de administratieve rechtbank zendt een afschrift van de memorie van antwoord aan de verzoeker.

Artikel 75. Voorts wordt gehandeld overeenkomstig de wetten en besluiten tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

Het rapport over de zaak moet worden neergelegd met opschorting van alle andere zaken.

Het bevel waarbij de zaak op de terechtzitting wordt vastgesteld of voor onderzoek wordt verwezen, moet worden gegeven binnen acht dagen na de neerlegging van het verslag.

Van het bevel waarbij de zaak wordt vastgesteld, wordt, met de rapporten, kennis gegeven aan de partijen. Het bevel stelt de zaak vast binnen vijftien dagen.

Het arrest moet worden gewezen binnen vijftien dagen na het sluiten van de debatten.

.../...

Artikel 76. Ieder arrest wordt geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

Tegen het arrest staat geen derdenverzet of herziening open.

Overlijdt een van de partijen vooraleer de debatten gesloten zijn, dan kan het geding onverwijld worden hervat door eenieder die gerechtigd zou zijn geweest om overeenkomstig artikel 72 het beroep in te stellen".

Artikel 112.-

In artikel 82 van het Kieswetboek worden de woorden "van de hoven" vervangen door "administratieve rechtbanken".

Artikel 113.-

Artikel 83 van het Kieswetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 83.- De griffier van de Raad van State geeft aan de griffiers van de administratieve rechtbanken kennis van de aanneming of van de verwerping van de vorderingen tot nietigverklaring van de vonnissen van hun rechtbanken.

Ten laatste op 23 april, zenden de griffiers van de administratieve rechtbanken aan de arrondissementscommissarissen een staat van de vonnissen die in kracht van gewijsde zijn gegaan omdat geen vordering tot nietigverklaring is ingesteld of omdat deze verworpen is, met de nodige aanwijzingen voor het doen van de veranderingen door de vonnissen bevolen.

.../...

De arrondissementscommissaris verbetert de kiezerslijsten overeenkomstig die vonnissen en de gegeven aanwijzingen. Hij doet ze in uitvoering brengen vóór 1 mei ".

Artikel 114.-

In artikel 84 van het Kieswetboek worden de woorden "hoven van beroep" door "administratieve rechtbanken" het woord "eindarresten" door "eindvonnissen" en de woorden "bij gebreke aan voorziening of door de verwerping van de voorziening in verbreking" door "omdat geen vordering tot nietigverklaring is ingesteld of omdat deze verworpen is" vervangen.

Artikel 115.-

De artikelen 59, 60, 61, 67, derde lid, 77, 78, 79, 80 en 81 van het Kieswetboek worden opgeheven.

Wijzigingen in de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932.

Artikel 116.-

In artikel 60, eerste lid, van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, worden de woorden "naar de gouverneur der provincie" vervangen door "aan de administratieve rechtbank van de provincie".

Artikel 117.-

In artikel 61 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in het eerste lid worden de woorden "gouverneur der provincie" vervangen door "griffier van de administratieve rechtbank";

2° in het tweede lid worden de woorden "de bestendige deputatie van de provincieraad" vervangen door "de administratieve rechtbank".

Artikel 118.- (1)

In artikel 73 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de alinea's 1 tot 4 door de volgende bepalingen vervangen:

"Indien een geschil oprijst in de gevallen van de artikelen 71 en 72, beschikt de administratieve rechtbank.

De rechtbank beschikt overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

Het vonnis wordt ter kennis gebracht van de provinciegouverneur, van het betrokken raadslid, van het college van burgemeester en schepenen en in voorkomend geval van degenen die bezwaren hebben ingebracht.

Zij kunnen hoger beroep bij de Raad van State instellen binnen acht dagen na de kennisgeving".

.../...

(1) Bij het vaststellen van de tekst van de artikelen 115 en volgende is er rekening mede gehouden, dat de wetgever de gouverneur het recht zou laten beroep in te stellen, zoals de wet hem thans toestaat.

Artikel 119.-

In artikel 74 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de woorden "aan de griffier van de provinciale raad" en de woorden "aan de bestendige deputatie" vervangen door "aan de griffier van de administratieve rechtbank" en "aan de administratieve rechtbank".

Artikel 120.-

In artikel 75 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "De bestendige deputatie van de provincieraad" vervangen door "De administratieve rechtbank" ;

2° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen (1) :

"De uiteenzetting van de zaak, door een lid van de administratieve rechtbank, en de uitspraak van het vonnis geschieden in openbare terechtzitting. Het vonnis is met redenen omkleed en vermeldt de naam van de verslaggever en de namen van de aanwezige leden. Een :en ander op straffe van nietigheid".

Artikel 121.-

In artikel 76 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

(1) Aan artikel 75, tweede lid, is niet geraakt inzover de wet strengere vormvereisten stelt dan normaal voor rechtscolleges gelden. Wil de wetgever die opheffing verrichten, dan zou hij het uitdrukkelijk moeten zeggen.

1° in het eerste lid worden de woorden "De bestendige deputatie is er toe gehouden" vervangen door "De administratieve rechtbank is gehouden";

2° in het derde lid worden de woorden "De bestendige deputatie kan, zo nodig, bij gemotiveerde beslissing, genomen" vervangen door "De administratieve rechtbank kan, bij een met redenen omkleed vonnis, gewezen";

3° in het vierde lid worden de woorden "Zo er binnen deze termijn geen uitspraak is gevallen" vervangen door "Indien binnen deze termijn geen vonnis is gewezen";

4° in het vijfde lid worden de woorden "de beslissing van de deputatie wordt door toedoen van de gouverneur ter kennis gebracht" vervangen door "het vonnis van de administratieve rechtbank wordt de gouverneur ter kennis gebracht";

5° het voorlaatste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Binnen acht dagen na de kennisgeving, kan hoger beroep bij de Raad van State worden ingesteld door degenen aan wie het vonnis ter kennis moet worden gebracht";

6° het laatste lid wordt opgeheven.

Artikel 122.-

In artikel 77, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de woorden "wordt de beslissing van de deputatie onmiddellijk door toedoen van de gouverneur aan de gemeenteraad genotificeerd" vervangen door "wordt het vonnis van de administratieve rechtbank de gemeenteraad onmiddellijk ter kennis gebracht".

.../...

Artikel 123.-

In artikel 80 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de alinea's 2 tot 5 door de volgende bepalingen vervangen :

"Het raadslid of de schepen die het feit van zijn ontslagneming betwist, kan beroep instellen bij de administratieve rechtbank .

De rechtbank beschikt overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

Het vonnis wordt de gouverneur en het betrokken raadslid of de betrokken schepen ter kennis gebracht.

Zij kunnen hoger beroep bij de Raad van State instellen binnen acht dagen na de kennisgeving".

Artikel 124.-

In artikel 81 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de alinea's 3 tot 6 door de volgende bepalingen vervangen :

"Indien het feit van de afstand wordt betwist, beschikt de administratieve rechtbank.

De rechtbank beschikt overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

Het vonnis wordt de gouverneur en de betrokken kandidaat ter kennis gebracht.

Zij kunnen hoger beroep bij de Raad van State instellen binnen acht dagen na de kennisgeving".

.../...

Artikel 125.-

In artikel 82 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "aan de bestendige deputatie" vervangen door "aan de administratieve rechtbank";

2° in het vierde lid worden de woorden "aan de bestendige deputatie gedaan, zijn bezwaren bij dit college indienen" vervangen door "aan de administratieve rechtbank gedaan, zijn bezwaren bij die rechtbank indienen";

3° de alinea's 5 tot 8 worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Het verval wordt door de administratieve rechtbank vastgesteld binnen dertig dagen nadat hetzij de hiervorenbedoelde kennisgeving, hetzij een bezwaarschrift van derden ter griffie is ingekomen.

De rechtbank beschikt overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

Het vonnis wordt ter kennis gebracht van de gouverneur, van het betrokken raadslid, van het college van burgemeester en schepenen en in voorkomend geval van degenen die bezwaren hebben ingediend.

Zij kunnen hoger beroep bij de Raad van State instellen binnen acht dagen na de kennisgeving".

.../...

Artikel 126.-

In artikel 84 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, worden de alinea's 2 tot 5 door de volgende bepalingen vervangen :

"Worden er bezwaren ingebracht tegen de beslissing van de raad of tegen zijn weigering om de opvolger aan te stellen als gemeenteraadslid, dan beschikt de administratieve rechtbank binnen dertig dagen nadat het bezwaarschrift ter griffie is ingekomen.

De rechtbank beschikt overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

Het vonnis wordt ter kennis gebracht van de gouverneur, van de betrokken opvolger en in voorkomend geval van degenen die bezwaren hebben ingediend.

Zij kunnen hoger beroep bij de Raad van State instellen binnen acht dagen na de kennisgeving".

.../...

Artikel 127.-

Artikel 84bis, in dezelfde wet ingevoegd door het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt opgeheven.

Wijzigingen in het koninklijk besluit nr 62 van 16 november 1939 houdende reglementering van de beroepsbedrijvigheid der vreemdelingen.

Artikel 128.-

Artikel 12, eerste lid, van het koninklijk besluit nr 62 van 16 november 1939 houdende reglementering van de beroepsbedrijvigheid der vreemdelingen, bevestigd bij de wet van 16 juni 1947, wordt opgeheven.

Artikel 129.-

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoger beroep tegen de beslissingen van de Raad voor economisch onderzoek wordt ingesteld bij de administratieve rechtbank van de woonplaats van de vreemdeling indien deze in België verblijft, of van zijn laatst bekend adres in België. In de gevallen van de artikelen 3 en 4 is bevoegd de rechtbank van de plaats waar de vreemdeling verklaart zich te willen vestigen of, bij gemis van zulk een verklaring, de administratieve rechtbank van Brabant.

.../...

De administratieve rechtbank kan op verzoek van de appellant beslissen dat de tenuitvoerlegging van de beslissing wordt verdaagd.

De administratieve rechtbank neemt kennis van de eisen tot herziening van haar vonnissen".

Wijzigingen in de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State.

Artikel 130.(1)

Artikel 8 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State wordt opgeheven.

Artikel 131.-

Artikel 9 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9.- De afdeling administratie doet uitspraak, bij wege van arresten, over beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld :

1° tegen de handelingen en verordeningen van de administratieve overheden die voor meer dan een provincie bevoegd zijn, behoudens in de gevallen van artikel 9, 2° en 3°, van de wet tot instelling van provinciale administratieve rechtbanken ;

.../...

(1) Zie de voetnoot onder artikel 5.

2° tegen de vonnissen in laatste aanleg gewezen door de provinciale administratieve rechtbanken en tegen de overige in laatste aanleg verleende beslissingen inzake administratieve geschillen".

Artikel 132.-

In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :
"1° het hoger beroep tegen de vonnissen in eerste aanleg gewezen door de provinciale administratieve rechtbanken";

2° de tekst onder 3°, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1956, en de tekst onder 4° worden opgeheven.

Wijzigingen in de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen.

Artikel 133.-

Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk V van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen en artikel 34 van dezelfde wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Afdeling 1.- Administratieve rechtbanken.

Artikel 34. De administratieve rechtbank beschikt op het hoger beroep tegen beslissingen betreffende aanvragen ingediend bij de gemeentebesturen in de provincie, onverminderd de bepalingen van artikel 39.

.../...

Is de aanvraag ingediend bij diplomatieke of consulaire overheden in het buitenland, dan wordt het hoger beroep gebracht voor de administratieve rechtbank van Brabant".

Artikel 134.-

De artikelen 35 tot 38 van dezelfde wet worden opgeheven (1).

Wijzigingen in de wet van 9 maart 1953 houdende sommige aanpassingen in zake militaire pensioenen en verlening van kosteloze genees- en artsenijkundige verzorging voor de militaire invaliden van vredestijd.

Artikel 135.-

In de wet van 9 maart 1953 houdende sommige aanpassingen in zake militaire pensioenen en verlening van kosteloze genees- en artsenijkundige verzorging voor de militaire invaliden van vredestijd wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

(1) Die artikelen bevatten, wat de procedure betreft, de volgende speciale regelen, waarvan de stof, met het oog op een eenvormige administratieve procedure, onder de verordeningsbevoegdheid van de Koning lijkt te kunnen vallen :
- De commissie beschikt op stukken ... Zij kan evenwel de verschijning van partijen gelasten (artikel 36, tweede lid).
- Bij twijfel is zij ertoe bevoegd een onderzoek in te stellen (artikel 36, derde lid).
- Verschoning van de leden die bloed- of aanverwant van de aanvrager zijn, tot en met de derde graad.
- Instellen van het hoger beroep binnen dertig dagen (artikel 37).

Mocht het dienstig lijken een van die bepalingen te herhalen, dan kan dat worden gedaan in de artikelen 35 , 36, enz. ...

"Artikel 4bis. In afwijking van artikel 45, § 4, tweede lid, van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, wordt hoger beroep tegen de krachtens deze wet verleende beslissingen van de commissies van eerste aanleg ingesteld bij de administratieve rechtbank van de provincie waar de commissie van eerste aanleg haar zetel heeft.

of (1)

Artikel 4bis. Voor de behandeling en de berechting van de op grond van de artikelen 1 en 4 ingediende pensioenaanvragen, worden de bevoegdheden welke artikel 45 van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, onderscheidenlijk aan de commissie van eerste aanleg en aan de commissie van beroep verleent, onderscheidenlijk uitgeoefend door de administratieve rechtbank van de woonplaats van de aanvrager en door de Raad van State".

Wijzigingen in de wet van 27 juni 1956 betreffende het speciaal onderstandsfonds.

Artikel 136.-

Artikel 9 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het speciaal onderstandsfonds wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

(1) Variante voor het geval dat de wetgever de bevoegdheid in eerste aanleg aan de administratieve rechtbank en de bevoegdheid in hoger beroep aan de Raad van State mocht verlenen.

"Artikel 9. De administratieve rechtbank van de plaats waar de onderstand nodig geworden is, neemt kennis van het hoger beroep tegen de beslissingen van de Minister".

Artikel 137.-

Artikel 10 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Wijzigingen in de wet van 24 december 1958 waarbij beroepsuitoefeningsvoorwaarden kunnen worden ingevoerd in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen.

Artikel 138.-

Artikel 11, § 3, van de wet van 24 december 1958 waarbij beroepsuitoefeningsvoorwaarden kunnen worden ingevoerd in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. De belanghebbende en de Minister kunnen hoger beroep instellen bij de administratieve rechtbank van de provincie.

Stelt de rechtbank vast dat de aanvrager aan de gestelde voorwaarden voldoet, dan geldt haar vonnis als getuigschrift".

Artikel 139.-

Artikel 12, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 12. Er wordt een vestigingsraad opgericht, die tot taak heeft het in de artikelen 9 en 10 bedoelde advies te verstrekken".

Artikel 140.-

Artikel 13 van dezelfe wet wordt opgeheven.

Artikel 141.-

In artikel 14 van dezelfde wet worden de woorden "of 13" geschrapt.

Wijzigingen in de wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten, gecoördineerd op 3 februari 1961.

Artikel 142.-

Artikel 14 van de wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten, gecoördineerd op 3 februari 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 14.- De aanvrager van een tegemoetkoming kan tegen de beslissing van de Minister hoger beroep instellen bij de administratieve rechtbank van de provincie waar hij zijn woonplaats heeft (1).

.../...

(1) De bepalingen betreffende de termijn (40 dagen), de machtiging om zich door een derde persoon te laten bijstaan en de vrijwaring van de rechten van de verdediging, zijn niet herhaald ; zij vallen onder 's Konings verordeningsbevoegdheid.

Voor het berechten van de zaken die haar door deze wet zijn toegewezen, kan de administratieve rechtbank een vertegenwoordiger van de gebrekkigen en een doctor in de geneeskunde als raadgevers aan haar leden toevoegen ; deze worden door de voorzitter bij toerbeurt aangewezen uit twee lijsten van drie leden die door de Koning voor een jaar worden benoemd. De rechtbank moet haar ledental op dezelfde wijze aanvullen indien een partij dat vraagt binnen twee dagen na ontvangst van de oproeping ter terechtzitting, of indien het geschil betrekking heeft op een aangelegenheid van medische aard (1)".

Wijzigingen in de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962.

Artikel 143.-

In artikel 28, § 4, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 30 april 1962, worden de woorden "hoge militieraad" vervangen door "administratieve rechtbank van de provincie".

Artikel 144.-

Het opschrift van afdeling III van hoofdstuk V van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Afdeling III. - Administratieve rechtbank".

Artikel 145.-

Artikel 30 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../ ...

(1) Facultatieve bepaling (zie opmerking in het advies bij artikel 6, § 3, 16°).

"Artikel 30.- De administratieve rechtbank neemt kennis van het hoger beroep tegen de beslissingen van de militieraad van de provincie".

Artikel 146.-

In artikel 32, 4°, en in artikel 34 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "aan de Minister van Binnenlandse Zaken" vervangen door "aan de administratieve rechtbank".

Artikel 147.-

Artikel 36 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 36.- De leden van de administratieve rechtbank mogen geen zitting nemen indien zij bloed- of aanverwant van de dienstplichtige zijn tot en met de vierde graad".

Artikel 148.-

In artikel 37 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "De hoge militieraad" en "Hij", in § 2 de woorden "De raad", en in § 3 het woord "Hij" onderscheidenlijk vervangen door "De rechtbank", "Zij" , "De rechtbank" en "Zij" ;

2° § 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4. De vonnissen van de rechtbank worden binnen acht dagen ter kennis gebracht van de gouverneur van de provincie, van de dienstplichtige en van degene die de aanvraag overeenkomstig artikel 21 heeft ingediend.

Het vonnis wordt, in elk geval, geacht op tegenspraak te zijn gewezen".

.../.

Artikel 149.- (1)

In hoofdstuk V van dezelfde gecoördineerde wetten wordt een afdeling 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 3bis.- Beroep bij de Raad van State.

Artikel 37bis.- De Minister van Binnenlandse Zaken en de dienstplichtige kunnen bij de Raad van State beroep instellen tot nietigverklaring van de vonnissen van de administratieve rechtbanken.

Artikel 37ter. Het beroep van de Minister moet binnen drie maanden na de uitspraak van het vonnis worden ingesteld.

Het beroep van de dienstplichtige moet worden ingesteld binnen vijftien dagen nadat hij de kennisgeving van het vonnis heeft ontvangen.

Artikel 37quater. Zodra de Raad van State het dossier ontvangt, beschikt hij met opschorting van alle andere zaken.

Artikel 37quinquies. Het arrest wordt door toedoen van de provinciegouverneur ter kennis van de dienstplichtige gebracht".

.../...

(1) Teksten vastgesteld voor het geval dat het voorstel niet wordt gevoegd bij het voorstel betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen. Wordt het er toch bijgevoegd, dan zal het voldoende zijn, in de tekst welke artikel 22 van de door de Raad van State opgemaakte tekst heeft voorgesteld voor artikel 50 van de gecoördineerde wetten, de woorden "van de Hoge Militieraad" te vervangen door "van de administratieve rechtbank".

Artikel150.- (1)

In artikel 50 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "van de hoge militieraad en die" en in artikel 53, § 1, de woorden "naar gelang van het geval, naar de hoge militieraad, samengesteld uit andere leden, of" geschrapt.

Artikel 151.-

In artikel 97, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "de hoge militieraad" vervangen door "de administratieve rechtbank".

Artikel 152.-

In artikel 103 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "die geen rechter in de administratieve rechtbanken zijn" ingevoegd tussen de woorden "de leden van de militierechtscolleges" en de woorden "en van de burgerlijke geneesheren ;

2° in het tweede lid worden de woorden "de hoge militieraad" vervangen door "de administratieve rechtbank".

Artikel 153.-

De artikelen 29 en 35 van dezelfde wetten worden opgeheven.

.../...

(1) Teksten vastgesteld voor het geval dat het voorstel niet wordt gevoegd bij het voorstel betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen. Wordt het er toch bijgevoegd, dan zal het voldoende zijn, in de tekst welke artikel 22 van de door de Raad van State opgemaakte tekst heeft voorgesteld voor artikel 50 van de gecoördineerde wetten, de woorden "van de Hoge Militieraad" te vervangen door "van de administratieve rechtbank".

Wijzigingen in de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen.

Artikel 154.-

In het laatste lid van artikel 13 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen worden de woorden "voor de commissie van beroep , opgericht bij toepassing van artikel 26" vervangen door "voor de administratieve rechtbank".

Artikel 155.-

Artikel 26 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26. De betwistingen betreffende de beslissingen genomen door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen, en die betrekking hebben op de inschrijving of de toekenning van uitkeringen of verstrekkingen, worden gebracht voor de administratieve rechtbank van de provincie waar de aanvrager zijn woonplaats heeft, behoudens hoger beroep bij de Raad van State".

Wijzigingen in de wet van 31 augustus 1963 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Artikel 156.-

Artikel 52 van de wet van 31 augustus 1963 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 52. Geschillen betreffende de betaling van bijdragen en renten en betreffende de toekenning van uitkeringen ten laste van de Rijksdienst worden gebracht voor gewestelijke klachtencommissies.

.../...

De Koning regelt de samenstelling, de territoriale bevoegdheid en de werkwijze van de gewestelijke commissies. Het koninklijk besluit bepaalt inzonderheid dat de procedure op tegenspraak wordt gevoerd en dat de commissies hun beslissingen moeten motiveren (1).

Hoger beroep tegen de beslissingen van de gewestelijke commissies wordt ingesteld bij de administratieve rechtbank van de provincie.

De Koning bepaalt in welke gevallen het onder een andere pensioenregeling ingestelde beroep de ter uitvoering van dit artikel vastgestelde termijnen van beroep schorst.

Artikel 52bis.De beslissingen van de klachtencommissies inzake betaling van bijdragen en renten zijn uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande hoger beroep of verzet"(2).

Artikel 157.-

Artikel 54 van dezelfde wet wordt opgeheven.

.../...

(1) Deze tweede volzin is overbodig indien het voorstel van wet betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen wet wordt.

(2) Deze bepaling kan als overbodig worden beschouwd. Zij is een blote herhaling van het gemeen recht betreffende het hoger beroep en het verzet inzake administratieve geschillen.

TITEL V.- OVERGANGSBEPALINGEN.

(artikel 8) Artikel 158.-

De rechtscolleges waarbij, de dag dat titel I van deze wet in werking treedt, geschillen aanhangig zijn waarvan de kennisneming wordt opgedragen aan de provinciale administratieve rechtbanken, beschikken overeenkomstig de wetten die hun bevoegdheid regelden.

Beroep tegen de krachtens het eerste lid verleende beslissingen wordt ingesteld bij de gerechten die krachtens deze wet bevoegd zijn.

Hetzelfde geldt voor beroep, in te stellen tegen beslissingen die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn verleend.

Vernietigt de Raad van State een beslissing van een rechtscollege waarvan de bevoegdheid aan de administratieve rechtbanken wordt opgedragen, dan verwijst hij de zaak naar een administratieve rechtbank.

De artikelen 16 tot 19 zijn van toepassing op het beroep bedoeld in het tweede en het derde lid van dit artikel.

(artikel 9, partim) Artikel 159.-

De Koning benoemt de voorzitters van de administratieve rechtbanken voor het eerst uit kandidaten die volle veertig jaar oud zijn en, ten getale van drie voor iedere rechtbank, voorgedragen zijn door de algemene vergadering van de Raad van State.

.../...

Voor de rechtbank van Brabant bevat die lijst ten minste één kandidaat die door zijn diploma blijk geeft van zijn kennis van het Nederlands en één kandidaat die door zijn diploma blijk geeft van zijn kennis van het Frans.

Artikel 160.-

Bij de eerste benoemingen kan de Koning in de administratieve rechtbank van Brabant vijf rechters en in iedere andere administratieve rechtbank drie rechters benoemen uit de kandidaten die hem door de algemene vergadering van de Raad van State worden voorgedragen. Artikel 28 is van toepassing op de benoeming van die rechters.

In de administratieve rechtbank van Brabant worden de rechters zo benoemd, dat zij, met de voorzitter, voor de werking van de drie in artikel 59 bedoelde kamers kunnen instaan.

Artikel 161.-

Bij de eerste benoemingen kan de Koning de provinciaal auditeur benoemen uit twee lijsten van drie kandidaten, waarvan de ene door de Raad van State, de andere door de auditeur-generaal bij de Raad van State is voorgedragen. Die kandidaten moeten voldoen aan de eisen om tot lid van de Raad van State te worden benoemd.

.../...

Artikel 162.-

Bij de eerste benoeming kan de Koning bij de administratieve rechtbank van Brabant twee substituten en bij iedere andere administratieve rechtbank één substituut benoemen. Iedere benoeming wordt gedaan uit twee lijsten van drie kandidaten, waarvan de ene door de Raad van State, de andere door de auditeur-generaal bij de Raad van State is voorgedragen. De kandidaten moeten aan de eisen van artikel 41 voldoen.

Artikel 163.-

De Koning benoemt de griffiers voor het eerst uit de leden van het auditoraat, van het coördinatiebureau en van de griffie van de Raad van State, of uit de doctors in de rechten die vijfendertig jaar oud zijn, de Raad van State en de auditeur-generaal bij de Raad van State gehoord.

Bij de administratieve rechtbank van Brabant benoemt de Koning een adjunct-griffier, die door zijn diploma blijk geeft dat hij het examen van doctor in de rechten in de andere landstaal dan die van de griffier heeft afgelegd. Die adjunct-griffier moet aan de eisen van artikel 41 voldoen.

Bij de administratieve rechtbanken van Luik en van Luxemburg benoemt de Koning, indien de griffier geen blijk geeft van de kennis van het Duits, een adjunct-griffier die daarvan wel blijk geeft, de Raad van State en de auditeur-generaal bij de Raad van State gehoord. Die adjunct-griffier moet aan de eisen van artikel 41 voldoen.

Artikel 164.-

De Koning bepaalt op welke datum elk van de bepalingen van deze wet in werking treedt.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : J. SUETENS,		premier président,	
de Heren :		eerste voorzitter,	
	G. HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
	J. MASQUELIN,	raadsheren van State,	
	P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	P. DE VISSCHER,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général, et par M. M. DUMONT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal, en door de H. M. DUMONT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.